

NEOEN

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL

30 JUIN 2021



1	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	2
	Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	4
2.1	Indicateurs alternatifs de performance et données opérationnelles	6
2.2	Analyse de l'activité et des résultats du premier semestre	9
2.3	Financements et investissements	24
2.4	Principales transactions avec les parties liées	31
2.5	Evènements postérieurs à la clôture	31
2.6	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants	32
3	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2021	33
3.1	Comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021	35
3.2	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021 ...	71

1

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Xavier BARBARO

Président - directeur général

2

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

2.1	Indicateurs alternatifs de performance et données opérationnelles	6
2.1.1	Indicateurs non Gaap	6
2.1.2	Informations sur les principales données opérationnelles	8
2.2	Analyse de l'activité et des résultats du premier semestre	9
2.2.1	Aperçu de l'activité	9
2.2.2	Perspectives et tendances	9
2.2.3	Commentaire de Xavier Barbaro, Président - directeur général de Neoen	10
2.2.4	Eléments significatifs de la période	10
2.2.5	Commentaires sur l'activité	13
2.3	Financements et investissements.....	24
2.3.1	Indicateurs suivis par le Groupe.....	24
2.3.2	Passage de l'endettement financier consolidé à la dette nette	25
2.3.3	Situation et flux de trésorerie	27
2.3.4	Investissements	30
2.4	Principales transactions avec les parties liées	31
2.5	Evènements postérieurs à la clôture	31
2.6	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants	32

2.1 INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE ET DONNEES OPERATIONNELLES

2.1.1 INDICATEURS NON GAAP

Le Groupe présente, en complément des mesures IFRS, plusieurs indicateurs supplémentaires : l'EBITDA, la dette nette et le ratio de levier. Ces mesures ne sont pas des indicateurs prévus par les normes IFRS et n'ont pas de définitions standardisées. Par conséquent, les définitions utilisées par le Groupe pourraient ne pas correspondre aux définitions données à ces mêmes termes par d'autres sociétés. Ces mesures ne doivent pas être utilisées à l'exclusion ou en substitution des mesures IFRS. En particulier, la dette nette ne doit pas être considérée comme un substitut à l'analyse de la dette financière brute et de la trésorerie et équivalents de trésorerie tels que présentés selon les normes IFRS. Les tableaux ci-après présentent ces indicateurs pour les périodes indiquées ainsi que leurs calculs.

Réconciliation de l'EBITDA

(En millions d'euros)	1er semestre 2021 (A)	1er semestre 2020 publié (B)	1er semestre 2020 retraité ⁽¹⁾ (C)	Var (A) - (B)	Var (en %) (A) - (B)	Var (A) - (C)	Var (en %) (A) - (C)
Résultat opérationnel courant	72,3	95,9	95,9	- 23,7	- 25%	- 23,7	- 25%
Amortissements et provisions opérationnels courants	52,1	52,3	52,3	- 0,2	- 0%	- 0,2	- 0%
Charges IFRS 2	1,5	-	0,9	+ 1,5	N/A	+ 0,6	+ 67%
EBITDA ⁽¹⁾	125,9	148,2	149,2	- 22,3	- 15%	- 23,3	- 16%

- (1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants, et comme annoncé lors du Capital Markets Day du 11 mars 2021, à compter du 1^{er} janvier 2021, de la charge de personnel résultant de l'application de la norme IFRS 2 « paiements fondés sur des actions ». L'EBITDA tel que nouvellement défini se serait établi à 149,2 millions d'euros au premier semestre 2020, compte tenu d'une charge IFRS 2 de (0,9) million d'euros, impactant exclusivement le segment Développement – Investissements.

Dette nette

(En millions d'euros)	30.06.2021	31.12.2020	Var	Var (en %)
Total dettes financières ⁽¹⁾	2 763,9	2 749,4	+ 14,5	+ 1%
Investisseurs minoritaires et autres ⁽²⁾	(28,9)	(29,2)	+ 0,3	- 1%
Total dettes financières ajustées	2 734,9	2 720,2	+ 14,7	+ 1%
Total trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽³⁾	(679,0)	(374,9)	- 304,1	+ 81%
Dépôts de garantie ⁽⁴⁾	(74,4)	(76,6)	+ 2,3	- 3%
Instruments dérivés actifs – effets des couvertures ⁽⁵⁾	(16,1)	(2,2)	- 13,9	x6,3
Total dette nette	1 965,5	2 266,5	- 301,0	- 13%

- (1) Comprend essentiellement les dettes liées au financement des projets, les composantes dette des emprunts obligataires convertibles émis en 2019 (OCEANE) et en 2020 (OCEANE Verte), les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative et les dettes locatives qui sont incluses dans le calcul de la dette nette, en regard d'un EBITDA qui n'inclut pas les charges de loyers (application d'IFRS 16 « Contrats de location »). Les dettes financières sont détaillées en note 18.2 des états financiers consolidés semestriels.
- (2) Comprend notamment les prêts d'actionnaires octroyés aux sociétés de projets ou holdings de sociétés de projets par des actionnaires minoritaires.
- (3) L'évolution du poste est détaillée dans le paragraphe 2.3.2 du présent document.
- (4) Comprend principalement des dépôts constitués dans le cadre de financements de projets, au titre de comptes de réserve du service de la dette (DSRA), ou dans le cadre de leur construction. La baisse constatée au cours de la période s'explique principalement par le remboursement de DSRA de certaines sociétés de projets ou de holdings de financement, et leur remplacement par des garanties, des lettres ou des facilités de crédit ainsi que par la libération partielle d'un séquestre sur le projet Altiplano 200 en Argentine, constitué dans le cadre de son financement. Par ailleurs, de nouveaux DSRA ont été constitués dans le cadre des nouveaux financements réalisés en 2021. Le Groupe a aussi constitué un dépôt de garantie dans le cadre d'une opération de pré-couverture de son exposition au risque de taux relative au projet australien Kaban dont le financement est en cours de structuration.
- (5) Instruments dérivés de couverture de risque de taux ayant une valeur de marché positive. Les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative figurent dans le total des dettes financières (se reporter à la note 18.3 des états financiers consolidés semestriels).

Ratio de levier

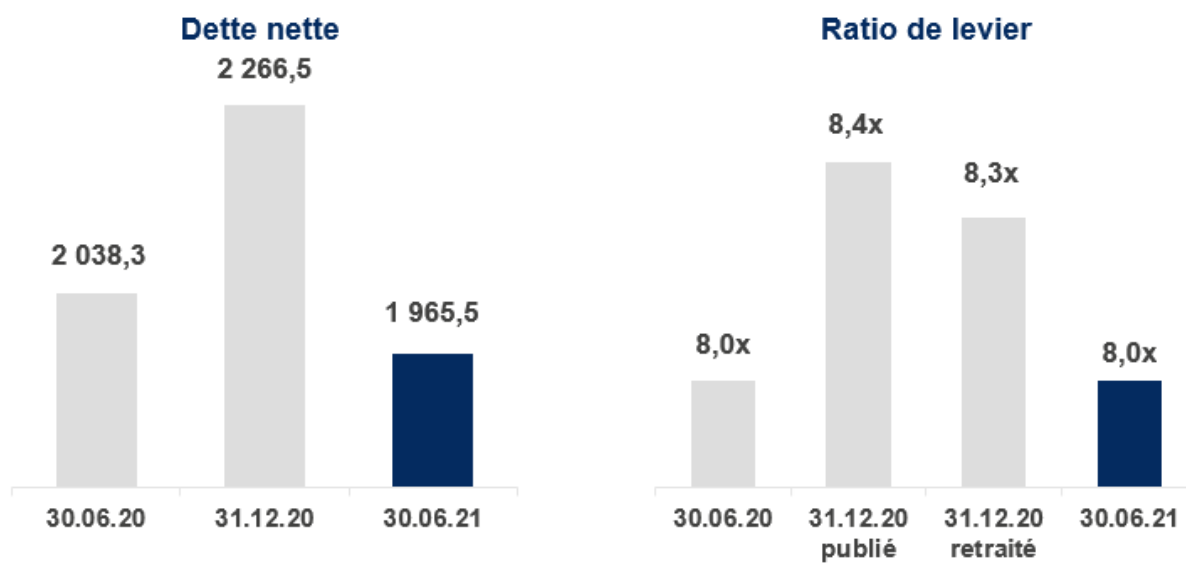
Le tableau ci-après présente le ratio de levier aux dates indiquées. Ce ratio correspond au rapport entre la dette nette et l'EBITDA (calculé sur une période de 12 mois glissants).

	30.06.2021	31.12.2020 ⁽¹⁾
Ratio de levier	8,0x	8,4x

(1) Le ratio de levier calculé sur la base de l'EBITDA tel que nouvellement défini se serait établi à 8,3x au 31 décembre 2020.

Evolution de la dette nette et du ratio de levier du Groupe

(En millions d'euros)



2.1.2 INFORMATIONS SUR LES PRINCIPALES DONNEES OPERATIONNELLES

Le portefeuille du Groupe s'établissait à 13 GW au 30 juin 2021 contre 12 GW à fin décembre 2020. Son évolution est détaillée dans le tableau ci-après :

	30.06.2021	31.12.2020	Variations
Nombre de MW en opération ⁽¹⁾	2 711	2 615	+ 96
Europe – Afrique	1 109	1 014	+ 95
Australie	931	931	+ 0
Amériques	670	670	+ 0
Nombre de MW en construction ⁽¹⁾	2 051	1 436	+ 615
Europe - Afrique ⁽²⁾	701	254	+ 447
Australie ⁽³⁾	1 131	974	+ 157
Amériques	219	208	+ 11
Nombre de MW des projets awarded ⁽¹⁾	694	1 107	– 413
Europe - Afrique ⁽⁴⁾	594	897	– 303
Australie ⁽⁵⁾	100	210	– 110
Amériques	-	-	-
Total des MW du secured portfolio	5 456	5 158	+ 298
Nombre de MW des projets tender-ready et advanced development ⁽¹⁾	30.06.2021	31.12.2020	Variations
Europe - Afrique ⁽⁶⁾	3 177	2 539	+ 638
Australie	2 869	2 826	+ 43
Amériques	1 499	1 509	– 10
Total des MW de l'advanced pipeline	7 545	6 874	+ 671
Total Portefeuille	13 001	12 033	+ 969
Projets early stage	> 4 GW	> 4 GW	

(1) Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, se reporter à la section 9.6 « Glossaire » du document d'enregistrement universel 2020.

(2) La croissance des capacités des projets en construction sur la zone Europe – Afrique résulte essentiellement du passage en construction de 9 projets pour + 542 MW, dont Mutkalampi + 404 MW (Finlande), 2 projets solaires irlandais pour + 40,0 MWc, 5 projets solaires français pour + 59 MWc et un projet éolien français pour + 40 MW. Par ailleurs sur la période 95 MW sont entrés en opération : 6 projets solaires français pour – 51 MWc et 2 projets éoliens français pour – 44 MW.

(3) La hausse des capacités en construction en Australie résulte du passage en construction du projet éolien Kaban (Australie) pour + 157 MW.

(4) Le recul de la capacité des projets awarded sur la zone Europe – Afrique résulte principalement du passage en construction de projets représentant un total de – 389 MW (dont – 251 MW au titre du projet Mutkalampi), de l'abandon du projet Creissan pour – 4 MW et du passage en awarded de nouveaux projets pour + 91 MW (dont + 74 MW liés à l'appel d'offre CRE 4.9 – France solaire).

(5) Le recul de la capacité des projets awarded en Australie résulte du passage en construction du projet Kaban (éolien) pour – 110 MW.

(6) La hausse observée sur la zone Europe – Afrique s'explique essentiellement par + 313 MW de nouveaux projets entrés au portefeuille sur la période (dont 115 MW de projet irlandais et 198 MWc de projets solaires français), par + 694 MW de projets ayant évolué depuis le stade Early Stage, partiellement compensée par – 244 MW de projets ayant fait leur entrée au sein du portefeuille sécurisé (dont – 153 MW au titre du projet Mutkalampi et – 74 MW au titre de projets remportés dans le cadre de l'appel d'offre CRE 4.9 en France), et par – 112 MW de projets abandonnés.

	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Variations
Production (GWh)	2 393	2 067	+ 16%
Disponibilité moyenne des installations en exploitation			
photovoltaïque ⁽¹⁾ (%)	93,9%	98,3%	- 4,4 pt
éolien ⁽²⁾ (%)	97,1%	98,6%	- 1,5 pt
Load factor ⁽³⁾ moyen des installations en exploitation			
photovoltaïque (%)	20,1%	17,6%	+ 2,5 pt
éolien (%)	31,7%	34,4%	- 2,7 pt
Durée résiduelle des contrats de vente d'électricité			
photovoltaïque (années, pondéré par MWc)	14,3	14,8	- 0,5
éolien ⁽⁴⁾ (années, pondéré par MW)	12,6	14,0	- 1,4

(1) Le recul de la disponibilité moyenne des installations photovoltaïques en exploitation s'explique principalement par l'audit et la reconfiguration d'onduleurs sur le parc d'El Llano au Mexique au premier semestre 2021, toujours en cours actuellement. En excluant cette centrale, le taux de disponibilité moyen des actifs solaires du Groupe se serait établi à 98,8 % au premier semestre 2021.

(2) Le recul de la disponibilité moyenne des installations éoliennes en exploitation s'explique par des problèmes mineurs survenus au premier semestre 2021 sur le parc d'Hedet en Finlande.

(3) Le facteur de charge (load factor) correspond au temps équivalent (en pourcentage de la période observée) pendant lequel il faudrait injecter à puissance maximale pour arriver à produire la même quantité d'énergie que celle fournie par la centrale.

(4) Le recul de la durée résiduelle des contrats de vente d'électricité éoliens s'explique essentiellement par l'acquisition de deux parcs français fin 2020 pour lesquels de nouveaux PPA ont été conclus pour une durée inférieure à la moyenne des parcs éoliens en opération.

2.2 ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE

2.2.1 APERÇU DE L'ACTIVITE

Neoen voit son activité progresser de 5% et se rapproche des 5 GW en opération ou en construction :

- Le chiffre d'affaires du premier semestre est en hausse de 5 % à 164,9 millions d'euros, dont + 38 % au deuxième trimestre ;
- Le Groupe a lancé la construction de 710 MW, dont 617 MW sur le seul deuxième trimestre, portant les actifs en opération ou en construction à 4,8 GW à fin juin 2021 ;
- L'EBITDA¹ s'élève à 125,9 millions d'euros, en recul de 15 % par rapport au premier semestre 2020 qui avait bénéficié d'indemnités contractuelles² en Amériques et de revenus exceptionnellement élevés dans l'activité de stockage en Australie ;
- Les flux nets de trésorerie opérationnelle ressortent en augmentation de 48 % à 136,1 millions d'euros ;
- Neoen dispose d'une trésorerie de 679 millions d'euros au 30 juin 2021 à la suite de l'augmentation de capital de 600 millions d'euros réalisée en avril 2021 ;
- Le Groupe resserre sa fourchette de prévision d'EBITDA 2021 à un niveau compris entre 295 et 310 millions d'euros, avec une marge d'EBITDA d'environ 80 %.

2.2.2 PERSPECTIVES ET TENDANCES

Neoen resserre sa prévision d'EBITDA pour l'exercice 2021 à un niveau compris entre 295 et 310 millions d'euros, à l'intérieur de la fourchette de 295 à 325 millions d'euros précédemment communiquée, avec une marge d'EBITDA d'environ 80%. Cet ajustement repose sur les dernières anticipations du Groupe quant au calendrier de mise en service de ses centrales en cours de construction, notamment Altiplano 200 en Argentine et Bulgana en Australie. Cette prévision d'EBITDA tient compte des produits nets de cessions d'actifs du

¹ L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants, et comme annoncé lors du Capital Markets Day du 11 mars 2021, à compter du 1er janvier 2021, de la charge résultant de l'application de la norme IFRS 2 « paiements fondés sur des actions ». L'EBITDA tel que nouvellement défini se serait établi à 149,2 millions d'euros au premier semestre 2020, compte tenu d'une charge IFRS 2 de (0,9) million d'euros, impactant exclusivement le segment Développement – Investissements.

² Indemnités contractuelles reconnues pour pertes de revenus liées aux retards dans la mise en service de certains projets.

portefeuille sécurisé que le Groupe anticipe de réaliser dans le cadre de l'activité de *farm-down*, pour une contribution qui sera inférieure à 20% de l'EBITDA de l'exercice.

Neoen confirme par ailleurs son objectif de plus de 5 GW de capacité en opération ou en construction¹ à la fin de l'année 2021, et de 5 GW en opération fin 2022. Le Groupe réitère également son ambition d'atteindre au moins 10 GW de capacité en opération ou en construction¹ d'ici fin 2025.

L'objectif du Groupe est de générer une croissance de son EBITDA supérieure à 20% en 2022 par rapport à 2021, puis un taux de croissance annuelle à deux chiffres entre 2022 et 2025. Ces objectifs tiennent également compte de la meilleure estimation à date du calendrier d'exécution de ses projets.

2.2.3 COMMENTAIRE DE XAVIER BARBARO, PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL DE NEOEN

Xavier Barbaro, président – directeur général de Neoen, déclare : « Notre chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 38 % au deuxième trimestre, portant la croissance à 5 % sur le premier semestre. Comme attendu, l'évolution de notre EBITDA reflète une base de comparaison élevée au premier semestre 2020 du fait de la reconnaissance d'indemnités contractuelles en Amériques et de revenus exceptionnels enregistrés par l'activité de stockage en Australie. D'un point de vue opérationnel, nous avons lancé la construction de 710 MW dont 617 MW sur le seul deuxième trimestre, témoignant du profil de croissance de Neoen. Nos actifs en opération ou en construction s'élèvent ainsi à 4,8 GW ce qui nous rend très confiants dans l'atteinte de notre objectif de 5 GW fin 2021. Notre portefeuille a quant à lui progressé de 1 GW depuis la fin de l'année 2020, ce qui démontre notre capacité à l'enrichir continuellement de nouveaux projets et vient conforter nos perspectives de croissance future. ».

2.2.4 ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

2.2.4.1 POURSUITE DE LA CROISSANCE DU PORTEFEUILLE

Les capacités en opération ou en construction s'élèvent à 4,8 GW à fin juin 2021 contre 4,1 GW à fin décembre 2020. Neoen a en effet lancé la construction de 710 MW au premier semestre 2021 dont 617 MW sur le seul deuxième trimestre, comprenant notamment les parcs éoliens de Mutkalampi en Finlande (404 MW) et de Kaban en Australie (157 MW).

Neoen avait précédemment lancé, au premier trimestre, la construction, en France, de 94 MW : un parc éolien de 40 MW et quatre centrales solaires représentant une capacité totale de 54 MWc.

Le portefeuille sécurisé (actifs en opération, en construction ou awarded) représente 5,5 GW au 30 juin 2021 contre 5,2 GW à fin décembre 2020. Neoen compte près de 300 MW de nouveaux projets awarded sur les six premiers mois de l'année :

- 153 MW de capacité supplémentaire sur le projet éolien de Mutkalampi qui s'ajoutent aux 251 MW de capacité déjà remportés dans le cadre de 5 PPAs corporate avec Google et un consortium de quatre entreprises néerlandaises ;
- 47 MW de capacité complémentaire sur le projet éolien de Kaban en Australie dont le PPA a été étendu de 110 MW à 157 MW ;
- 11 MW correspondant aux batteries d'Antares Power Reserve et d'Albireo Power Reserve au Salvador ;
- et en France, un parc éolien de 9 MW, une batterie de stockage de 8 MW auxquels s'ajoutent 74 MWc de projets solaires gagnés au premier trimestre 2021 dans le cadre de l'appel d'offres gouvernemental CRE 4.9.

Le total du portefeuille ressort à 13,0 GW à fin juin 2021 contre 12,0 GW à fin décembre 2020.

2.2.4.2 INCIDENCES DE LA CRISE SANITAIRE

La pandémie de la COVID-19, sévissant depuis le premier trimestre 2020, a conduit les gouvernements du monde entier à adopter des mesures restrictives sociales et économiques visant à contenir la circulation du virus. Ces mesures ont notamment déclenché des perturbations importantes pour les entreprises, entraînant un ralentissement économique mondial.

¹ Capacité consolidée post *farm-down*.

Dans ce contexte, le Groupe a continué de préserver la santé de l'ensemble de ses collaborateurs tout en poursuivant activement le développement de son portefeuille avec un total de 95 MW de capacités en opération ajoutées sur le premier semestre 2021, le lancement de la construction de plus de 710 MW et le renforcement de son portefeuille de projets sécurisés.

Le Groupe est ainsi parvenu à poursuivre son développement, en dépit de retards ponctuels dans la réalisation de ses projets, et à maintenir une croissance dynamique de son chiffre d'affaires tout en préservant sa trésorerie et sa liquidité tout au long de la période. En conséquence il n'a pas eu recours aux mesures d'accompagnement gouvernementales. Les actifs du Groupe opérant très majoritairement dans le cadre de contrats long terme d'achats d'électricité avec des contreparties essentiellement de premier rang, ils n'ont été affectés que de manière limitée par les fluctuations ayant impacté les marchés financiers et de l'électricité au cours du semestre.

En outre, la crise n'a pas fait apparaître de nouveaux facteurs de risques significatifs grâce à la résilience du modèle d'affaires du Groupe qui lui a permis de continuer à opérer normalement ses actifs en opération, à mettre en service des actifs en construction, en dépit de retards observés dans certaines géographies, et à gagner de nouveaux projets. Le Groupe n'a par ailleurs pas identifié de risque de liquidité inhérent à la crise sanitaire.

Toutefois, l'évolution de l'environnement économique et financier résultant de la crise sanitaire COVID-19 a conduit le Groupe à renforcer les procédures de suivi des risques, notamment dans l'évaluation des instruments financiers et de la valeur recouvrable de ses actifs.

Cet environnement et la volatilité importante des marchés ont été pris en considération par le Groupe dans les estimations utilisées entre autres pour les tests de perte de valeur et les calculs des provisions.

Le Groupe a par ailleurs exercé son jugement pour l'appréciation :

- de l'existence d'un événement déclencheur menant éventuellement à une perte de valeur sur les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles ou incorporelles ;
- des probabilités de défaut dans un contexte d'incertitude ;
- des impacts sur les risques relatifs aux instruments financiers, notamment le risque de liquidité ainsi que l'évolution des marchés des taux d'intérêts et des taux de change ;
- des perspectives d'utilisation des impôts différés actifs reconnus ;
- des conséquences en matière de couverture, notamment quant au maintien du caractère hautement probable de l'élément couvert.

Le Groupe a été particulièrement attentif aux traitements dans les états financiers des principaux enjeux et effets de la crise sanitaire pour lesquels les principes comptables IFRS utilisés lors des clôtures précédentes ont été appliqués selon un principe de permanence des méthodes.

Enfin, les coûts spécifiques liés à l'épidémie de la COVID-19 restent marginaux à l'échelle du Groupe et concernent principalement les équipements et mises en conformité sanitaires. Ils ont été comptabilisés dans le résultat opérationnel courant.

2.2.4.3 AUGMENTATION DE CAPITAL

Le 7 avril 2021, Neoen a annoncé le succès de son augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription. Celle-ci s'est traduite par l'émission le 9 avril de 21 393 678 actions nouvelles, représentant un montant total brut d'environ 600 millions d'euros, dont 42,8 millions d'euros de capital et 556,2 millions d'euros de prime d'émission. Le produit de l'augmentation de capital permettra à Neoen de financer le premier cycle d'investissement de son plan de développement visant à atteindre 10 GW de capacité en opération ou en construction à fin 2025.

Cette opération s'est traduite par un impact de 593,3 millions d'euros net de frais et net d'impôts sur les capitaux propres du Groupe après prise en compte des frais d'émission (se reporter au détail de l'opération présenté en note 16 des états financiers consolidés semestriels).

2.2.4.4 PLAN D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Le 10 mars 2021, le conseil d'administration a décidé d'attribuer gratuitement 272 302 actions de Neoen S.A. à certains salariés et mandataires sociaux du Groupe. L'attribution des actions ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée de 3 ans, à condition que les bénéficiaires soient toujours présents dans le Groupe et que les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration dans le règlement du plan, et portant notamment sur l'atteinte d'objectifs financiers et de développement, soient remplies.

Le Groupe a comptabilisé cette opération conformément à la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions ». Celle-ci s'est traduite par un impact de 0,5 million d'euros en charges de personnel sur le premier semestre 2021.

2.2.4.5 AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Le 12 mai 2021, Neoen S.A. a réalisé une augmentation de capital réservée à ses salariés et mandataires sociaux en France. Ce plan proposait à chaque bénéficiaire l'acquisition de 93 actions nouvelles au prix préférentiel de souscription de 28,25 euros par action (bénéficiant d'une décote de 30% par rapport à la moyenne des cours de clôture de l'action des vingt dernières séances de bourse

précédant le jour de fixation du prix par le Président-directeur général, le 16 avril 2021, sur subdélégation du Conseil d'administration) et un abondement à raison d'une action offerte pour une action souscrite.

Le Groupe a comptabilisé cette opération conformément à la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions ». Celle-ci s'est traduite par un impact de 0,9 million d'euros en capitaux propres et de 0,3 million d'euros en charges de personnel.

2.2.4.6 EXPOSITION DU GROUPE NEOEN A L'ARGENTINE

Au 30 juin 2021, la contribution de l'ensemble des entités argentines au bilan du groupe Neoen s'élevait à 214,7 millions d'euros, et se décomposait notamment comme suit :

- immobilisations incorporelles et corporelles : 199,3 millions d'euros ;
- trésorerie et équivalents de trésorerie : 12,3 millions d'euros ;
- dettes au titre de financement de projets : 137,6 millions d'euros.

Par ailleurs, pour garantir les engagements de Neoen au titre du projet Altiplano 200, des garanties bancaires, sous forme de lettres de crédit, ont été émises par des établissements bancaires, dont 27,8 millions de dollars américains étaient en vigueur au 30 juin 2021 faisant l'objet, à titre de couverture, de dépôts de garantie en espèces effectués par le Groupe à hauteur de 13,5 millions de dollars américains. Neoen a aussi contre-garanti à hauteur de 55 millions de dollars américains, les garanties émises par un assureur au titre de la bonne exécution des obligations des sociétés de projets dans le cadre des *Power Purchase Agreement* signés avec CAMMESA (administrateur du marché de l'électricité).

Le 31 mai 2021, le gouvernement Argentin a formellement dépassé la période de grâce octroyée pour le paiement d'une échéance de 2,4 milliards d'USD au titre de sa dette souveraine. Depuis cette date des négociations entre le gouvernement et les principaux groupes de créiteurs (dont le club de Paris) sont en cours afin de trouver une résolution avant la fin de la période de grâce de 60 jours.

En dépit de la situation macro-économique et financière du pays, les partenaires financiers du groupe ont continué à soutenir le projet en autorisant des tirages de dettes et en prolongeant la période de disponibilité des montants non tirés au-delà du calendrier de tirage initial. Par ailleurs, bien qu'affectées par la pandémie de COVID-19 et les restrictions imposées par les gouvernements fédéraux et provinciaux, les opérations de construction sont toujours en cours pour une mise en service progressive dans le courant du deuxième semestre 2021.

La dépréciation du peso argentin contre le dollar américain, monnaie fonctionnelle des entités argentines, a en revanche généré des pertes de change de 2,4 millions de dollars américains affectant le résultat financier. Celles-ci sont principalement relatives à des crédits de TVA libellés en pesos argentins, toujours en attente de remboursement au 30 juin 2021 pour un montant équivalent, au cours de clôture, à 12,2 millions de dollars américains (10,3 millions d'euros), compte tenu d'encaissements réalisés sur la période pour un montant total représentant un équivalent en dollars américains de 8,3 millions d'euros.

Par ailleurs, les règles mises en place par la Banque Centrale de la République d'Argentine au cours du second semestre 2019, visant à restreindre l'accès aux devises étrangères aux entreprises et particuliers argentins afin d'endiguer la dévaluation du peso argentin (ARS) par rapport au dollar américain (USD), ont pour conséquence, à la date de publication des comptes du groupe Neoen, de toujours restreindre substantiellement la possibilité d'achat de dollars américains sur le marché des changes argentins à des fins de i) remboursements des comptes courants d'actionnaires libellés en dollar américain en faveur du projet Altiplano 200 (s'élevant à 102,8 millions de dollars américains, y compris intérêts courus pour 18,0 millions de dollars américains, au 30 juin 2021) et ii) paiements de dividendes. Ces restrictions n'affectent pas en revanche les paiements, au titre du service des dettes libellées en dollar américain (remboursement en principal ou intérêt), en faveur des prêteurs étrangers sur ce projet.

Au 31 décembre 2020, les perspectives de remboursement des crédits de TVA en attente, et le maintien prolongé du contrôle des changes avaient été considérés par le Groupe comme constitutifs d'un *trigger* d'impairment. Dans ce cadre, une perte de valeur d'un montant total de 12,5 millions d'euros avait été enregistrée dans les comptes annuels.

La situation générale du projet n'ayant pas évolué défavorablement depuis la clôture annuelle de l'exercice 2020, et la construction se poursuivant à la date de publication des comptes semestriels, aucun *trigger* d'impairment complémentaire n'a été identifié au cours du premier semestre 2021.

2.2.4.7 SITUATION DU PROJET EL LLANO

Le début d'opération commerciale (*COD – Commercial Operation Date*) de la centrale mexicaine d'El Llano avait été prononcé au mois de novembre 2020 avec plusieurs mois de décalage en raison notamment des retards pris dans la finalisation des opérations de construction ainsi que du fait de délais dans la réalisation des tests pré-opérationnels par le Centre National de Contrôle de l'Energie (CENACE). Le démarrage du *PPA* est quant à lui désormais effectif depuis début juillet 2021, l'électricité produite jusqu'à cette date ayant été vendue sur les marchés de gros de l'électricité. La réception technique provisoire (*PA – Provisional Acceptance*) est en revanche toujours en attente, entraînant de fait certaines non-conformités documentaires au sens des contrats de financement de cette centrale. En date de publication de ses comptes semestriels, le Groupe continue de travailler activement avec le constructeur afin de procéder dès que possible à la réception technique provisoire de la centrale, de manière à lever ces non-conformités documentaires. Dans l'attente de la levée de ces non-conformités, la dette financière afférente au projet est présentée en dettes courantes dans les comptes du Groupe au 30 juin 2021.

2.2.5 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE

Les comptes consolidés intermédiaires du Groupe ont été établis conformément à la norme IAS 34 « information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2021 ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes de la Société et sont présentés dans leur intégralité au paragraphe 3.1 du présent document.

La présentation et les commentaires relatifs au compte de résultat consolidé se déclinent en deux niveaux d'analyse pour le chiffre d'affaires, l'EBITDA et le résultat opérationnel courant : un premier portant sur le Groupe et un second portant sur les différents segments (éolien, solaire, stockage, ainsi que développement – investissements et éliminations, au niveau opérationnel ; Europe – Afrique, Australie et Amériques, au niveau géographique).

Le résultat opérationnel, le résultat financier et les autres éléments du résultat net font l'objet d'une analyse globale.

La référence aux variations du chiffre d'affaires ou de l'EBITDA à changes constants ou taux de change constants (« tcc »), signifie que l'impact des variations de taux de change a été retraité, en recalculant les différents postes de l'agrégat concerné de la période considérée sur la base des taux de change constatés au cours de la période précédente.

2.2.5.1 CHIFFRES CLES

(En millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2021 (tcc)	1er semestre 2020 publié	Var (tcc)	Var (tcc) (en %)	Var	Var (en %)
Chiffre d'affaires	164,9	163,9	157,2	+ 6,6	+ 4%	+ 7,7	+ 5%
Dont ventes d'énergies sous contrat	120,0	119,0	113,7	+ 5,3	+ 5%	+ 6,3	+ 6%
Dont ventes d'énergies sur le marché	41,5	41,6	41,5	+ 0,1	+ 0%	- 0,0	- 0%
Dont autres produits	3,4	3,3	2,0	+ 1,3	+ 63%	+ 1,4	+ 71%
EBITDA ⁽¹⁾	125,9	125,1	148,2	- 23,1	- 16%	- 22,3	- 15%
Marge d'EBITDA	76%	76%	94%				
Résultat opérationnel courant	72,3	72,2	95,9	- 23,7	- 25%	- 23,7	- 25%
Résultat opérationnel non courant	(4,6)	(4,5)	(0,9)	- 3,6	x 4,0	- 3,7	x 4,1
Résultat opérationnel	67,7	67,8	95,0	- 27,3	- 29%	- 27,4	- 29%
Résultat financier	(55,5)	(56,4)	(55,5)	- 0,9	+ 2%	+ 0,1	- 0%
Résultat net des activités poursuivies	4,2	3,3	20,9	- 17,6	- 84%	- 16,7	- 80%
Résultat net de l'ensemble consolidé	4,2	3,3	20,9	- 17,6	- 84%	- 16,7	- 80%
Dont part du Groupe	4,5	3,7	22,0	- 18,3	- 83%	- 17,5	- 79%

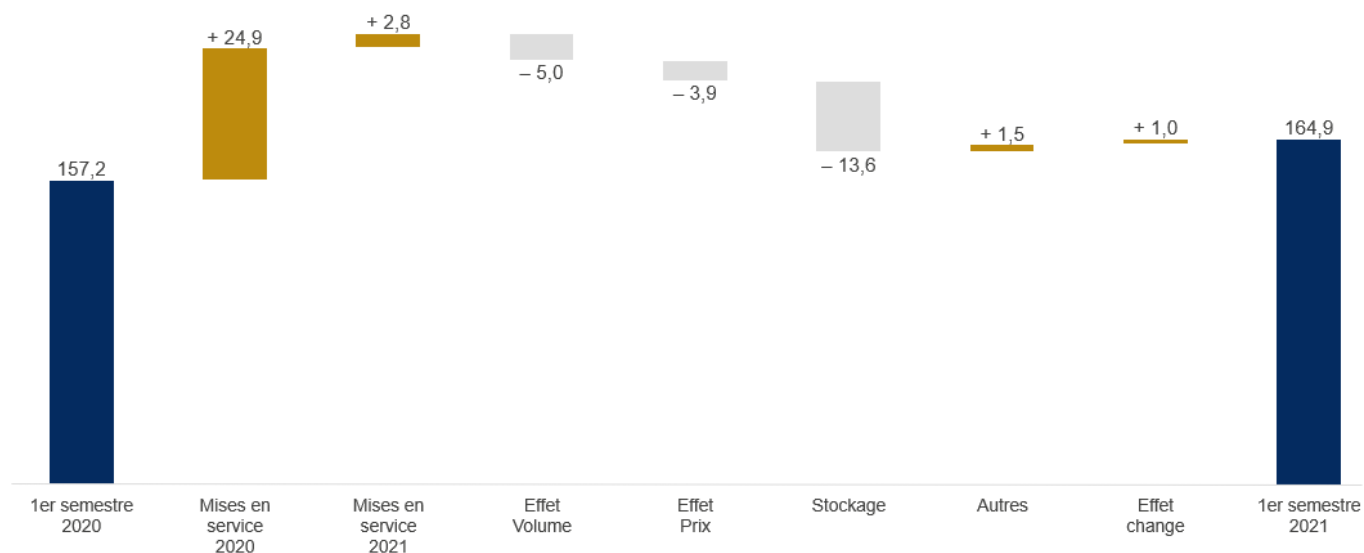
(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants, et comme annoncé lors du Capital Markets Day du 11 mars 2021, à compter du 1^{er} janvier 2021, de la charge de personnel résultant de l'application de la norme IFRS 2 « paiements fondés sur des actions ». L'EBITDA tel que nouvellement défini se serait établi à 149,2 millions d'euros au premier semestre 2020, compte tenu d'une charge IFRS 2 de (0,9) million d'euros, impactant exclusivement le segment Développement – Investissements. Pour plus de détail sur la définition et le calcul de cet agrégat, le lecteur est invité à se reporter au paragraphe 2.1.1 « réconciliation de l'EBITDA ».

2.2.5.2 EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE L'EBITDA

L'évolution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 se présente comme suit. Les données sont exprimées en millions d'euros.

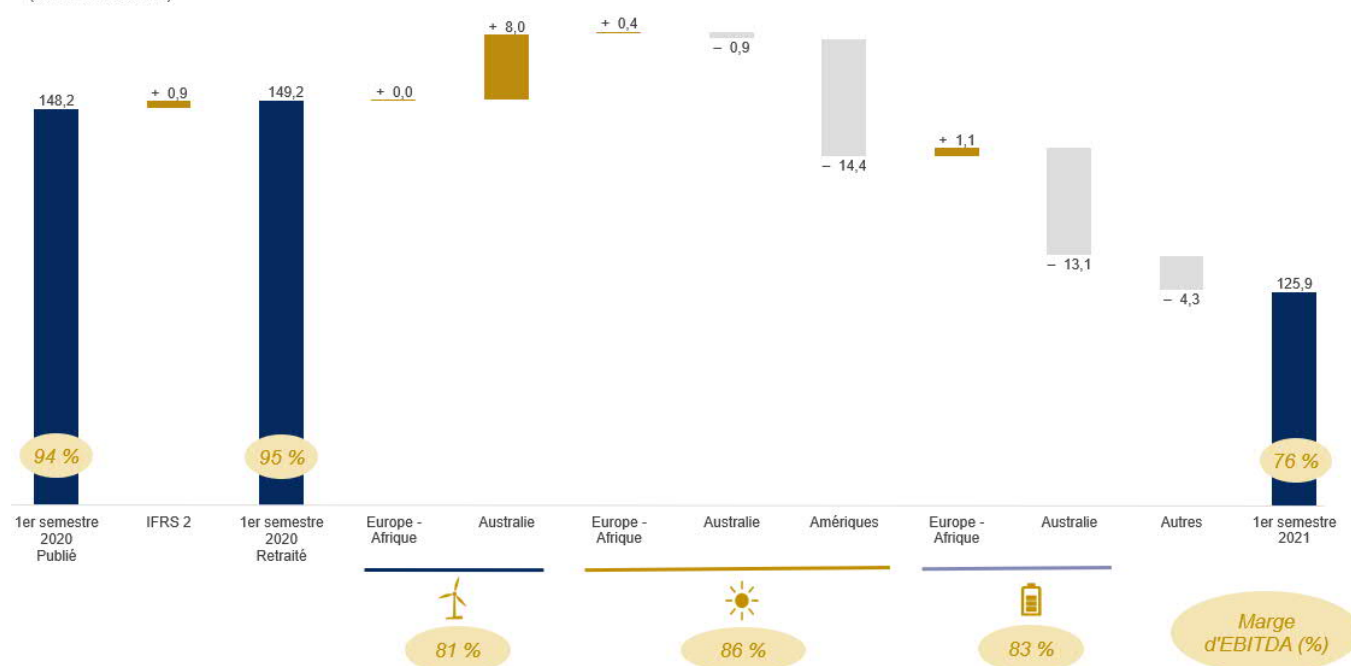
Evolution du chiffre d'affaires

(En millions d'euros)



Evolution de l'EBITDA¹

(En millions d'euros)



¹ Pour plus de détail sur la définition et le calcul de cet agrégat, le lecteur est invité à se reporter au paragraphe 2.1.1 « Réconciliation de l'EBITDA ».

2.2.5.3 RESULTATS SECTORIELS

Les résultats sectoriels des premiers semestres 2020 et 2021 sont ainsi présentés pour chacun des segments opérationnels du Groupe : éolien, solaire, stockage, développement – investissements et éliminations.

(En millions d'euros)		Chiffre d'affaires				EBITDA ⁽¹⁾				Résultat opérationnel courant			
		1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var	Var (en %)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var	Var (en %)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var	Var (en %)
Europe - Afrique													
	Eolien	35,7	33,6	+ 2,1	+ 6%	26,6	26,6	+ 0,0	+ 0%	13,1	13,3	- 0,2	- 2%
	Solaire	31,1	28,3	+ 2,8	+ 10%	25,1	24,7	+ 0,4	+ 2%	15,9	14,6	+ 1,2	+ 8%
	Stockage	2,0	0,2	+ 1,7	x8,0	1,2	0,1	+ 1,1	x13,0	0,5	(0,0)	+ 0,5	- x11,7
	Total	68,8	62,1	+ 6,7	+ 11%	52,9	51,4	+ 1,5	+ 3%	29,4	27,9	+ 1,5	+ 5%
	En %	42% ⁽⁴⁾	39% ⁽⁴⁾			77% ⁽⁵⁾	83% ⁽⁵⁾			43% ⁽⁶⁾	46% ⁽⁶⁾		
Australie													
	Eolien	30,5	25,2	+ 5,2	+ 21%	27,2	19,3	+ 8,0	+ 41%	18,7	10,0	+ 8,7	+ 87%
	Solaire	21,2	20,8	+ 0,4	+ 2%	17,7	18,6	- 0,9	- 5%	7,8	8,0	- 0,3	- 3%
	Stockage	11,4	24,4	- 13,0	- 53%	10,0	23,1	- 13,1	- 57%	4,4	20,5	- 16,2	- 79%
	Total	63,1	70,4	- 7,4	- 10%	54,9	61,0	- 6,1	- 10%	30,8	38,6	- 7,8	- 20%
	En %	38% ⁽⁴⁾	45% ⁽⁴⁾			87% ⁽⁵⁾	87% ⁽⁵⁾			49% ⁽⁶⁾	55% ⁽⁶⁾		
Amériques													
	Eolien	-	-	-	N/A	(0,0)	-	- 0,0	N/A	(0,0)	-	- 0,0	N/A
	Solaire	32,6	24,9	+ 7,7	+ 31%	30,4	44,8	- 14,4	- 32%	21,9	35,6	- 13,6	- 38%
	Total	32,6	24,9	+ 7,7	+ 31%	30,4	44,8	- 14,4	- 32%	21,9	35,6	- 13,7	- 38%
	En %	20% ⁽⁴⁾	16% ⁽⁴⁾			93% ⁽⁵⁾	180% ⁽⁵⁾			67% ⁽⁶⁾	143% ⁽⁶⁾		
Développement - Investissement et Eliminations													
	Développement et investissements ⁽²⁾	38,2	17,3	+ 20,9	x1,2	2,2	(13,3)	+ 15,5	- x1,2	(3,1)	(14,8)	+ 11,7	- 79%
	Eliminations ⁽³⁾	(37,8)	(17,5)	- 20,3	x1,2	(14,4)	4,5	- 18,9	- x4,2	(6,7)	8,6	- 15,3	- x1,8
	Total	0,4	(0,2)	+ 0,7	- x2,6	(12,2)	(8,9)	- 3,3	+ 38%	(9,8)	(6,2)	- 3,7	+ 60%
TOTAL		164,9	157,2	+ 7,7	+ 5%	125,9	148,2	- 22,3	- 15%	72,3	95,9	- 23,6	- 25%
	Dont éolien	66,2	58,9	+ 7,4	+ 13%	53,9	45,9	+ 8,0	+ 17%	31,7	23,3	+ 8,4	+ 36%
	Dont solaire	84,9	74,0	+ 10,9	+ 15%	73,1	88,0	- 14,9	- 17%	45,6	58,2	- 12,7	- 22%
	Dont stockage	13,4	24,6	- 11,3	- 46%	11,1	23,2	- 12,0	- 52%	4,8	20,5	- 15,7	- 76%

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants, et comme annoncé lors du Capital Markets Day du 11 mars 2021, à compter du 1^{er} janvier 2021, de la charge de personnel résultant de l'application de la norme IFRS 2 « paiements fondés sur des actions ». L'EBITDA tel que nouvellement défini se serait établi à 149,2 millions d'euros au premier semestre 2020, compte tenu d'une charge IFRS 2 de (0,9) million d'euros, impactant exclusivement le segment Développement – Investissements. Pour plus de détail sur la définition et le calcul de cet agrégat, le lecteur est invité à se reporter au paragraphe 2.1.1 « réconciliation de l'EBITDA ».

(2) Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement réalisé à partir des ventes de services aux autres entités du Groupe (éliminées en consolidation, à l'exception des montants facturés aux entités non consolidées par intégration globale par le Groupe) et également des ventes de services à des tiers.

(3) Les éliminations concernent principalement l'annulation des facturations de services rendus par Neoen S.A. à ses sociétés de projet au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des centrales ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles ».

(4) Les pourcentages correspondent à la contribution de chaque zone géographique au chiffre d'affaires du Groupe (hors Développement – Investissements et Eliminations).

(5) Les pourcentages correspondent au rapport entre l'EBITDA et le chiffre d'affaires par zone géographique (marge d'EBITDA).

(6) Les pourcentages correspondent au rapport entre le résultat opérationnel courant et le chiffre d'affaires par zone géographique (marge opérationnelle courante).

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 164,9 millions d'euros sur le premier semestre 2021 (163,9 millions d'euros à taux de change constants), en hausse de + 7,7 millions d'euros, soit + 5 % par rapport au premier semestre 2020 (et + 4 % à taux de change constants). Cette croissance s'explique principalement par la contribution des actifs mis en service au cours de l'année 2020 en France, au Mexique, en Finlande et par celle, au *pro rata temporis*, des nouvelles centrales mises en service au premier semestre 2021, en France. Cette progression est limitée par le recul du chiffre d'affaires de l'activité de stockage en Australie qui avait bénéficié de conditions spécifiques non récurrentes sur le premier trimestre 2020.

Le segment solaire est resté le premier contributeur au chiffre d'affaires consolidé du Groupe (51 % sur le premier semestre 2021 contre 47 % sur le premier semestre 2020). Le chiffre d'affaires de ce segment s'est élevé à 84,9 millions d'euros sur le premier semestre 2021, en hausse de + 10,9 millions d'euros, soit +15 % par rapport au premier semestre 2020.

- **Amériques (+ 7,7 millions d'euros)**

Cette croissance résulte essentiellement de la hausse de la contribution de la centrale d'El Llano au Mexique (+ 9,6 millions d'euros). Celle-ci a été en opération sur l'ensemble du premier semestre 2021, alors qu'en 2020, elle n'avait débuté sa production qu'au cours du mois de février et avait été arrêtée trois semaines au cours du mois de mai.

En outre suite au retard dans la mise en œuvre des mécanismes administratifs nécessaires au démarrage du contrat de vente long terme d'électricité, et à un accord conclu, dans ce cadre, avec le *Centro Nacional de Control de Energía* (CENACE), au cours du deuxième trimestre 2021, le *PPA* de la centrale d'El Llano, qui devait initialement prendre effet fin juin 2020, est devenu effectif à partir du 1^{er} juillet 2021. En conséquence l'électricité produite depuis le 1^{er} juillet 2020 et jusqu'au démarrage du *PPA* a fait l'objet d'une vente sur le marché, représentant, au titre du deuxième semestre 2020, une contribution de + 3,1 millions d'euros au chiffre d'affaires du premier semestre 2021.

La zone Amériques a par ailleurs été impactée par le recul de la contribution de la centrale de Capella (- 1,2 million d'euros), qui, au premier trimestre 2020, vendait sur le marché à un prix plus élevé que le prix contractualisé dans le cadre de son *PPA*.

- **Europe – Afrique (+ 2,8 millions d'euros)**

Cette hausse résulte essentiellement des centrales mises en service en 2020 et sur le premier semestre 2021, en France essentiellement.

Le segment éolien a représenté 40 % du chiffre d'affaires du Groupe sur le premier semestre 2021 (contre 37 % sur le premier semestre 2020).

Le chiffre d'affaires de ce segment s'est établi à 66,2 millions d'euros, en progression de + 7,4 millions d'euros, soit + 13 % par rapport au premier semestre 2020. Cette hausse reflète principalement :

- la croissance du chiffre d'affaires de l'Australie (+ 5,2 millions d'euros), portée par la centrale de Bulgana, en phase de *ramp-up*¹ sur le premier semestre 2021 alors qu'elle ne produisait pas d'électricité au premier semestre 2020, et ;
- la hausse du chiffre d'affaires de la zone Europe – Afrique (+ 2,1 millions d'euros), résultant essentiellement de la contribution des centrales mises en service en 2020, principalement en France (centrales de la Garenne, Viersat et Mont de Malan) et en Finlande (Hedet), et de la contribution des centrales Chapelle d'Eole et Val d'Eole en France, acquises en octobre 2020.

La progression du chiffre d'affaires du segment éolien a toutefois été pénalisée par un effet de comparaison défavorable, les ressources en vent en Europe ayant retrouvé un niveau normal sur le premier semestre 2021 alors qu'elles avaient été excellentes au premier trimestre 2020.

Le segment stockage a représenté 8 % du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2021 (contre 16 % au premier semestre 2020).

Le chiffre d'affaires de ce segment a contribué à hauteur de 13,4 millions d'euros au chiffre d'affaires du Groupe sur le premier semestre 2021, en baisse de - 11,3 millions d'euros, soit - 46 % par rapport au premier semestre 2020. Cette évolution est essentiellement imputable à un événement exceptionnel intervenu au premier trimestre 2020 en Australie. En effet, la coupure d'une ligne d'interconnexion entre l'état de South Australia et celui de Victoria, à la suite d'une tornade à la fin du mois de janvier 2020, avait créé des conditions spécifiques générant un fort revenu non-récurrent.

Le recul du chiffre d'affaires de l'Australie est en partie compensé par la hausse de la contribution de la zone Europe – Afrique (+ 1,7 million d'euros), sous l'effet des revenus générés par les centrales d'Yliskälä Power Reserve One en Finlande (mise en service en décembre 2020) et Azur Stockage en France.

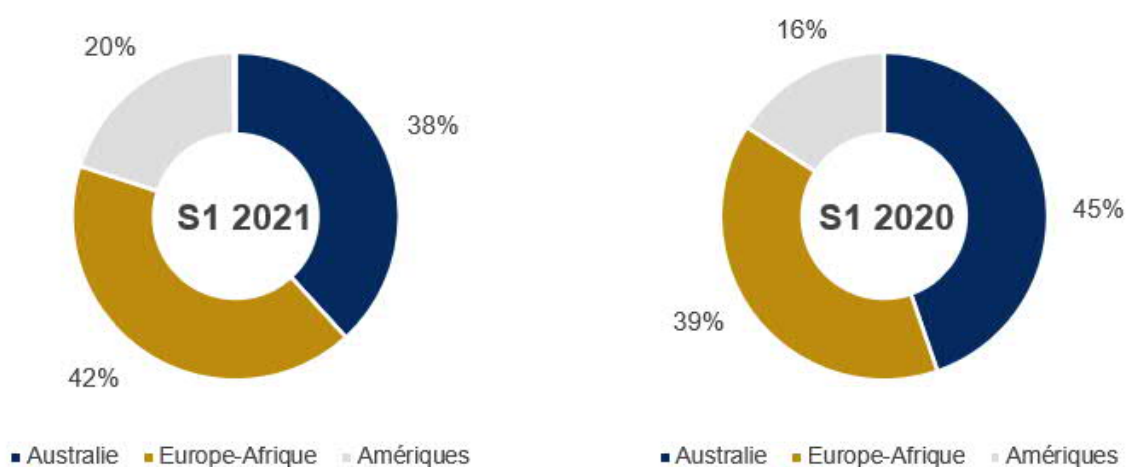
Les segments développement – investissements et éliminations ont représenté un chiffre d'affaires de 0,4 million d'euros sur le premier semestre 2021 contre - 0,2 million d'euros sur le premier semestre 2020, soit une hausse de + 0,7 million d'euros.

¹ Le niveau de production de la centrale de Bulgana s'est établi à 100 MW sur la période contre un niveau nominal de 204 MW à pleine capacité.

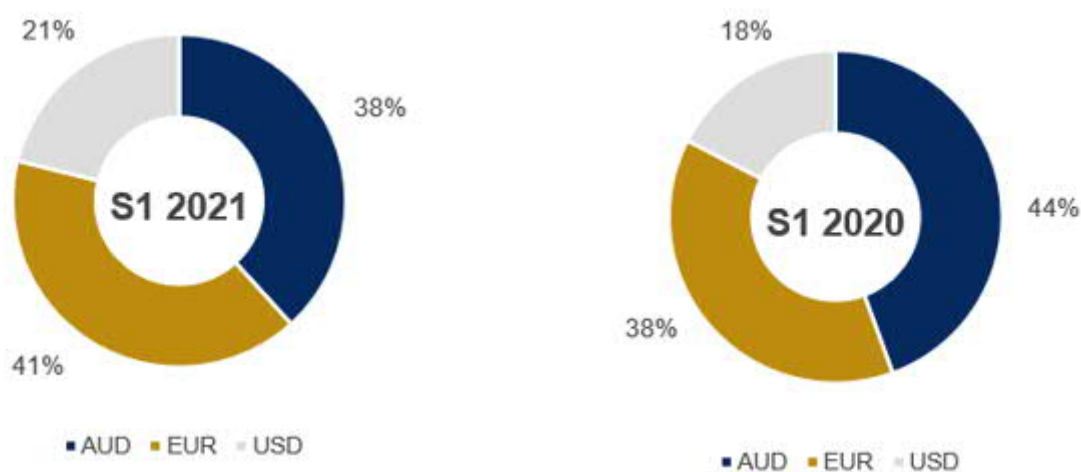
L'Europe – Afrique a été le premier contributeur au chiffre d'affaires du Groupe sur le premier semestre 2021 et voit sa part relative augmenter (42 % sur le premier semestre 2021 contre 39 % sur le premier semestre 2020) sous l'effet du recul de la part de l'Australie (38 % du chiffre d'affaires Groupe au premier semestre 2021 contre 45 % au premier semestre 2020), conséquence directe de la contribution exceptionnelle de cette zone au premier semestre 2020.

Sur le premier semestre 2021, la part des ventes d'énergie sur le marché a atteint 25 % du chiffre d'affaires consolidé, comparé à 26 % au premier semestre 2020. Au premier semestre 2020, les ventes d'énergie sur le marché avaient bénéficié des revenus à caractère non récurrent générés par l'activité de stockage en Australie au premier trimestre 2020, ainsi que des chiffres d'affaires *early generation* des centrales solaires de Capella¹ au Salvador et El Llano au Mexique et du parc éolien d'Hedet¹ en Finlande. Au premier semestre 2021 les ventes d'énergie sur le marché ont été portées par la centrale de Bulgana, en phase de *ramp-up* sur la période, alors qu'elle ne produisait pas d'électricité au premier semestre 2020 et par la centrale d'EL Llano en raison du décalage de la date de démarrage de son PPA au 1^{er} juillet 2021.

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique ²



Répartition du chiffre d'affaires par devise



¹ Avant l'entrée en vigueur de leur PPA au deuxième trimestre 2020.

² Hors Développement – Investissements et Eliminations.

EBITDA

Sur le premier semestre 2021, l'EBITDA consolidé du Groupe s'est élevé à 125,9 millions d'euros (125,1 millions d'euros à taux de change constants), en baisse de **- 22,3 millions d'euros**, soit - 15 % par rapport au premier semestre 2020 publié (- 23,1 millions d'euros à taux de change constants), et - 23,3 millions d'euros soit - 16 % par rapport au premier semestre 2020 tenant compte du changement de définition de l'EBITDA mis en œuvre à compter de 2021, et excluant désormais la charge IFRS 2. Ce recul provient essentiellement d'une moindre reconnaissance d'indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets, sur le premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020, pour **- 26,9 millions d'euros**. Cet effet est partiellement compensé par la croissance du chiffre d'affaires du Groupe de **+ 7,7 millions d'euros** par rapport au premier semestre 2020 (se référer à l'analyse du chiffre d'affaires faite précédemment).

La marge d'EBITDA du Groupe s'est établie à 76 % au premier semestre 2021 contre 94 % au premier semestre 2020. Cette diminution résulte essentiellement du recul des indemnités contractuelles prémentionnées, et de la baisse de l'EBITDA, et de la marge d'EBITDA, de l'activité de stockage au premier semestre 2021, en lien avec la performance exceptionnelle de cette activité en Australie au premier trimestre 2020.

Le segment solaire a contribué à hauteur de 73,1 millions d'euros à l'EBITDA du Groupe, en baisse de - 14,9 millions d'euros, soit - 17 % par rapport au premier semestre 2020.

Ce recul est principalement imputable à la zone Amériques (- 14,4 millions d'euros) et résulte essentiellement de la reconnaissance d'indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets (LDs) en 2020 non reconduites en 2021, notamment sur les centrales Altiplano 200 en Argentine et El Llano au Mexique, pour un impact de - 24,8 millions d'euros sur le premier semestre 2021. Cet effet est partiellement compensé par la hausse du chiffre d'affaires solaire de cette zone à hauteur de + 7,7 millions (se reporter à l'analyse du chiffre d'affaires ci-avant).

La marge d'EBITDA de ce segment s'établit ainsi à 86 % au premier semestre 2021 contre 119 % au premier semestre 2020.

Le segment éolien a contribué à hauteur de 53,9 millions d'euros à l'EBITDA du Groupe, en progression de + 8,0 millions d'euros, soit + 17 % par rapport au premier semestre 2020, sous l'effet principalement de la performance de l'Australie, résultant de :

- la croissance du chiffre d'affaires de cette zone de + 5,2 millions d'euros (se reporter à l'analyse du chiffre d'affaires ci-avant) ;
- l'effet favorable sur l'EBITDA des centrales HWF, de coûts de service de régulation du réseau (FCAS) moindres au premier semestre 2021 qu'au premier semestre 2020, qui avait été marqué par des conditions exceptionnelles sur le réseau, pour + 2,7 millions d'euros.

La marge d'EBITDA de ce segment s'établit ainsi à 81 % au premier semestre 2021 contre 78 % au premier semestre 2020.

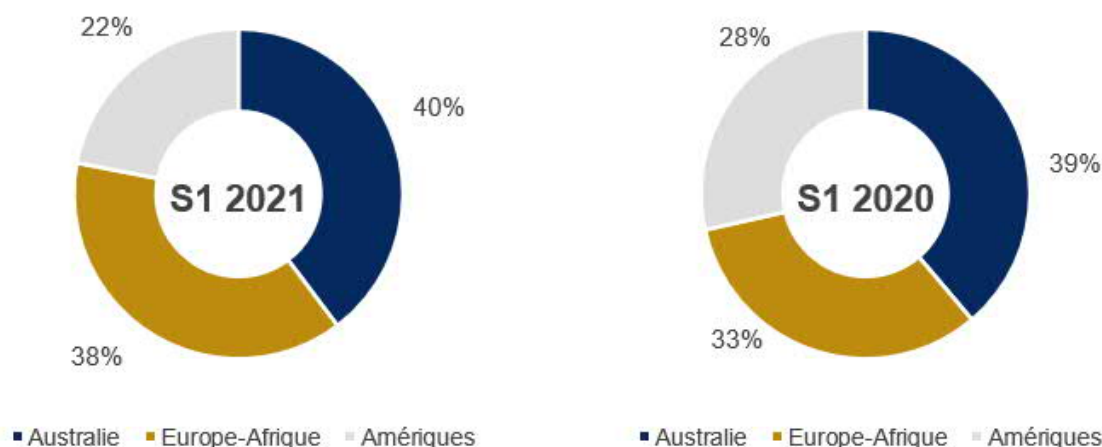
Le segment stockage a généré un EBITDA de 11,1 millions d'euros au premier semestre 2021, en baisse de - 12,0 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020, conséquence directe du recul du chiffre d'affaires observé en Australie (se reporter à l'analyse du chiffre d'affaires ci-avant).

La marge d'EBITDA, qui avait bénéficié au premier semestre 2020 des performances exceptionnelles de la batterie HPR, s'établit à 83 % sur la période contre 94 % au premier semestre 2020.

Les segments développement – investissements et éliminations ont contribué à l'EBITDA du Groupe à hauteur de (12,2) millions d'euros au premier semestre 2021, contre (8,9) millions d'euros au premier semestre 2020. La variation de - 3,3 millions d'euros s'explique essentiellement par une hausse des charges externes pour - 2,6 millions d'euros (principalement frais de conseils et de développement) et des charges de personnel liées à l'augmentation de la masse salariale pour - 1,1 million d'euros (comprenant + 0,9 million d'euros lié au reclassement de la charge IFRS 2 « paiements fondés sur des actions »).

L'Australie demeure le premier contributeur à l'EBITDA du Groupe au premier semestre 2021, et voit sa part relative augmenter (40 % au premier semestre 2021 contre 39 % au premier semestre 2020). La part relative de la zone Europe – Afrique augmente elle aussi passant de 33 % de l'EBITDA du groupe au premier semestre 2020 à 38 % au premier semestre 2021. Enfin, la zone Amériques voit sa part diminuer pour s'établir à 22 % au premier semestre 2021 contre 28 % au premier semestre 2020, qui avait bénéficié d'importantes indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets (LDs).

Répartition de l'EBITDA par zone géographique ¹



Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'est élevé à 72,3 millions d'euros sur le premier semestre 2021 en baisse de – 23,6 millions d'euros, soit – 25 %. Cette évolution s'explique très majoritairement par :

- le recul de l'EBITDA de – **22,3 millions d'euros**, soit – 15 % (se reporter à l'analyse de l'EBITDA supra) ;
- la quasi stabilité des charges d'amortissement (+ **0,2 million d'euros**), résultant :
 - de l'allongement de la durée d'amortissement des immobilisations (passage de 25 à 30 ans²) qui a généré une baisse des charges d'amortissement de + 6,0 millions d'euros sur le premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020, au titre des actifs mis en service avant le 1er janvier 2020 ;
 - d'une progression des charges d'amortissement (– 4,6 millions d'euros) résultant de la croissance du parc d'actifs en opération, conséquence des mises en service effectuées en 2020 et sur le premier semestre 2021 ;
 - d'autres éléments individuellement non matériels, dont les effets de change, pour – 1,2 million d'euros.
- L'impact de la charge IFRS 2 « paiements fondés sur des actions » sur le premier semestre 2021 pour – **1,5 million d'euros** (se reporter à la réconciliation de l'EBITDA détaillée au paragraphe 2.1.1 ci-avant).

Le segment solaire a contribué au résultat opérationnel courant du Groupe à hauteur de 45,6 millions d'euros en baisse de – 12,7 millions d'euros, soit – 22 % par rapport au premier semestre 2020. Ceci résulte essentiellement du recul de l'EBITDA de ce segment sur la période à hauteur de – 14,9 millions d'euros, soit – 17 % (se reporter à l'analyse de l'EBITDA ci-avant), compensée partiellement par l'évolution des charges d'amortissements sur la période, conséquence directe de l'impact des mises en service effectuées au cours de l'année 2020 et du premier semestre 2021 pour – 1,1 million d'euros, et par l'allongement de la durée d'amortissement des immobilisations (passage de 25 à 30 ans) qui a généré une baisse des charges d'amortissement de + 3,5 millions d'euros sur le premier semestre 2021.

Le segment éolien a contribué au résultat opérationnel courant du Groupe à hauteur de 31,7 millions d'euros en hausse de + 8,4 millions d'euros, soit + 36 % par rapport au premier semestre 2020. Ceci résulte essentiellement de la progression de l'EBITDA de ce segment à hauteur de + 8,0 millions d'euros (se reporter à l'analyse de l'EBITDA ci-avant), compensée partiellement par l'évolution des charges d'amortissement sur la période, conséquence directe de l'impact des mises en service effectuées au cours de l'année 2020 et du premier semestre 2021 pour – 1,3 million d'euros, et par l'allongement de la durée d'amortissement des immobilisations (passage de 25 à 30 ans) qui a généré une baisse des charges d'amortissement de + 2,3 millions d'euros sur le premier semestre 2021.

Le segment stockage a contribué au résultat opérationnel courant du Groupe à hauteur de 4,8 millions d'euros sur le premier semestre 2021 en baisse de – 15,7 millions d'euros, expliquée essentiellement par le recul de l'EBITDA de – 12,0 millions d'euros de ce segment (se reporter à l'analyse de l'EBITDA ci-avant) et par la progression des charges d'amortissement sur la période (– 3,2 millions d'euros), essentiellement liée à la mise en service de l'extension de la batterie Hornsdale Power Reserve en 2020.

Les segments développement – investissements et éliminations ont contribué au résultat opérationnel courant du Groupe à hauteur de (9,8) millions d'euros contre (6,2) millions d'euros au premier semestre 2020, en lien avec l'évolution de l'EBITDA de ce segment sur la période.

¹ Hors Développement-Investissements et Eliminations.

² Ce changement d'estimation comptable est détaillé en note 2.4 des états financiers consolidés semestriels.

2.2.5.4 ANALYSE DES AUTRES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

(En millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var	Var (en %)
Résultat opérationnel courant	72,3	95,9	- 23,7	- 25%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(5,0)	(2,2)	- 2,8	x1,2
Dépréciations d'actifs non courants	0,4	1,3	- 0,9	- 68%
Résultat opérationnel	67,7	95,0	- 27,4	- 29%
Effet des variations de taux de change	0,1	1,0	- 0,9	- 93%
Résultat opérationnel à changes constants	67,8	96,0	- 28,3	- 29%

Résultat opérationnel courant

Cet agrégat fait l'objet d'une analyse au paragraphe 2.2.5.3 du présent document.

Résultat opérationnel non courant

Le résultat opérationnel non courant s'est élevé à (4,6) millions d'euros en recul de - 3,7 millions d'euros et se décompose comme suit :

(En millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var	Var (en %)
Frais de développement antérieurs ⁽¹⁾	(5,0)	(2,1)	- 2,8	x1,3
Autres produits et charges	(0,1)	(0,1)	+ 0,0	- 21%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(5,0)	(2,2)	- 2,8	x1,2
Dépréciation des coûts de développement activés	(1,2)	(0,6)	- 0,6	x1,0
Reprise de dépréciation des coûts de développement activés ⁽²⁾	1,6	1,9	- 0,3	- 16%
Dépréciations d'actifs non courants ⁽³⁾	0,4	1,3	- 0,9	- 68%
Résultat opérationnel non courant	(4,6)	(0,9)	- 3,7	x4,1

(1) Les frais de développement immobilisés pour lesquels le Groupe, à la suite d'évènements externes hors de son contrôle, considère que les critères d'activation prévus par IAS 38 « Immobilisations incorporelles » ne sont plus respectés, sont comptabilisés en autres charges opérationnelles non courantes sur la période. Ceux-ci sont principalement liés à l'abandon de projets en Australie et en France. Le Groupe a notamment dû abandonner le projet Gilgandra en Australie en raison de problématiques de permitting et d'interconnexion (se reporter à la section 3.1 - notes 9 et 10 des états financiers consolidés semestriels). Au premier semestre 2020, ils correspondaient essentiellement à l'abandon de projets au Mexique, aux Etats-Unis et en Colombie.

(2) Les reprises de dépréciation des coûts de développement activés concernent les projets abandonnés.

(3) Au premier semestre 2021, les dépréciations d'actifs non courants s'élèvent à 0,4 million d'euros. Au premier semestre 2020, le poste s'élevait à 1,3 million d'euros et correspondait essentiellement à des reprises de dépréciations de coûts de développement activés sur des projets abandonnés ayant fait l'objet d'une comptabilisation en autres charges opérationnelles non courantes dans les états financiers du Groupe (se reporter à la section 3.1 - note 10 des états financiers consolidés semestriels).

Résultat opérationnel

Compte tenu des évolutions présentées ci-dessus, le résultat opérationnel du Groupe est en recul de – 27,4 millions d'euros soit – 29 %, passant de 95,0 millions d'euros au premier semestre 2020 à 67,7 millions d'euros au premier semestre 2021 (67,8 millions d'euros à taux de change constants).

Résultat financier

(En millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var	Var (en %)
Coût de l'endettement financier	(51,3)	(48,2)	– 3,2	+ 7%
Total autres produits et charges financiers	(4,1)	(7,4)	+ 3,2	– 44%
Produits et charges d'intérêts sur prêts d'actionnaires	(0,4)	(0,4)	– 0,1	+ 14%
Gains et pertes de change	(3,0)	(1,5)	– 1,5	x1,0
Autres produits et charges financiers	(0,7)	(5,5)	+ 4,8	– 87%
Résultat financier	(55,5)	(55,5)	+ 0,1	– 0%

L'évolution du résultat financier de **+ 0,1 million d'euros** s'explique principalement par :

- l'augmentation du coût de l'endettement financier de **– 3,2 millions d'euros**, résultant essentiellement de :
 - l'émission d'OCEANE Verte réalisée en juin 2020 et d'un tirage effectué au cours du premier trimestre 2021 sur la facilité de crédit revolving du crédit syndiqué conclu en mars 2020, dont les contributions respectives s'élèvent à (4,1) millions d'euros¹ (contre (0,6) million d'euros sur le premier semestre 2020) et (0,5) million d'euros (contre (0,1) million d'euros sur le premier semestre 2020) ;
 - l'augmentation du nombre de centrales sous financement pour – 2,1 millions d'euros, et ;
 - la baisse moyenne des taux d'intérêts spots entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, qui a bénéficié à la fraction non couverte des dettes de financement de projet, ainsi que la diminution structurelle du coût de l'endettement financier au cours de la vie des centrales en exploitation, du fait du remboursement progressif du principal, pour + 3,1 millions d'euros.

Au premier semestre 2021, le coût de l'endettement financier correspondait ainsi aux charges d'intérêts sur emprunts résultant des financements relatifs aux actifs de production pour (37,3) millions d'euros (contre (36,6) millions d'euros sur le premier semestre 2020), aux charges d'intérêts sur instruments dérivés pour (11,5) millions d'euros (contre (9,0) millions d'euros sur le premier semestre 2020) et aux charges d'intérêts sur droits d'utilisation pour (2,5) millions d'euros (contre (2,5) millions d'euros sur le premier semestre 2020).

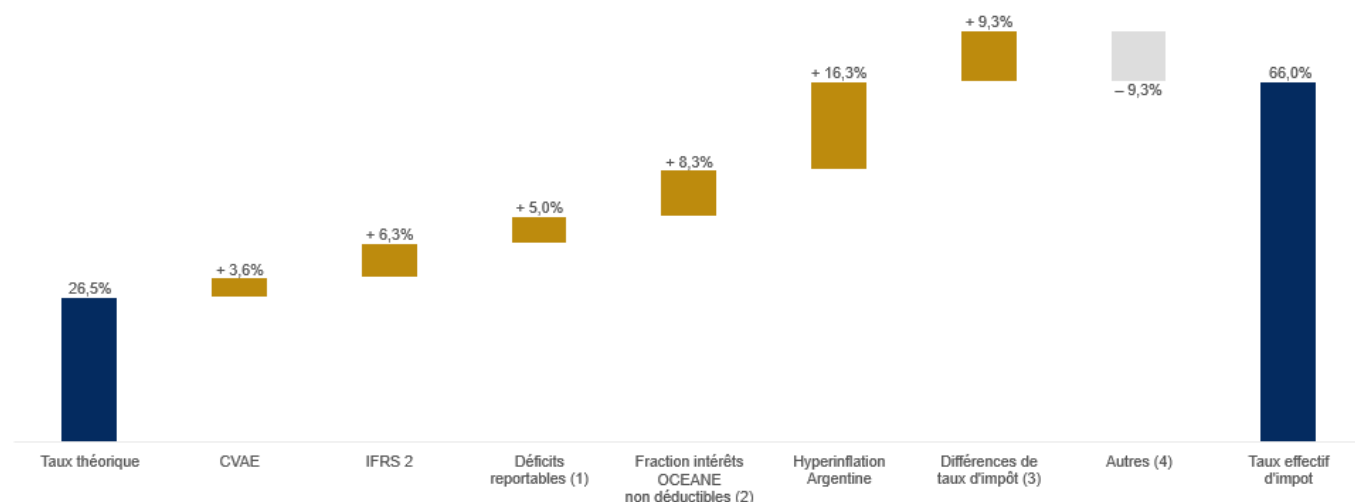
- l'incidence des effets de change sur le résultat financier à hauteur de **– 1,5 million d'euros**, expliquée principalement par :
 - des pertes de changes nettes moindres sur les crédits de TVA libellés en pesos argentins et mexicains, et l'emprunt TVA libellé en peso mexicain au cours du premier semestre 2021 (à hauteur de (2,6) millions d'euros contre (5,5) millions d'euros au premier semestre 2020), conséquence directe des remboursements progressifs perçus par le Groupe ;
 - une perte de change nette de (0,1) million d'euros dont (0,3) million d'euros sur les éléments monétaires libellés en dollar australien, et 0,2 million d'euros sur les éléments monétaires libellés en dollar américain au cours du premier semestre 2021, contre un gain net de 4,0 millions d'euros (dont 3,4 millions d'euros au titre du dollar australien et 0,6 million d'euro au titre le dollar américain) sur le premier semestre 2020, conséquence directe de l'évolution respective des taux de change au cours des premiers semestres 2020 et 2021.
- l'évolution des autres produits et charges financiers à hauteur de **+ 4,8 millions d'euros**, dont la variation s'explique principalement par l'impact non récurrent, au premier semestre 2020, du refinancement des projets éoliens australiens Hornsdale 1, 2 et 3 qui avait généré une charge de (4,9) millions d'euros correspondant à des indemnités et frais de remboursements anticipés supportés au titre de l'extinction de la dette historique.

¹ Le taux d'intérêt effectif de la composante dette s'élève à 5,80 %.

Impôts sur les résultats

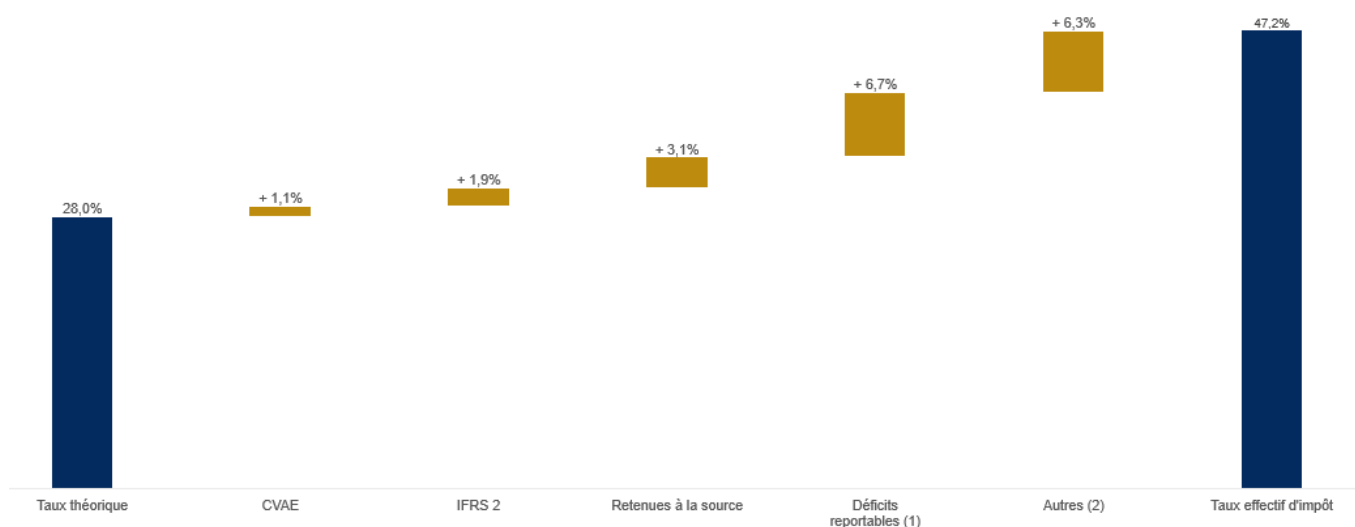
La charge d'impôt s'élève à (8,1) millions d'euros sur le premier semestre 2021 contre (18,7) millions d'euros au premier semestre 2020, soit un taux d'impôt effectif de 66,0 % contre 47,2 % au premier semestre 2020 (se reporter à la section 3.1 - note 11 « impôts »).

Au premier semestre 2021, la différence entre le taux d'impôt théorique de 26,5 % et le taux effectif d'impôt de 66,0 % (- 39,5 points) se décompose comme suit :



- (1) Compte tenu des perspectives de bénéfices sur certaines géographies et des limitations temporelles dans l'utilisation des déficits fiscaux, le Groupe n'a pas reconnu d'impôts différés actifs au titre de certaines pertes fiscales.
- (2) Différences permanentes au titre de la fraction des charges d'intérêts relatives à l'OCEANE et à l'OCEANE Verte, émises par le Groupe respectivement en 2019 et en 2020, enregistrées au taux d'intérêt effectif et excédant le taux d'intérêt nominal de ces instruments.
- (3) Différence générée par des taux d'impôts différents du taux de Neoen S.A, société mère, sur certaines géographies.
- (4) Ce poste comprend notamment l'activation de déficits antérieurs non initialement reconnus, compte tenu de l'évolution des perspectives de résultats.

Au premier semestre 2020, la différence entre le taux d'impôt théorique de 28,0 % et le taux effectif d'impôt de 47,2 % (+ 19,2 points) se décomposait comme suit :



- (1) Compte tenu des perspectives de bénéfices sur certaines géographies et des limitations temporelles dans l'utilisation des déficits fiscaux, il n'a pas été reconnu d'impôts différés actifs au titre de certaines pertes fiscales.
- (2) Ce poste comprend notamment la comptabilisation d'impôts différés passifs sur les différences temporelles provenant de l'écart entre les valeurs fiscales et comptables, notamment d'actifs libellés en devises étrangère (en Argentine essentiellement).

Résultat net des activités poursuivies

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies du Groupe recule de – 16,7 millions d'euros, pour passer de 20,9 millions d'euros au premier semestre 2020 à 4,2 millions d'euros au premier semestre 2021.

Résultat net attribuable à la part du Groupe

Compte tenu de ces évolutions, le résultat net part du Groupe se dégrade de – 17,5 millions d'euros, passant de 22,0 millions d'euros au premier semestre 2020 à 4,5 millions d'euros au premier semestre 2021.

Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'élevait à (0,4) million d'euros sur le premier semestre 2021 contre (1,2) million d'euros un an auparavant. Il représente la quote-part des autres actionnaires dans le résultat dégagé par les sociétés où Neoen n'est pas le seul actionnaire, principalement en Australie et en Jamaïque.

2.2.5.5 BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ

(En millions d'euros)	30.06.2021	31.12.2020	Var	Var (en %)
Actifs non courants	3 623,4	3 212,0	+ 411,5	+ 13%
Dont immobilisations corporelles	3 189,2	2 838,7	+ 350,5	+ 12%
Actifs courants	849,5	565,1	+ 284,4	+ 50%
Dont trésorerie et équivalents de trésorerie	679,0	374,9	+ 304,1	+ 81%
Total de l'actif	4 473,0	3 777,1	+ 695,9	+ 18%
Capitaux propres ⁽¹⁾	1 286,3	641,6	+ 644,7	x1,1
Dettes financières ⁽²⁾	2 763,9	2 749,4	+ 14,5	+ 1%
Dont Emprunts bancaires - financements seniors des projets	1 999,4	1 948,7	+ 50,7	+ 3%
Dont financements obligataires des projets	159,8	154,4	+ 5,5	+ 4%
Dont financements corporate	333,6	339,4	- 5,8	- 2%
Dont instruments dérivés passifs - effets de couvertures	67,4	109,8	- 42,4	- 39%
Total du passif	4 473,0	3 777,1	+ 695,9	+ 18%

(1) Les mouvements affectant les capitaux propres du Groupe au cours du semestre sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés et la note associée (se reporter au paragraphe 3.1.4 du présent document et à la section 3.1 - note 16 « capitaux propres et détail des instruments dilutifs »).

(2) Les dettes financières font l'objet d'une analyse spécifique au paragraphe 2.3.2 du présent document.

Les actifs corporels enregistrent une hausse de 12 % sur la période du fait de la progression au cours du premier semestre 2021 des volumes de projets en exploitation et en construction (se reporter à la section 3.1 - note 12.3 « immobilisations corporelles » et au paragraphe 2.2.4.1). Les investissements réalisés par le Groupe sont détaillés au paragraphe 2.3.4 du présent document.

La hausse de la trésorerie du Groupe à hauteur de + 304,1 millions d'euros sur la période résulte essentiellement de l'évolution des disponibilités et équivalents de trésorerie :

- de Neoen S.A. (**387,3 millions d'euros** ; en hausse de **+ 326,8 millions d'euros** par rapport au 31 décembre 2020), conséquence des investissements réalisés sur la période sous forme d'apports en fonds propres et en compte courants dans les nouveaux projets en Finlande, Australie et France pour – 293,7 millions d'euros et du remboursement d'un prêt *corporate* pour – 10,5 millions d'euros. Ces effets sont partiellement compensés par :
 - des augmentations de capital en numéraire pour un montant de + 599,5 millions d'euros, minorées des frais d'émission pour – 7,8 millions d'euros soit + 591,8 millions d'euros, et ;
 - l'encaissement de conventions de développement facturées aux sociétés projets pour + 36,0 millions d'euros.

- des sociétés projets et holdings associées (**291,0 millions d'euros**, en baisse de – **22,7 millions d'euros** par rapport au 31 décembre 2020) :
 - pour les actifs en construction, de tirages de dettes seniors et d'apports en fonds propres venant partiellement financer les investissements dans les actifs de production, et ;
 - pour les actifs en exploitation et holdings de financement, des flux de trésorerie générés par l'activité, ayant notamment vocation à assurer le remboursement des financements de projets et la rémunération des apports effectués par les actionnaires.

La structure financière du Groupe est solide : 88 % de l'endettement financier total du Groupe à fin juin 2021 est adossé aux centrales de production d'électricité, financées très majoritairement par de la dette projet long terme en devises fortes (euro, dollar américain et dollar australien). Les dettes financières sont détaillées au paragraphe 2.3.2 du présent document.

2.3 FINANCEMENTS ET INVESTISSEMENTS

2.3.1 INDICATEURS SUIVIS PAR LE GROUPE

La durée résiduelle moyenne des financements de projet consentis, au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en exploitation, se présente comme suit :

Durée résiduelle moyenne pondérée par l'endettement (en années)	Solaire	Eolien	Total
AUD	13,1	20,5	17,5
EUR	16,3	14,8	15,5
USD	15,6	n.a	15,6
TOTAL 30.06.2021	14,4	17,5	16,2
TOTAL 31.12.2020	15,2	17,6	16,3

Le ratio moyen pondéré du montant de la dette projet levée par rapport aux dépenses d'investissement réalisées pour le développement et la construction des projets, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en exploitation au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020, se présente comme suit :

Ratio dette projet / Dépenses d'investissement	Solaire	Eolien	Total
AUD	65%	92%	78%
EUR	90%	75%	81%
USD	61%	n.a.	61%
TOTAL 30.06.2021	71%	82%	76%
TOTAL 31.12.2020	75%	81%	78%

L'évolution constatée entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 sur le segment solaire reflète l'inclusion du financement de la centrale d'El Llano compte tenu de la confirmation au cours du premier semestre 2021 du démarrage de son PPA au 1^{er} juillet 2021.

Par ailleurs, le ratio de levier en pourcentage du capital investi sur une base *all-in* incluant la totalité de la dette du Groupe, qu'elle soit corporate ou mise en place pour le financement de ses projets était proche de 80 % au 30 juin 2021.

Le taux d'intérêt moyen pondéré de l'endettement au titre des financements de projet, sur une base *all-in*, c'est-à-dire la somme de la marge appliquée par l'établissement financier et les *swaps* de taux ou autres produits dérivés de taux, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en opération, se présente comme suit :

Taux d'intérêt moyen pondéré des financements de projet <i>all-in</i>	Solaire	Eolien	Total
AUD	4,7%	3,4%	3,9%
EUR	1,7%	1,8%	1,7%
USD	6,1%	n.a	6,1%
TOTAL 30.06.2021	4,1%	2,6%	3,4%
TOTAL 31.12.2020	4,0%	2,6%	3,4%

Par ailleurs, au 30 juin 2021, le taux d'intérêt moyen pondéré des différentes dettes du Groupe (dettes projets, dettes mezzanines et dettes corporate) était d'environ 2,1 % en euros, 4,3 % en dollars australiens, et 6,1 % en dollars américains. Ce taux d'intérêt moyen est (i) calculé sur la base de tous les financements à date (dette signée, en tirage, en remboursement, consolidée), (ii) pondéré sur la base de l'encours de dette au 30 juin 2021, (iii) calculé sur une base *all-in* c'est-à-dire la somme de la marge appliquée par l'établissement financier et les *swaps* de taux ou autres produits dérivés de taux, (iv) hors frais de structuration des financements.

Pour rappel, au 31 décembre 2020, le taux d'intérêt moyen pondéré des différentes dettes du Groupe (dettes projets, dettes mezzanines et dettes corporate) était d'environ 2,1 % en euros, 4,4 % en dollars australiens, et 6,4 % en dollars américains.

Au 30 juin 2021, le taux d'intérêt moyen global du Groupe était d'environ 3,6 % contre environ 3,7 % au 31 décembre 2020.

Les conditions d'emprunts et la structure de financement du Groupe sont détaillées en note 18 « financement et instruments financiers » des états financiers consolidés semestriels.

2.3.2 PASSAGE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER CONSOLIDÉ A LA DETTE NETTE

Dans le cadre de l'analyse et de la gestion de son endettement, le Groupe prend en compte non seulement le niveau global de son endettement financier consolidé, mais aussi sa « dette nette », un indicateur non-IFRS.

(En millions d'euros)	30.06.2021	31.12.2020	Var	Var (en %)
Total dettes financières ⁽¹⁾	2 763,9	2 749,4	+ 14,5	+ 1%
Investisseurs minoritaires et autres ⁽²⁾	(28,9)	(29,2)	+ 0,3	- 1%
Total dettes financières ajustées	2 734,9	2 720,2	+ 14,7	+ 1%
Total trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽³⁾	(679,0)	(374,9)	- 304,1	+ 81%
Dépôts de garantie ⁽⁴⁾	(74,4)	(76,6)	+ 2,3	- 3%
Instruments dérivés actifs – effets des couvertures ⁽⁵⁾	(16,1)	(2,2)	- 13,9	x6,3
Total dette nette	1 965,5	2 266,5	- 301,0	- 13%

(1) Comprend essentiellement les dettes liées au financement des projets, les composantes dette des emprunts obligataires convertibles émis en 2019 (OCEANE) et en 2020 (OCEANE Verte), les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative et les dettes locatives qui sont incluses dans le calcul de la dette nette, en regard d'un EBITDA qui n'inclut pas les charges de loyers (application d'IFRS 16 « Contrats de location »). Les dettes financières sont détaillées en note 18.2 des états financiers consolidés semestriels.

(2) Comprend notamment les prêts d'actionnaires octroyés aux sociétés de projets ou holdings de sociétés de projets par des actionnaires minoritaires.

(3) L'évolution du poste est détaillée dans le paragraphe 2.2.5.5 du présent document.

(4) Comprend principalement des dépôts constitués dans le cadre de financements de projets, au titre de comptes de réserve du service de la dette (DSRA), ou dans le cadre de leur construction. La baisse constatée au cours de la période s'explique principalement par le remboursement de DSRA de certaines sociétés de projets ou de holdings de financement, et leur remplacement par des garanties, des lettres ou des facilités de crédit ainsi que par la libération partielle d'un séquestre sur le projet Altiplano 200 en Argentine, constitué dans le cadre de son financement. Par ailleurs, de nouveaux DSRA ont été constitués dans le cadre des nouveaux financements réalisés en 2021. Le Groupe a aussi constitué un dépôt de garantie dans le cadre d'une opération de pré-couverture de son exposition au risque de taux relative au projet australien Kaban, dont le financement est en cours de structuration.

(5) Instruments dérivés de couverture de risque de taux ayant une valeur de marché positive. Les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative figurent dans le total des dettes financières (se reporter à la note 18.2 des états financiers consolidés semestriels).

Analyse des dettes financières par nature

(En millions d'euros)	Non courantes	Courantes	30.06.2021	Non courantes	Courantes	31.12.2020	Var
Financements senior des projets	1 757,8	241,7	1 999,4	1 696,7	252,0	1 948,7	+ 50,7
Financements obligataires des projets	140,8	19,0	159,8	140,4	14,0	154,4	+ 5,5
Dettes locatives	167,1	7,6	174,7	160,8	7,1	167,9	+ 6,8
Financements corporate	333,5	0,1	333,6	325,4	14,0	339,4	- 5,8
Investisseurs minoritaires et autres	27,4	1,6	28,9	29,2	-	29,2	- 0,3
Instruments dérivés - effets des couvertures	56,9	10,5	67,4	90,2	19,6	109,8	- 42,4
Total Dettes financières	2 483,5	280,4	2 763,9	2 442,8	306,6	2 749,4	+ 14,5

Financements seniors des projets (+ 50,7 millions d'euros)

Au cours du premier semestre 2021, de nouveaux emprunts ont été émis à hauteur de **123,9 millions d'euros**, couvrant principalement les centrales de Mutkalampi (40,2 millions d'euros) en Finlande, Western Downs (20,4 millions d'euros) et Bulgana (2,2 millions d'euros) en Australie, Metoro (8,3 millions d'euros) au Mozambique, Altiplano 200 (7,4 millions d'euros) en Argentine, ainsi que plusieurs centrales éoliennes (18,2 millions d'euros) et plusieurs centrales solaires (27,7 millions d'euros) en France.

A cela s'ajoutent :

- les remboursements d'emprunts réalisés sur le premier semestre 2021, pour **- 91,9 millions d'euros** ;
- l'incidence des effets de changes pour **17,3 millions d'euros** ;
- la variation du coût amorti des emprunts pour **2,2 millions d'euros** et des intérêts courus pour **(0,7) million d'euros**.

Financements obligataires des projets (+ 5,5 millions d'euros)

Les financements obligataires comprennent essentiellement des dettes juniors sur des projets. La hausse constatée au cours de la période s'explique par la comptabilisation des intérêts courus et l'effet des variations de change.

Dettes locatives (+ 6,8 millions d'euros)

Chaque dette locative est initialement évaluée à la valeur actuelle des paiements de location qui ne sont pas réglés à la date d'entrée en vigueur, actualisée au taux marginal d'emprunt du preneur. Elle est ensuite remboursée et désactualisée suivant le rythme des paiements des loyers. Cette hausse est essentiellement imputable aux nouveaux baux et avenants contractés sur la période.

Financements corporate (- 5,8 millions d'euros)

Au 30 juin 2021, les financements *corporate* correspondent principalement aux OCEANE émises en 2019 et aux OCEANE Verte émises en juin 2020. La diminution du poste sur la période correspond principalement au remboursement d'un prêt précédemment souscrit auprès de la Banque publique d'investissement (BPI France) pour - 10,5 millions d'euros et à l'amortissement des primes d'émission relatives aux OCEANE et OCEANE Verte pour + 4,1 millions d'euros.

Investissements minoritaires et autres (- 0,3 million d'euros)

Ce poste est essentiellement constitué des apports en compte-courant des actionnaires minoritaires dans le cadre de financement des projets.

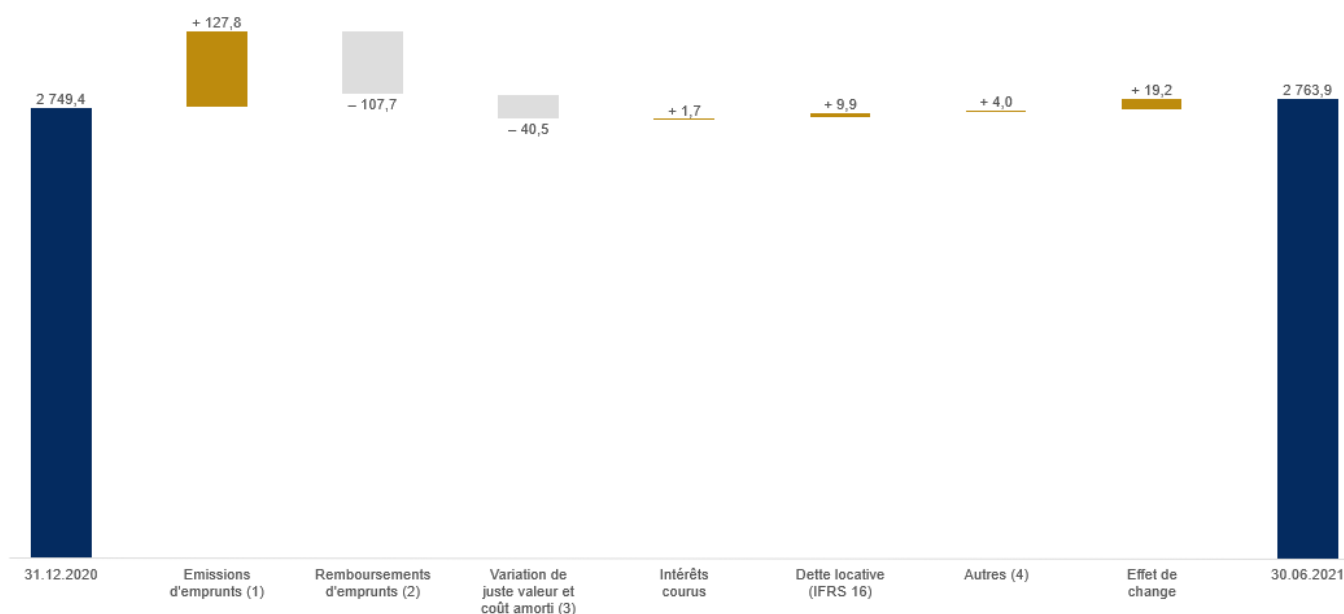
Instruments financiers dérivés (- 42,4 millions d'euros)

La baisse des instruments financiers dérivés passifs résulte principalement d'une variation de juste valeur positive, impactant ce contributeur aux dettes financières à hauteur de - 43,5 millions d'euros, conséquence de la hausse sensible des taux *forward* sur la période dans la plupart des zones géographiques où opère le Groupe.

Evolution des dettes financières du Groupe

L'évolution des dettes financières du Groupe au cours de la période se présente comme suit.

(En millions d'euros)



- (1) Les émissions d'emprunts correspondent essentiellement aux financements seniors des nouveaux projets du Groupe à hauteur de + 123,9 millions d'euros (se reporter au paragraphe ci-avant « analyse des dettes financières par nature » du présent document).
- (2) Ils comprennent essentiellement les remboursements d'emprunts réalisés sur la période au titre des emprunts bancaires seniors au niveau des projets pour - 91,9 millions d'euros et le remboursement de l'emprunt BPI (corporate) par Neoen S.A. pour -10,5 millions d'euros.
- (3) Ils comprennent - 43,5 millions d'euros de variation de juste valeur (swaps) et + 3,0 millions d'euros de variation du coût amorti.
- (4) Ce poste comprend essentiellement l'amortissement des primes d'émission relatives aux OCEANE et OCEANE Verte pour + 4,1 millions d'euros.

Covenants financiers

Au 30 juin 2021, l'ensemble des différentes sociétés financées par des dettes projets et mezzanines respectaient leurs covenants de ratios financiers de *Debt Service Coverage Ratio* (DSCR) minimum, ou de fonds propres minimum, ou avaient obtenu de la part des établissements prêteurs, les *waivers* correspondant, en cas de non-respect ponctuel de ceux-ci.

Au 31 décembre 2020, l'ensemble des sociétés financées par des dettes projet ou dettes mezzanines respectaient leurs *covenants* de ratios financiers de DSCR¹ minimum, ou de fonds propres minimums².

2.3.3 SITUATION ET FLUX DE TRESORERIE

(En millions d'euros)

	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	136,1	91,7	+ 44,4
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(401,8)	(205,2)	- 196,6
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement	566,0	245,2	+ 320,7
Incidence de la variation des taux de change	3,8	(2,7)	+ 6,5
Variation de trésorerie	304,1	129,0	+ 175,0

¹ Le ratio *Debt service coverage ratio* ou DSCR correspond au ratio de couverture du service de la dette par des liquidités, défini dans les contrats de financements de projet contenant des covenants financiers.

² La dette relative au projet El Llano a été reclassée en dette financière courante au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 du fait de certaines non-conformités documentaires au sens des contrats de financement de cette centrale.

2.3.3.1 FLUX NETS GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DU GROUPE

(En millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var
Résultat net de l'ensemble consolidé	4,2	20,9	- 16,7
Éliminations ⁽¹⁾	120,7	124,1	- 3,4
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement ⁽²⁾	18,6	(38,6)	+ 57,2
Impôts décaissés (encaissés) ⁽³⁾	(7,3)	(14,6)	+ 7,3
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	136,1	91,7	+ 44,4

(1) Comprend les variations sans impact trésorerie, y compris notamment les amortissements et provisions, les plus et moins-values de cession, le coût de l'endettement financier et la charge (produit) d'impôt différé et courante. La baisse de la période s'explique majoritairement par la diminution de la charge d'impôts exigible et différée.

(2) L'incidence de la variation du besoin en fonds de roulement, s'explique principalement par le remboursement de créances de TVA sur des projets en cours de construction et par le règlement d'indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets. Au premier semestre 2020, l'incidence de la variation du besoin en fonds de roulement s'expliquait principalement par des indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets, en attente de règlements, et par une augmentation des créances de TVA en attente de remboursement en lien notamment avec des projets en cours de construction.

(3) La variation de + 7,3 millions d'euros des impôts décaissés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique notamment par une baisse de l'impôt décaissé sur le périmètre de l'intégration fiscale Neoen S.A.

La progression des flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles de + 44,4 millions d'euros provient essentiellement de l'amélioration du besoin en fonds de roulement (+ 57,2 millions d'euros) et du recul des impôts décaissés (+ 7,3 millions d'euros), dont les effets sont détaillés sous le tableau ci-avant. Ces effets compensent partiellement la baisse de l'EBITDA (détaillée au paragraphe 2.2.5.3 du présent document).

2.3.3.2 FLUX NETS PROVENANT DES INVESTISSEMENTS DU GROUPE

(En millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise ⁽¹⁾	(21,4)	(0,0)	- 21,4
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽²⁾	(381,9)	(233,8)	- 148,2
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,1	0,0	+ 0,0
Variation des actifs financiers ⁽³⁾	0,7	28,4	- 27,6
Dividendes reçus	0,7	0,1	+ 0,5
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(401,8)	(205,2)	- 196,6

(1) Au premier semestre 2021, ce flux correspond essentiellement à l'acquisition de projets en Irlande, en Finlande et en Suède (se référer au paragraphe 2.2.4.1 « poursuite de la croissance du portefeuille » du présent document).

(2) Ces flux sont détaillés dans le paragraphe ci-après et dans le paragraphe 2.4.8.2 « principaux investissements réalisés » du présent document.

(3) La variation observée sur la période s'explique essentiellement par la constitution ou le déblocage de dépôts liés au financement d'actifs de production. Sur le premier semestre 2021, les acquisitions s'élevaient à (23,5) millions d'euros et les cessions à 24,3 millions d'euros. Sur le premier semestre 2020, les acquisitions s'élevaient à (23,3) millions d'euros et les cessions à 51,6 millions d'euros, compte tenu notamment de l'impact du refinancement des centrales Hornsdale en Australie.

La progression des dépenses liées aux activités d'investissement à hauteur de - 196,6 millions d'euros, s'explique principalement par une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (- 148,2 millions d'euros), qui avaient connu, sur le premier semestre 2020, un ralentissement temporaire, conséquence directe du calendrier de réalisation des projets du Groupe, et dans une moindre mesure, de retards ponctuels inhérents notamment à l'épidémie de COVID-19, ayant ralenti le *timing* de réalisation de certains actifs en construction.

Cette évolution résulte également de la hausse des acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise réalisées sur la période, conséquence directe de l'acquisition de projets en développement en Irlande, en Finlande et en Suède par le Groupe (- 21,4 millions d'euros), et également, par une variation positive des actifs financiers (- 27,6 millions d'euros), détaillée sous le tableau ci-avant.

Sur le premier semestre 2021, les investissements réalisés dans les projets se sont traduits par des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes des variations de dettes de fournisseurs d'immobilisations) à hauteur de 381,9 millions d'euros, et

concernaient principalement les projets Western Downs (84,0 millions d'euros), Kaban (43,9 millions d'euros), Victorian Big Battery (10,4 millions d'euros) et Bulgana (25,9 millions d'euros) en Australie, Altiplano 200 (7,1 millions d'euros) en Argentine, Itzoteno (7,0 millions d'euros) au Mexique, Mutkalampi (103,2 millions d'euros) en Finlande, Metoro (7,4 millions d'euros) au Mozambique, ainsi que des projets éoliens (32,5 millions d'euros) et des projets solaires (40,1 millions d'euros) en France.

Sur le premier semestre 2020, les investissements réalisés dans les projets s'étaient traduits par des acquisitions corporelles et incorporelles (nettes des variations de dettes de fournisseurs d'immobilisations) à hauteur de 233,8 millions d'euros et concernaient principalement les projets Altiplano 200 (52,9 millions d'euros) en Argentine, El Llano (25,5 millions d'euros) et Itzoteno (10,8 millions d'euros) au Mexique, Hornsdale Power Reserve (23,7 millions d'euros) en Australie, Capella (23,5 millions d'euros) au Salvador, Hedet (11,1 millions d'euros) en Finlande, ainsi que des projets éoliens (25,6 millions d'euros) et solaire (17,4 millions d'euros) en France.

Les investissements réalisés au cours de la période sont détaillés au paragraphe 2.3.4 du présent document.

2.3.3.3 FLUX NETS PROVENANT DU FINANCEMENT DU GROUPE

(En millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var
Augmentation de capital de la société mère ⁽¹⁾	591,8	26,4	+ 565,4
Contribution des investisseurs minoritaires aux augmentations de capital	(0,0)	0,1	N/A
Cession (acquisition) nette d'actions propres	(10,1)	(2,0)	- 8,1
Émission d'emprunts ⁽²⁾	127,8	667,4	- 539,6
Dividendes payés ⁽³⁾	(0,2)	(9,8)	+ 9,6
Remboursement d'emprunts ⁽²⁾	(107,7)	(408,9)	+ 301,2
Intérêts financiers versés	(35,7)	(27,9)	- 7,7
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement	566,0	245,2	+ 320,7

(1) Au premier semestre 2021, ce flux correspond essentiellement à l'augmentation de capital réalisée le 9 avril 2021 par le Groupe pour 591,2 millions après prise en compte des frais d'émission (se reporter au paragraphe 2.2.4.3 du présent document à la note 16 des états financiers consolidés semestriels).

Au premier semestre 2020, des obligations convertibles sous formes d'OCEANE Verte avaient été émises pour un montant d'environ 170 millions d'euros. S'agissant d'un instrument composé au sens des normes IFRS, 143,2 millions d'euros (142,8 millions d'euros nets de frais) avaient été reconnus au titre de la composante « dette » et 25,2 millions d'euros (24,9 millions d'euros nets de frais) avaient été comptabilisés au titre de la composante « capitaux propres », avant imputation des frais.

(2) Les émissions d'emprunts et les remboursements réalisés au premier semestre 2021 sont détaillés au paragraphe 2.3.2 du présent document.

Au premier semestre 2020, le Groupe avait procédé au refinancement des centrales Hornsdale 1,2 et 3, ce qui avait donné lieu à un remboursement de dettes à hauteur de (314,3) millions d'euros avec pour contrepartie l'émission d'une nouvelle dette pour un montant de 356,5 millions d'euros (nets de frais). Par ailleurs, (31,3) millions d'euros avaient été décaissés au titre du dénouement des swaps historiques.

(3) Ils correspondent aux dividendes versés aux actionnaires minoritaires et concernent exclusivement l'Australie.

La hausse des flux net de trésorerie liés aux activités de financement s'explique principalement par l'augmentation de capital réalisée au cours du premier semestre 2021, compensée par une diminution des émissions d'emprunts, net des remboursements.

Les investissements du premier semestre 2021 effectués dans les projets du Groupe ont en effet été financés, pour une part importante, sur fonds propres, conformément aux calendriers de tirages prévus dans leurs financements de projets ou dans l'attente de la mise en place de leurs financements de projets.

2.3.4 INVESTISSEMENTS

2.3.4.1 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS REALISES

Le tableau ci-dessous détaille les investissements consolidés réalisés au cours des premiers semestres 2020 et 2021 :

(En millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Var	Var (en %)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽¹⁾ :	381,9	233,8	+ 148,2	+ 63%
Dont acquisitions d'immobilisations incorporelles ⁽²⁾	18,8	18,3	+ 0,5	+ 3%
Dont acquisitions d'immobilisations corporelles	363,1	215,5	+ 147,6	+ 69%
Investissements financiers ⁽³⁾ :	20,7	(28,4)	+ 49,1	- x1,7
Dont acquisitions d'actifs financiers ⁽⁴⁾	(0,7)	(28,4)	+ 27,6	- 97%
Dont acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise ⁽⁵⁾	21,4	0,0	+ 21,4	N/A

(1) Les montants bruts d'acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles sont présentés ci-dessus en incluant la variation des dettes fournisseurs d'immobilisation, ce qui permet de rapprocher la valeur des actifs immobilisés des dépenses en trésorerie engagées. Les montants bruts de ces variations, hors dettes fournisseurs d'immobilisation, au titre du premier semestre 2021 et du premier semestre 2020 s'élevaient, respectivement, à 405,3 millions d'euros et 196,8 millions d'euros.

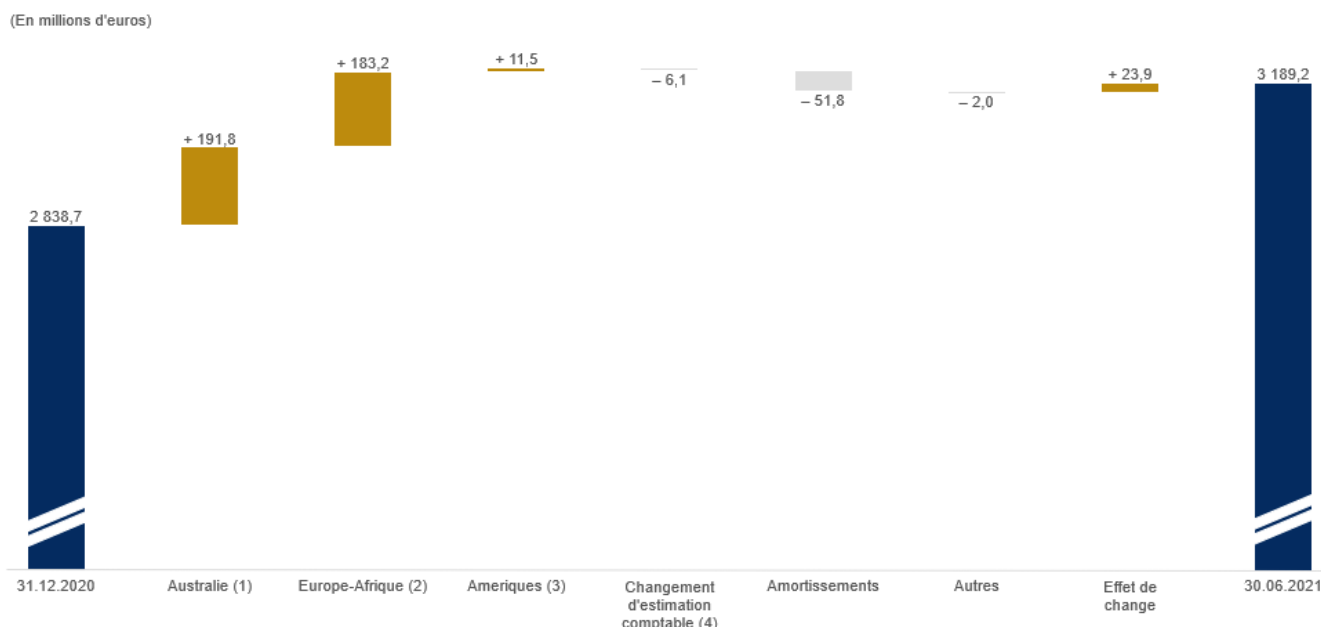
(2) La hausse de la période s'explique exclusivement par l'augmentation des coûts de développement immobilisés.

(3) Les investissements financiers sont analysés dans le paragraphe 2.3.3.2 du présent document.

(4) La variation observée sur la période s'explique essentiellement par la constitution ou le déblocage de dépôts liés au financement d'actifs de production. Sur le premier semestre 2021, les acquisitions s'élevaient à (23,5) millions d'euros et les cessions à 24,3 millions d'euros. Sur le premier semestre 2020, les acquisitions s'élevaient à (23,3) millions d'euros et les cessions à 51,6 millions d'euros, compte tenu notamment de l'impact du refinancement des centrales Hornsdale en Australie.

(5) Les acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquises sont détaillées dans le paragraphe 2.3.3.2 du présent document.

L'évolution des immobilisations corporelles dans l'état de la situation financière consolidée entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 se décompose comme suit (les montants sont exprimés en millions d'euros) :



(1) Les acquisitions de la période correspondent aux centrales en construction en Australie dont : Western Downs (68,6 millions d'euros), Kaban (43,8 millions d'euros), Bulgana (41,3 millions d'euros), Victoria Big Battery (38,1 millions d'euros).

(2) Les acquisitions de la période correspondent aux centrales en construction en Europe – Afrique, dont principalement : Mutkalampi en Finlande (77,1 millions d'euros), des projets éoliens et solaires en France (respectivement 49,1 millions d'euros et 41,3 millions d'euros), le projet Metoro au Mozambique (10,5 millions d'euros) et le projet Rio Maior au Portugal (2,8 millions d'euros).

(3) Les acquisitions de la période correspondent aux centrales en construction en Amériques dont principalement : le projet Altiplano 200 (6,9 millions d'euros) en Argentine et le projet Itzoteno (3,0 millions d'euros) au Mexique.

(4) Se reporter à la note 2.4 des états financiers consolidés semestriels.

2.3.4.2 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS EN COURS DE REALISATION

Les principaux investissements du Groupe en cours de réalisation correspondent aux projets en construction et pour lesquels des investissements sont encore en cours au 30 juin 2021. Les immobilisations corporelles en cours s'élèvent à 970,9 millions d'euros au 30 juin 2021 (se reporter à la note 12.3 « immobilisations corporelles » des états financiers consolidés semestriels).

2.3.4.3 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ENVISAGES

Le Groupe poursuit majoritairement une stratégie *develop-to-own* selon laquelle il développe ses projets dans le but de contrôler et d'exploiter ses actifs de production.

Dès la phase de développement ou de construction de ses projets, le Groupe envisage néanmoins, dès 2021, de procéder de manière régulière mais sélective, et dans un souci d'optimisation de son bilan, de ses capacités financières, et de sa rentabilité, à la cession totale ou majoritaire, de projets de son portefeuille sécurisé (*Farm-Down*), dans la limite d'un volume de projets ne dépassant pas 20 % de la croissance annuelle brute de son portefeuille sécurisé.

Dans le cadre de ces cessions, le Groupe prévoit, dans la mesure du possible, de maintenir une détention minoritaire au sein des projets concernés, d'en assurer la gestion administrative et opérationnelle, et de conserver des droits fonciers afférents, de manière à pouvoir prendre part à la phase de *repowering* ultérieure de ces projets.

Dans ce cadre, les investissements qu'il envisage de réaliser dans le futur consisteront principalement à alimenter son portefeuille par de nouveaux projets, et continuer de faire avancer les projets existants jusqu'à la mise en service des installations ou leur cession éventuelle dans le cadre de son activité de *Farm-Down*. Ces derniers concernent les projets entrés en phase *awarded* (pour un volume total de 694 MW en date de clôture semestrielle contre 773 MW au premier semestre 2020) mais dont la construction n'a pas encore été lancée. Le Groupe continue, par ailleurs, de développer ses projets en phase *advanced development* et *tender ready*¹ dont le volume s'élève à 7 545 MW (contre 6 817 MW au premier semestre 2020).

2.4 PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 21 des états financiers consolidés semestriels. Elles sont de même nature que celles commentées dans les états financiers au 31 décembre 2020.

Elles concernent d'éventuelles opérations avec les entités Impala et BPI.

2.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

LITIGE HWF 1 / AER (AUSTRALIAN ENERGY REGULATOR)

Postérieurement à la date de clôture semestrielle, il a été mis fin aux poursuites lancées par le régulateur de l'énergie australien (*Australian Energy Regulator* ou « AER ») contre HWF 1 Pty Ltd ("**HWF 1**"), relatives à une panne électrique survenue le 28 septembre 2016 dans l'Etat d'Australie Sud.

Le 1^{er} juillet 2021, la Cour fédérale australienne a en effet rendu un jugement aux termes duquel elle a, notamment :

- (i) déclaré que HWF 1 avait commis des manquements aux *National Electricity Rules* ("NER") entre le 2 juin 2016 et le 10 octobre 2016 en opérant les unités de production de HWF 1 et permettant à ces unités de production de fournir de l'électricité au réseau électrique alors que les réglages du système de tenue aux creux de tension qui leur étaient appliqués n'avaient pas été encore approuvés par écrit par l'opérateur de marché australien (*Australian Energy Market Operator* ou AEMO) ; et
- (ii) ordonné à HWF1 de nommer un expert indépendant chargé de revoir et établir un rapport sur le programme de conformité de HWF 1 au titre des NER et de payer une amende d'un montant de 550 000 dollars australiens et rembourser les frais juridiques de l'AER engagés dans le contentieux à hauteur de 175 000 dollars australiens.

Le jugement de la Cour fédérale australienne est cohérent avec les termes d'un accord de principe conclu dans ce contentieux entre l'AER et HWF 1 en décembre 2020.

Le Groupe avait constitué une provision relative à ce contentieux dans ses comptes consolidés au 31 décembre 2020 pour un montant correspondant. HWF 1 estime par ailleurs posséder un fondement solide pour exercer un recours (y compris pour la partie correspondante à ses propres frais juridiques engagés dans le cadre de sa défense), auprès du cocontractant retenu pour le développement et la construction du parc éolien, tel que prévu par le contrat EPC correspondant.

¹ Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, le lecteur est invité à se reporter à la section 9.6 « glossaire » du document d'enregistrement universel 2020.

Toutefois, le jugement mettant fin aux poursuites n'éteint pas le risque d'une éventuelle action de groupe contre HWF 1 par des parties qui pourraient chercher à se faire indemniser au titre de pertes alléguées imputées à la panne générale. En date de clôture semestrielle, aucune provision n'a été constatée à ce titre dans les comptes du Groupe.

REVISION DES TARIFS DE RACHAT D'ELECTRICITE D'ORIGINE SOLAIRE A LA BAISSÉ

Dans le cadre des dispositions figurant dans la Loi de Finances 2021, les autorités françaises ont émis un projet de décret et d'arrêté tarifaire, soumis au Conseil Supérieur de l'Energie le 16 juillet 2021, et prévoyant une réduction des tarifs d'achat de l'électricité d'origine solaire relatifs à certains contrats conclus entre 2006 et 2010. Le décret sera par la suite soumis, pour avis, au Conseil d'Etat.

Le Groupe est actionnaire de quatre parcs solaires concernés par cette potentielle révision de tarif pour une capacité totale de 18 MWc. L'application des nouveaux tarifs d'achats envisagés, à compter du 1^{er} octobre 2021, a pour conséquence de modifier l'équilibre économique des centrales concernées et constitue donc à ce titre un *trigger* d'impairment.

Le Groupe a ainsi procédé, en date d'arrêté des comptes semestriels, à un exercice de valorisation de ces centrales sur la base des niveaux de TRI actionnaires cibles tels que communiqués lors de son *Capital Markets Day*, qui, en dépit des baisses de tarifs prévues, n'a pas mis en évidence de perte de valeur.

2.6 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe estime être exposé à la date du présent rapport financier semestriel sont détaillés au chapitre 3 « Facteurs de risques » du document d'enregistrement universel de l'année 2020, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financier (AMF) le 12 avril 2021. Le Groupe n'anticipe pas d'évolutions de ses risques susceptibles d'avoir un impact sur le reste de l'exercice 2021.

S'agissant de l'évolution de la crise sanitaire liée à la COVID-19, elle reste incertaine à ce stade, en dépit des mesures de pilotage et remédiation mises en place. Les incidences sur le premier semestre 2021 sont détaillées en parties 2.2.2 « Perspectives et tendances », 2.2.4.2 « Incidences de la crise sanitaire ».

Les montants relatifs aux risques financiers et de marché, au 30 juin 2021, sont exposés dans la note 19.1 des états financiers consolidés semestriels résumés du présent rapport.

Les risques et incertitudes relatifs à la valeur comptable des *goodwills*, immobilisations incorporelles et corporelles sont présentés dans la note 12 des états financiers consolidés semestriels.

3

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2021

3.1	Comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021	35
3.1.1	Compte de résultat consolidé	35
3.1.2	Etat du résultat global consolidé	36
3.1.3	Etat de la situation financière consolidée.....	37
3.1.4	Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	38
3.1.5	Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	39
3.1.6	Notes annexes aux états financiers consolidés	40
3.2	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021 ...	71

3.1 COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE AU 30 JUIN 2021

Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité et d'un rapport sans réserve de la part des commissaires aux comptes.

3.1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	1er semestre 2021	1er semestre 2020
<i>(En millions d'euros, excepté les données relatives au résultat par action)</i>			
Ventes d'énergies sous contrat		120,0	113,7
Ventes d'énergies sur le marché		41,5	41,5
Autres produits		3,4	2,0
Chiffre d'affaires	6	164,9	157,2
Achats de marchandises et variation de stocks	7.1	2,1	0,4
Charges externes et de personnel	7.3 et 8.1	(41,1)	(36,9)
Impôts, taxes et versements assimilés		(5,8)	(5,8)
Autres produits et charges opérationnels courants	9	3,7	33,0
Quote-part du résultat net des entreprises associées et coentreprises	13	0,5	0,4
Amortissements et provisions opérationnels courants	12.2, 12.3 et 17	(52,1)	(52,3)
Résultat opérationnel courant		72,3	95,9
Autres produits et charges opérationnels non courants	10	(5,0)	(2,2)
Dépréciations d'actifs non courants	10	0,4	1,3
Résultat opérationnel		67,7	95,0
Coût de l'endettement financier		(51,3)	(48,2)
Autres produits et charges financiers		(4,1)	(7,4)
Résultat financier	18.1	(55,5)	(55,5)
Résultat avant impôts		12,2	39,5
Impôts sur les résultats	11	(8,1)	(18,7)
Résultat net des activités poursuivies		4,2	20,9
Résultat net des activités non poursuivies		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		4,2	20,9
<i>Résultat net - part du groupe</i>		4,5	22,0
<i>Résultat net - participations ne donnant pas le contrôle</i>		(0,4)	(1,2)
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>		0,04	0,23
<i>Résultat par action - après dilution (en euros)</i>		0,04	0,21

3.1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

L'état du résultat global présente le résultat net ainsi que les autres éléments du résultat global au titre de la période (c'est-à-dire les éléments de produits et de charges qui ne sont pas comptabilisés en résultat net en application des normes IFRS).

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1er semestre 2021	1er semestre 2020
Résultat net de l'ensemble consolidé		4,2	20,9
Différences de conversion ⁽¹⁾		10,4	(8,4)
Couverture de flux de trésorerie (swaps de taux d'intérêt) ⁽²⁾	18.3	61,5	(55,4)
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie ⁽²⁾		(17,3)	16,3
Eléments recyclables par résultat		54,6	(47,5)
Résultat global de l'ensemble consolidé		58,8	(26,6)
<i>Dont résultat global - part du groupe</i>		55,9	(21,3)
<i>Dont résultat global des participations ne donnant pas le contrôle</i>		2,9	(5,3)

(1) Au premier semestre 2021, les différences de conversion s'expliquent essentiellement par l'évolution du taux de change du dollar américain sur la période, à hauteur de 11 millions d'euros. Au premier semestre 2020, la variation des différences de conversion s'expliquait essentiellement par l'évolution défavorable du taux de change du dollar australien à hauteur de (8,6) millions d'euros.

(2) La couverture de flux de trésorerie représente la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés considérés efficaces au sens de la norme IFRS 9 « instruments financiers ». Ces instruments étant efficaces, la variation est comptabilisée en « autres éléments du résultat global » dans les états financiers ainsi que l'impôt différé correspondant.

3.1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

	Notes	30.06.2021	31.12.2020
<i>En millions d'euros</i>			
Ecarts d'acquisition	12.1	0,7	0,7
Immobilisations incorporelles	12.2	239,0	208,7
Immobilisations corporelles	12.3	3 189,2	2 838,7
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	13	16,7	7,3
Instruments financiers dérivés non courants	18.3	16,1	2,2
Actifs financiers non courants	14	93,8	92,1
Autres actifs non courant ⁽¹⁾		11,8	0,1
Impôts différés actifs		56,1	62,2
Total des actifs non courants		3 623,4	3 212,0
Stocks	7.2	7,3	4,7
Clients et comptes rattachés		71,9	73,2
Autres actifs courants		91,3	112,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	679,0	374,9
Total des actifs courants		849,5	565,1
Total de l'actif		4 473,0	3 777,1
<i>En millions d'euros</i>			
	Notes	30.06.2021	31.12.2020
Capital		214,0	171,1
Primes		1 053,2	502,3
Réserves		15,0	(40,0)
Actions propres		(5,8)	(0,4)
Résultat de l'exercice - part du groupe		4,5	3,9
Capitaux propres part du groupe	16	1 280,9	636,8
Participations ne donnant pas le contrôle	16	5,4	4,8
Capitaux propres	16	1 286,3	641,6
Provisions non courantes	17	52,3	57,4
Financements des projets - non courant	18.2	2 093,0	2 027,1
Financements corporate - non courant	18.2	333,5	325,4
Instruments financiers dérivés non courants	18.3	56,9	90,2
Autres passifs non courants ⁽²⁾		30,0	22,3
Impôts différés passifs		69,4	53,3
Total des passifs non courants		2 635,1	2 575,7
Provisions courantes	17	0,8	0,5
Financements des projets - courant	18.2	269,9	273,1
Financements corporate - courant	18.2	0,1	14,0
Instruments financiers dérivés courants	18.3	10,5	19,6
Fournisseurs et comptes rattachés		210,2	173,9
Autres passifs courants		60,1	78,7
Total des passifs courants		551,6	559,7
Total du passif		4 473,0	3 777,1

(1) Les autres actifs non courants correspondent essentiellement à des rabais constatés d'avance par le Groupe, conformément à ses obligations contractuelles, dans le cadre de l'exécution d'un contrat de vente d'électricité long terme en Australie. Les passifs associés à ces obligations contractuelles sont comptabilisés en autres passifs non-courants et courants.

(2) Les autres passifs non courants correspondent principalement à des paiements différés, à plus d'un an, liés à l'acquisition d'actifs en développement en Europe et en Australie.

3.1.4 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes	Réserves et résultats	Actions propres	Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	Capitaux propres - part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>En millions d'euros</i>								
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2020	170,2	501,0	85,2	(3,8)	(91,6)	661,0	19,5	680,5
Résultat global de la période	-	-	22,0	-	(43,4)	(21,3)	(5,3)	(26,6)
Distribution de dividendes	-	-	0,0	-	-	0,0	(9,8)	(9,8)
Augmentation de capital	0,3	0,8	25,3	-	-	26,4	(0,0)	26,4
Païement en actions	-	-	2,3	-	-	2,3	-	2,3
Variation des actions auto-détenues	-	-	-	(2,0)	-	(2,0)	-	(2,0)
Variations de périmètre et autres variations	0,0	-	(0,0)	-	0,0	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Capitaux propres au 1^{er} semestre 2020	170,5	501,8	134,8	(5,8)	(134,9)	666,3	4,4	670,8
Résultat global de la période	-	-	(18,2)	-	(9,1)	(27,3)	1,4	(25,9)
Distribution de dividendes	-	-	(0,0)	-	-	(0,0)	(1,1)	(1,1)
Augmentation de capital	0,6	0,4	(0,4)	-	-	0,7	0,0	0,7
Païement en actions	-	-	3,9	-	-	3,9	-	3,9
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ⁽⁴⁾	0,0	0,0	(4,5)	-	0,0	(4,5)	(0,0)	(4,5)
Variation des actions auto-détenues	-	-	(7,5)	5,4	-	(2,1)	-	(2,1)
Variations de périmètre et autres variations	(0,0)	-	(0,1)	-	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,2)
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2021	171,1	502,3	108,0	(0,4)	(144,1)	636,8	4,8	641,6
Résultat global de la période	-	-	4,5	-	51,4	55,9	2,9	58,8
Distribution de dividendes	-	-	(0,0)	-	-	(0,0)	(0,2)	(0,2)
Augmentation de capital ⁽²⁾	42,9	551,0	0,0	-	-	593,9	(0,0)	593,9
Païement en actions	-	-	3,9	-	-	3,9	-	3,9
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ⁽⁴⁾	-	-	0,6	-	-	0,6	(2,7)	(2,1)
Variation des actions auto-détenues ⁽³⁾	-	-	(4,7)	(5,4)	-	(10,1)	-	(10,1)
Variations de périmètre et autres variations	0,0	0,0	(0,0)	-	(0,0)	0,0	0,6	0,6
Capitaux propres au 1^{er} semestre 2021	214,0	1 053,2	112,2	(5,8)	(92,7)	1 280,9	5,4	1 286,3

- (1) Les « autres éléments du résultat global » comprennent les différences de change liées aux variations du cours des devises étrangères vis-à-vis de l'euro affectant les entités du Groupe Neoen ainsi que la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés qualifiés de couverture.
- (2) Se référer à la note 16.
- (3) Au cours de la période, la société a racheté 201 870 de ses propres actions en vue de leur attribution dans le cadre de plans de stock-options ou d'actions gratuites, et 51 795 titres dans le cadre d'un contrat de liquidité (confié à Kepler Chevreux et conformément à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers (AMF)), pour un montant total de 10,1 millions d'euros. Un plan d'attribution d'actions gratuites est arrivé à échéance le 31 mai 2021 avec pour incidence la comptabilisation en réserves de (4,7) millions d'euros, correspondant à l'attribution de 110 807 actions propres à des salariés (se référer à la note 8.2).
- (4) Au cours du premier semestre 2021 (comme au cours de l'exercice précédent), les transactions avec les participations ne conférant pas le contrôle concernent exclusivement des options de vente sur intérêts minoritaires. Conformément à la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation », des dettes sont comptabilisées par le Groupe au titre de l'engagement de ce dernier à racheter les parts de minoritaires. Le Groupe a fait le choix de politique comptable de comptabiliser ces dettes et leurs variations ultérieures en contrepartie des capitaux propres part du Groupe.

3.1.5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	Notes	1er semestre 2021	1er semestre 2020
<i>En millions d'euros</i>			
Résultat net de l'ensemble consolidé		4,2	20,9
Éliminations :			
de la quote-part de résultat dans les entreprises associées	13	(0,5)	(0,4)
des amortissements et provisions	12 et 17	52,1	51,0
des plus ou moins-values de cession	10	5,0	2,1
des charges et produits calculés liés aux paiements en actions		1,5	2,3
des autres produits et charges sans incidence de trésorerie ⁽¹⁾		3,2	2,2
de la charge (produit) d'impôt	11	8,1	18,7
du coût de l'endettement financier	18.1	51,3	48,2
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement ⁽²⁾		18,6	(38,6)
Impôts décaissés (encaissés)		(7,3)	(14,6)
Flux net de trésorerie lié aux activités opérationnelles		136,1	91,7
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise ⁽³⁾		(21,4)	(0,0)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽⁴⁾		(381,9)	(233,8)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,1	0,0
Variation d'actifs financiers ⁽⁵⁾		0,7	28,4
Dividendes reçus		0,7	0,1
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement		(401,8)	(205,2)
Augmentation de capital de la société mère ⁽⁶⁾	3.1.4 et 16	591,8	26,4
Contribution des investisseurs minoritaires aux augmentations de capital		(0,0)	0,1
Cession (acquisition) nette d'actions propres	3.1.4	(10,1)	(2,0)
Emission d'emprunts	18.2	127,8	667,4
Dividendes payés		(0,2)	(9,8)
Remboursement d'emprunts	18.2	(107,7)	(408,9)
Intérêts financiers versés		(35,7)	(27,9)
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement		566,0	245,2
Incidence de la variation des taux de change		3,8	(2,7)
Variation de trésorerie		304,1	129,0
Trésorerie à l'ouverture	15	374,9	460,5
Trésorerie à la clôture	15	679,0	589,5
Variation de la trésorerie nette		304,1	129,0

- (1) Au premier semestre 2021, les autres produits et charges sans incidence de trésorerie correspondent principalement à des charges de désactualisation associées à des dettes non courantes et des provisions pour démantèlement, ainsi qu'à des effets de change sur des créances de TVA en Argentine. Au premier semestre 2020, ce poste comprenait, outre des effets de désactualisation, la fraction des charges d'intérêts relatives à l'OCEANE émise en 2019 et l'OCEANE Verte émise en 2020, enregistrées au taux d'intérêt effectif et excédant le taux d'intérêt nominal de ces instruments (en 2021, cette dernière est désormais présentée en élimination du coût de l'endettement financier).
- (2) Au premier semestre 2021, l'incidence de la variation du besoin en fonds de roulement s'explique principalement par le remboursement de créances de TVA sur des projets en cours de construction et par le règlement d'indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets. Au premier semestre 2020, l'incidence de la variation du besoin en fonds de roulement s'expliquait principalement par des indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets, en attente de règlements, et par une augmentation des créances de TVA en attente de remboursement en lien notamment avec des projets en cours de construction.
- (3) Au premier semestre 2021, les acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise concernent des projets en développement en Irlande, en Finlande et en Suède.
- (4) Les acquisitions de la période portent sur des investissements en immobilisations incorporelles pour (18,8) millions d'euros (se référer à la note 12.2) et en immobilisations corporelles pour (386,5) millions d'euros (se référer à la note 12.3) ainsi que de la variation des dettes sur fournisseurs d'immobilisations pour 23,4 millions d'euros.
- (5) La variation observée sur la période s'explique essentiellement par l'impact net du déblocage et de la constitution des dépôts liés au financement d'actifs de production.
- (6) Ce montant correspond principalement à l'augmentation de capital réalisée le 9 avril 2021 pour 591,2 millions d'euros après prise en compte des frais d'émission (se référer à la note 2.2).

3.1.6 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1.	Information sectorielle	41
NOTE 2.	Informations générales et principes comptables	44
NOTE 3.	Prise en compte de l'impact COVID-19 dans l'établissement des états financiers	47
NOTE 4.	Saisonnalité	48
NOTE 5.	Périmètre de consolidation	48
NOTE 6.	Chiffre d'affaires	49
NOTE 7.	Achats et stocks	50
NOTE 8.	Charges et avantages au personnel	51
NOTE 9.	Autres produits et charges opérationnels courants	52
NOTE 10.	Eléments non courants de l'activité opérationnelle	53
NOTE 11.	Impôts	53
NOTE 12.	Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles	54
NOTE 13.	Participations dans les entreprises associées et coentreprises	56
NOTE 14.	Actifs financiers non courants	57
NOTE 15.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	57
NOTE 16.	Capitaux propres et détail des instruments dilutifs	58
NOTE 17.	Provisions	59
NOTE 18.	Financement et instruments financiers	60
NOTE 19.	Gestion des risques	66
NOTE 20.	Engagements hors bilan	68
NOTE 21.	Transactions avec les parties liées	69
NOTE 22.	Evènements postérieurs à la clôture	70

Principes comptables

Conformément à IFRS 8 « secteurs opérationnels », l'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne et du reporting utilisé par la direction du Groupe. Neoen a retenu la répartition suivante pour ses secteurs opérationnels :

- **éolien** : ce secteur correspond à l'activité de production d'énergie éolienne ;
- **solaire** : ce secteur correspond à l'activité de production d'énergie photovoltaïque ;
- **stockage** : ce secteur correspond à l'activité liée aux batteries indépendantes, directement connectées au réseau ;
- **développement et Investissements** : ce secteur correspond principalement aux activités de développement et de financement ;
- **éliminations** : flux intra-groupe concernant principalement l'annulation des facturations de services rendus par Neoen S.A. à ses sociétés de projets au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des centrales, ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

Les principaux indicateurs publiés sont ceux utilisés par la direction du Groupe. La notion d'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants, et comme annoncé lors du Capital Markets Day du 11 mars 2021, à compter du 1^{er} janvier 2021, de la charge de personnel résultant de l'application de la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions ». Ce changement de définition a une incidence sur le secteur Développement et Investissements. L'EBITDA tel que nouvellement défini s'établit à 125,9 millions d'euros au premier semestre 2021 après reclassement d'une charge IFRS 2 de (1,5) million d'euros et se serait établi à 149,2 millions d'euros au premier semestre 2020, après reclassement d'une charge IFRS 2 de (0,9) million d'euros.

Au titre des informations complémentaires, les principaux indicateurs publiés sont détaillés par zones géographiques. Ces-dernières sont définies ci-après :

- **Europe – Afrique** : cette zone regroupe les activités de production dans les pays d'Europe et d'Afrique ;
- **Amériques** : cette zone regroupe les activités de production dans les pays d'Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud et dans les Caraïbes ;
- **Australie** : cette zone regroupe les activités de production en Australie.

Les résultats sectoriels du premier semestre 2021 et du premier semestre 2020 sont ainsi présentés pour chacun des segments opérationnels du Groupe : éolien, solaire, stockage, et développement et investissements (y compris éliminations).

Information sectorielle

En millions d'euros		Eolien	Solaire	Stockage	Développement & Investissements ⁽²⁾	Eliminations ⁽³⁾	1er semestre 2021
EUROPE- AFRIQUE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	35,7	31,1	2,0			68,8
	EBITDA ⁽¹⁾	26,6	25,1	1,2			52,9
	Résultat opérationnel courant	13,1	15,9	0,5			29,4
	Tableau de flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	166,2	56,9	2,5			225,6
AMERIQUES	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	-	32,6				32,6
	EBITDA ⁽¹⁾	(0,0)	30,4				30,4
	Résultat opérationnel courant	(0,0)	21,9				21,9
	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,0	24,1				24,1
AUSTRALIE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	30,5	21,2	11,4			63,1
	EBITDA ⁽¹⁾	27,2	17,7	10,0			54,9
	Résultat opérationnel courant	18,7	7,8	4,4			30,8
	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	50,8	84,8	14,5			150,1
TOTAL	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	66,2	84,9	13,4	38,2	(37,8)	164,9
	EBITDA ⁽¹⁾	53,9	73,1	11,1	2,2	(14,4)	125,9
	Résultat opérationnel courant	31,7	45,6	4,8	(3,1)	(6,7)	72,3
	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	217,1	165,7	17,0	0,6	(18,5)	381,9

- (1) La notion d'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnelles courantes et depuis le 1^{er} janvier 2021 de la charge de personnel résultant de l'application de la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions ». Ce changement de définition a une incidence sur le secteur Développement et Investissements. Au premier semestre 2020, selon cette nouvelle définition, l'EBITDA du groupe se serait établi à 149,2 millions d'euros. La charge IFRS 2 s'établit à (1,5) million d'euros au premier semestre 2021 contre (0,9) million d'euros au premier semestre 2020.
- (2) Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement réalisé au moyen des ventes de services effectuées par l'entité Neoen S.A. auprès des autres entités du Groupe (éliminées en consolidation, à l'exception des montants facturés aux sociétés liées et aux autres entités qui ne sont pas consolidées par intégration globale) mais également à travers des ventes de services à des tiers.
- (3) Les éliminations concernent principalement l'annulation des facturations de services rendus par l'entité Neoen S.A. à ses sociétés de projets au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des actifs de production ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

En millions d'euros

	Eolien	Solaire	Stockage	Développement & Investissements ⁽²⁾	Eliminations ⁽³⁾	1er semestre 2020	
EUROPE-AFRIQUE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	33,6	28,3	0,2		62,1	
	EBITDA ⁽¹⁾	26,6	24,7	0,1		51,4	
	Résultat opérationnel courant	13,3	14,6	(0,0)		27,9	
	Tableau des flux de trésorerie						
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	49,4	28,1	4,2			81,7	
AMERIQUES	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires		24,9			24,9	
	EBITDA ⁽¹⁾		44,8			44,8	
	Résultat opérationnel courant		35,6			35,6	
	Tableau des flux de trésorerie						
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		119,3				119,3	
AUSTRALIE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	25,2	20,8	24,4		70,4	
	EBITDA ⁽¹⁾	19,3	18,6	23,1		61,0	
	Résultat opérationnel courant	10,0	8,0	20,5		38,6	
	Tableau des flux de trésorerie						
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6,8	5,1	23,8			35,7	
TOTAL	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	58,9	74,0	24,6	17,3	(17,5)	157,2
	EBITDA ⁽¹⁾	45,9	88,0	23,2	(13,3)	4,5	148,2
	Résultat opérationnel courant	23,3	58,2	20,5	(14,8)	8,6	95,9
	Tableau des flux de trésorerie						
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	56,2	152,5	28,0	(1,2)	(1,8)	233,8	

(1) La notion d'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnelles courantes et depuis le 1^{er} janvier 2021 de la charge de personnel résultant de l'application de la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions ». Ce changement de définition a une incidence sur le secteur Développement et Investissements. Au premier semestre 2020, selon cette nouvelle définition, l'EBITDA du groupe se serait établi à 149,2 millions d'euros. La charge IFRS 2 s'établit à (1,5) million d'euros au premier semestre 2021 contre (0,9) million d'euros au premier semestre 2020.

(2) Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement réalisé au moyen des ventes de services effectuées par l'entité Neoen S.A. auprès des autres entités du Groupe (éliminées en consolidation, à l'exception des montants facturés aux sociétés liées et aux autres entités qui ne sont pas consolidées par intégration globale) mais également à travers des ventes de services à des tiers.

(3) Les éliminations concernent principalement l'annulation des facturations de services rendus par l'entité Neoen S.A. à ses sociétés de projets au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des actifs de production ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

NOTE 2. INFORMATIONS GENERALES ET PRINCIPES COMPTABLES

NOTE 2.1. IDENTIFICATION DE L'EMETTEUR

Neoen est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France, et cotée sur le marché Euronext, compartiment A. Son siège social est situé au 6 rue Ménars, 75002 Paris. Les états financiers consolidés de la société Neoen comprennent la Société et ses filiales dont elle détient le contrôle, ainsi que les intérêts dans les entreprises associées (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

Le Groupe développe et exploite des centrales de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables (éolien, solaire) et de stockage.

Avec près de 4,8 GW de projets en opération et construction (dont 228 MW sous gestion) et 0,7 GW de projets *awarded*¹ au 30 juin 2021 (soit près de 5,5 GW de projets sécurisés – portefeuille *secured*¹), Neoen est le premier producteur indépendant français d'énergies renouvelables.

Le Groupe dispose par ailleurs d'un pipeline de projets en développement avancé de 7,5 GW (*advanced*¹ pipeline) et de plus de 4,0 GW de projets au stade *early stage*¹.

Le Groupe exerce ses activités dans les zones géographiques Europe-Afrique, Australie et Amériques.

NOTE 2.2. EVENEMENTS DE LA PERIODE

Augmentations de capital

Le 7 avril 2021, Neoen S.A. a annoncé le succès de son augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription. Celle-ci s'est traduite par l'émission le 9 avril de 21 393 678 actions nouvelles, représentant un montant total brut d'environ 600 millions d'euros, dont 42,8 millions d'euros de capital et 556,2 millions d'euros de prime d'émission. Le produit de l'augmentation de capital permettra à Neoen S.A. de financer le premier cycle d'investissement de son plan de développement visant à atteindre 10 GW de capacité en opération ou en construction à fin 2025.

Cette opération s'est traduite par un impact de 593,3 millions d'euros net de frais et net d'impôts sur les capitaux propres du Groupe après prise en compte des frais d'émission (se reporter au détail de l'opération présenté en note 16).

Plan d'attribution d'actions gratuites

Le 10 mars 2021, le conseil d'administration a décidé d'attribuer gratuitement 272 302 actions de Neoen S.A. à certains salariés et mandataires sociaux du Groupe. L'attribution des actions ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée de 3 ans, à condition que les bénéficiaires soient toujours présents dans le Groupe et que les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration dans le règlement du plan, et portant notamment sur l'atteinte d'objectifs financiers et de développement, soient remplies.

Le Groupe a comptabilisé cette opération conformément à la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions ». Celle-ci s'est traduite par un impact de 0,5 million d'euros en charges de personnel sur le premier semestre 2021.

Augmentation de capital réservée aux salariés

Le 12 mai 2021, Neoen S.A. a réalisé une augmentation de capital réservée à ses salariés et mandataires sociaux en France. Ce plan proposait à chaque bénéficiaire l'acquisition de 93 actions nouvelles au prix préférentiel de souscription de 28,25 euros par action (bénéficiant d'une décote de 30% par rapport à la moyenne des cours de clôture de l'action des vingt dernières séances de bourse précédant le jour de fixation du prix par le Président-directeur général, le 16 avril 2021, sur subdélégation du Conseil d'administration) et un abondement à raison d'une action offerte pour une action souscrite.

Le Groupe a comptabilisé cette opération conformément à la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions ». Celle-ci s'est traduite par un impact de 0,9 million d'euros en capitaux propres et de 0,3 million d'euros en charges de personnel.

¹ Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, le lecteur est invité à se reporter à la Section 9.6 du Document d'Enregistrement Universel de l'année 2020.

Exposition du groupe Neoen à l'Argentine

Au 30 juin 2021, la contribution de l'ensemble des entités argentines au bilan du groupe Neoen s'élevait à 214,7 millions d'euros, et se décomposait notamment comme suit :

- immobilisations incorporelles et corporelles : 199,3 millions d'euros ;
- trésorerie et équivalents de trésorerie : 12,3 millions d'euros ;
- dettes au titre de financement de projets : 137,6 millions d'euros.

Par ailleurs, pour garantir les engagements de Neoen au titre du projet Altiplano 200, des garanties bancaires, sous forme de lettres de crédit, ont été émises par des établissements bancaires, dont 27,8 millions de dollars américains étaient en vigueur au 30 juin 2021 faisant l'objet, à titre de couverture, de dépôts de garantie en espèces effectués par le Groupe à hauteur de 13,5 millions de dollars américains. Neoen a aussi contre-garanti à hauteur de 55 millions de dollars américains, les garanties émises par un assureur au titre de la bonne exécution des obligations des sociétés de projets dans le cadre des Power Purchase Agreement signés avec CAMMESA (administrateur du marché de l'électricité).

Le 31 mai 2021, le gouvernement Argentin a formellement dépassé la période de grâce octroyée pour le paiement d'une échéance de 2,4 milliards d'USD au titre de sa dette souveraine. Depuis cette date des négociations entre le gouvernement et les principaux groupes de créiteurs (dont le club de Paris) sont en cours afin de trouver une résolution avant la fin de la période de grâce de 60 jours.

En dépit de la situation macro-économique et financière du pays, les partenaires financiers du groupe ont continué à soutenir le projet en autorisant des tirages de dettes et en prolongeant la période de disponibilité des montants non tirés au-delà du calendrier de tirage initial. Par ailleurs, bien qu'affectées par la pandémie de COVID-19 et les restrictions imposées par les gouvernements fédéraux et provinciaux, les opérations de construction sont toujours en cours pour une mise en service progressive dans le courant du deuxième semestre 2021.

La dépréciation du peso argentin contre le dollar américain, monnaie fonctionnelle des entités argentines, a en revanche généré des pertes de change de 2,4 millions de dollars américains affectant le résultat financier. Celle-ci sont principalement relatives à des crédits de TVA libellés en pesos argentins, toujours en attente de remboursement pour un montant équivalent, au cours de clôture, à 12,2 millions de dollars américains (10,3 millions d'euros), compte tenu d'encaissements réalisés sur la période pour un montant total représentant un équivalent en dollars américains de 8,3 millions d'euros.

Par ailleurs, les règles mises en place par la Banque Centrale de la République d'Argentine au cours du second semestre 2019, visant à restreindre l'accès aux devises étrangères aux entreprises et particuliers argentins afin d'endiguer la dévaluation du peso argentin (ARS) par rapport au dollar américain (USD), ont pour conséquence, à la date de publication des comptes du groupe Neoen, de toujours restreindre substantiellement la possibilité d'achat de dollars américains sur le marché des changes argentins à des fins de i) remboursements des comptes courants d'actionnaires libellés en dollar américain en faveur du projet Altiplano 200 (s'élevant à 102,8 millions de dollars américains, y compris intérêts courus pour 18,0 millions de dollars américains, au 30 juin 2021) et ii) paiements de dividendes. Ces restrictions n'affectent pas en revanche les paiements, au titre du service des dettes libellées en dollar américain (remboursement en principal ou intérêt), en faveur des prêteurs étrangers sur ce projet.

Au 31 décembre 2020, les perspectives de remboursement des crédits de TVA en attente, et le maintien prolongé du contrôle des changes avaient été considérés par le Groupe comme constitutifs d'un trigger d'impairment. Dans ce cadre, une perte de valeur d'un montant total de 12,5 millions d'euros avait été enregistrée dans les comptes annuels.

La situation générale du projet n'ayant pas évolué défavorablement depuis la clôture annuelle de l'exercice 2020, et la construction se poursuivant à la date de publication des comptes semestriels, aucun trigger d'impairment complémentaire n'a été identifié au cours du premier semestre 2021.

Situation du projet El Llano

Le début d'opération commerciale (COD – Commercial Operation Date) de la centrale mexicaine d'El Llano avait été prononcé au mois de novembre 2020 avec plusieurs mois de décalage en raison notamment des retards pris dans la finalisation des opérations de construction, ainsi que du fait de délais dans la réalisation des tests pré-opérationnels par le Centre National de Contrôle de l'Energie (CENACE). Le démarrage du PPA est quant à lui désormais effectif depuis début juillet 2021, l'électricité produite jusqu'à cette date ayant été vendue sur les marchés de gros de l'électricité. La réception technique provisoire (PA – Provisional Acceptance) est en revanche toujours en attente, entraînant de fait certaines non-conformités documentaires au sens des contrats de financement de cette centrale. En date de publication de ses comptes semestriels, le Groupe continue de travailler activement avec le constructeur afin de procéder dès que possible à la réception technique provisoire de la centrale, de manière à lever ces non-conformités documentaires. Dans l'attente de la levée de ces non-conformités, la dette financière afférente au projet est présentée en dettes courantes dans les comptes du Groupe au 30 juin 2021.

NOTE 2.3. PRINCIPES COMPTABLES

Pour l'établissement de ses états financiers résumés intermédiaires au 30 juin 2021, le Groupe a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que dans ses états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2020, **à l'exception des textes entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2021**, mentionnés au paragraphe ci-après.

Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2021

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'UE et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021 sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2021 :

- Amendements d'IAS 39, d'IFRS 9 « instruments financiers » et d'IFRS 7 « instruments financiers : Informations à fournir en annexe » - Phase 2 de la réforme des taux d'intérêt de référence.

Pour rappel, Neoen avait fait le choix d'adopter par anticipation dès 2019 les amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 liés à la phase 1 du projet de « Réforme des taux d'intérêt de référence ». L'adoption de ces amendements liés à la phase 1 permet au Groupe de ne pas tenir compte des incertitudes sur le devenir des taux de référence dans l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et/ou dans l'appréciation du caractère hautement probable du risque couvert, permettant ainsi de sécuriser les relations de couvertures existantes ou à venir jusqu'à la levée de ces incertitudes.

La seconde phase du projet de « Réforme des taux d'intérêt de référence » est d'application obligatoire à partir de l'exercice 2021. L'objectif de cette phase 2 est de préciser les impacts comptables liés au remplacement effectif des indices de références. L'entrée en vigueur de la phase 2 est sans impact pour le Groupe en l'absence de modification effective des indices de référence dans les contrats du Groupe au 30 juin 2021.

Le Groupe a continué de mener des travaux de recensement afin d'assurer la transition vers les nouveaux indices de référence. L'objectif du projet est également d'anticiper les impacts associés à la réforme et de mettre en œuvre le processus de transition vers les nouveaux indices. Les dérivés de taux documentés en couverture de dettes indexées à un taux de référence sont présentés en note 19.1.

Normes, amendements et interprétations d'application non obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2021

Les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'UE sont listés ci-après :

- IFRS 14 : « comptes de report réglementaire » ;
- Amendements d'IFRS 10 et d'IAS 28 sur les ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le Groupe et les entités mises en équivalence ;
- Amendements d'IAS 1 : « classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- Amendements d'IFRS 3 : « références au cadre conceptuel des normes IFRS » ;
- Amendements d'IAS 37 : « contrats déficitaires – coûts à prendre en compte » ;
- Amendements d'IAS 16 : « immobilisations corporelles – revenus avant l'utilisation prévue » ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (cycle 2018-2020) ;
- Amendements d'IAS 8 : « définition des estimations comptables » ;
- Amendements d'IFRS 16 : « allègements de loyers liés à la COVID-19 au-delà du 30 juin 2021 » ;
- Amendements d'IAS 12 : « impôts différés rattachés à des actifs et des passifs issus d'une même transaction ».

NOTE 2.4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir les comptes du Groupe, et dans la mesure où des éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués, la Direction procède à des estimations, et recourt à l'exercice de jugements et hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges inclus dans les états financiers, ainsi que sur les informations communiquées dans les annexes. La Direction exerce son jugement en prenant en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, et revoit ses estimations et appréciations de manière régulière. Les hypothèses revêtant par nature un caractère incertain, les montants figurant dans les futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Comme le requiert la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », le Groupe réexamine à chaque clôture la durée des amortissements qu'il pratique. Pour ses actifs solaires et éoliens, compte tenu des standards élevés de conception, construction et d'entretien que le Groupe applique, il a été considéré, sur la base d'une étude externe réalisée au cours du premier trimestre 2021, et s'appuyant notamment sur un benchmarking sectoriel, que la durée d'utilité de ces actifs devait être portée de 25 à 30 ans. S'agissant d'un changement d'estimation comptable, les effets sont comptabilisés prospectivement à partir du 1^{er} janvier 2021. L'impact dans les états financiers représente une économie de charge d'amortissement de 7,5 millions d'euros, hors effet impôt sur le premier semestre 2021. Compte tenu de cet allongement des durées d'utilités, les provisions pour démantèlement ont également été modifiées à hauteur de -6,1 millions d'euros, par contrepartie des actifs de démantèlement conformément à l'interprétation IFRIC 1 « Variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et similaires » (se référer à la note 17).

Les principaux sujets impactant de façon significative les états financiers et dépendant d'estimations et de jugements, au 30 juin 2021, sont les suivants :

- la détermination de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles (note 12) ;
- la durée d'amortissement des actifs de production (note 12.3) ;
- la charge d'impôt, calculée, pour les comptes consolidés semestriels, en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal (note 11) ;
- l'activation d'impôts différés, lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales pourront être imputées (note 11) ;
- la détermination de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation à appliquer aux loyers à payer, dans le cadre de l'application d'IFRS 16 « contrats de location » (note 12.3) ;
- l'activation des frais de développement (note 12.2) ;
- l'évaluation des provisions pour démantèlement (note 17).

NOTE 3. PRISE EN COMPTE DE L'IMPACT COVID-19 DANS L'ETABLISSEMENT DES ETATS FINANCIERS

La pandémie de la COVID-19, sévissant depuis le premier trimestre 2020, a conduit les gouvernements du monde entier à adopter des mesures restrictives sociales et économiques visant à contenir la circulation du virus. Ces mesures ont notamment déclenché des perturbations importantes pour les entreprises, entraînant un ralentissement économique mondial.

Dans ce contexte, le Groupe a continué de préserver la santé de l'ensemble de ses collaborateurs tout en poursuivant activement le développement de son portefeuille avec un total de 95 MW de capacités en opération ajoutées sur le premier semestre 2021, le lancement de la construction de plus de 710 MW et le renforcement de son portefeuille de projets sécurisés.

Le Groupe est ainsi parvenu à poursuivre son développement, en dépit de retards ponctuels dans la réalisation de ses projets, et à maintenir une croissance dynamique de son chiffre d'affaires tout en préservant sa trésorerie et sa liquidité tout au long de la période. En conséquence il n'a pas eu recours aux mesures d'accompagnement gouvernementales. Les actifs du Groupe opérant très majoritairement dans le cadre de contrats long terme d'achats d'électricité avec des contreparties essentiellement de premier rang, ils n'ont été affectés que de manière limitée par les fluctuations ayant impacté les marchés financiers et de l'électricité au cours du semestre.

En outre, la crise n'a pas fait apparaître de nouveaux facteurs de risques significatifs grâce à la résilience du modèle d'affaires du Groupe qui lui a permis de continuer à opérer normalement ses actifs en opération, à mettre en service des actifs en construction, en dépit de retards observés dans certaines géographies, et à gagner de nouveaux projets. Le Groupe n'a par ailleurs pas identifié de risque de liquidité inhérent à la crise sanitaire.

Toutefois, l'évolution de l'environnement économique et financier résultant de la crise sanitaire COVID-19 a conduit le Groupe à renforcer les procédures de suivi des risques, notamment dans l'évaluation des instruments financiers et de la valeur recouvrable de ses actifs.

Cet environnement et la volatilité importante des marchés ont été pris en considération par le Groupe dans les estimations utilisées entre autres pour les tests de perte de valeur et les calculs des provisions.

Le Groupe a par ailleurs exercé son jugement pour l'appréciation :

- de l'existence d'un événement déclencheur menant éventuellement à une perte de valeur sur les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles ou incorporelles ;
- des probabilités de défaut dans un contexte d'incertitude ;
- des impacts sur les risques relatifs aux instruments financiers, notamment le risque de liquidité ainsi que l'évolution des marchés des taux d'intérêts et des taux de change ;
- des perspectives d'utilisation des impôts différés actifs reconnus ;
- des conséquences en matière de couverture, notamment quant au maintien du caractère hautement probable de l'élément couvert.

Le Groupe a été particulièrement attentif aux traitements dans les états financiers des principaux enjeux et effets de la crise sanitaire pour lesquels les principes comptables IFRS utilisés lors des clôtures précédentes ont été appliqués selon un principe de permanence des méthodes.

Enfin, les coûts spécifiques liés à l'épidémie de la COVID-19 restent marginaux à l'échelle du Groupe et concernent principalement les équipements et mises en conformité sanitaires. Ils ont été comptabilisés dans le résultat opérationnel courant.

NOTE 4. SAISONNALITE

Les installations de production photovoltaïques et éoliennes du Groupe sont affectées localement par des variations saisonnières, inhérentes aux niveaux d'ensoleillement et de vent. Toutefois, compte tenu du mix technologique, de la diversité des implantations géographiques et du rythme de mises en service de capacités de production additionnelles résultant du fort rythme de croissance du Groupe, cet effet de saisonnalité n'a à ce jour pas d'incidence significative sur l'activité.

NOTE 5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

NOTE 5.1. SOCIETES CONSOLIDEES

Au 30 juin 2021, le Groupe est composé de 333 sociétés consolidées, dont 327 comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale et 6 selon la méthode de la mise en équivalence.

Pour rappel, au 31 décembre 2020, le Groupe était composé de 315 sociétés consolidées, dont 311 comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale et 4 selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTE 5.2. SOCIETES NON CONSOLIDEES

Le Groupe consolide l'intégralité des filiales dont il a le contrôle ou dans lesquelles il exerce une influence notable, même si celles-ci pourraient être considérées comme non significatives.

Les participations minoritaires dans les groupements Cestas sont comptabilisées en titres non consolidés.

NOTE 5.3. EVOLUTION DU PERIMETRE

Dans le cadre de son développement, le Groupe est régulièrement amené à réaliser des créations de sociétés, et peut être amené à acquérir des entités en phase de développement relativement peu avancé ou offrant des perspectives de croissance ou de *repowering*.

Acquisitions de projets en développement

Au cours du premier semestre 2021, les principales opérations ayant affecté le périmètre du Groupe sont des acquisitions de projets en développement. Ces acquisitions de filiales ont été qualifiées d'acquisitions d'actifs plutôt que de regroupements d'entreprises au sens de la norme IFRS 3 R « regroupements d'entreprises ».

Les projets acquis et intégrés au périmètre de consolidation selon la méthode de l'intégration globale sont les suivants :

- Acquisition à hauteur de 70% du projet solaire Santo Espirito le 11 décembre 2020.
- Acquisition à hauteur de 51% du projet solaire Alight Miranda AB en Suède le 29 janvier 2021.
- Acquisition à hauteur de 100% des projets éoliens Storen Vind AB et Isbillen Vind AB en Suède le 6 janvier 2021.
- Acquisition à hauteur de 100% du projet Solas Eireann JV Ltd et de ses filiales en Irlande le 10 mars 2021.

Le projet éolien finlandais Storbottet Vind AB acquis le 19 mai 2021 à hauteur de 80,1% est intégré au périmètre de consolidation selon la méthode de la mise en équivalence.

Le Groupe a procédé à l'évaluation des actifs identifiables acquis et passifs repris ce qui a conduit à comptabiliser des actifs incorporels complémentaires pour un total de 7,9 millions d'euros au premier semestre 2021.

Rachat de participations ne conférant pas le contrôle

Le 22 janvier 2021, le Groupe a acquis la participation des actionnaires minoritaires de la société finlandaise Mutkalampi Tuulipuisto Oy portant ainsi sa participation dans l'entité de 80,1% à 100%.

Cessions

Le 14 avril 2021, le Groupe a cédé 100% de sa participation dans la société de projet PV le Moulin de Beuvry. Cette cession est sans incidence notable sur les comptes consolidés du Groupe.

NOTE 6. CHIFFRE D'AFFAIRES

Principes comptables

Les produits des activités ordinaires (ou chiffre d'affaires) correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de rabais et de remises, et déduction faite des ventes intragroupes. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due.

Le Groupe distingue les revenus sous contrats, majoritairement long terme, de ceux provenant des ventes à court terme sur le marché. Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué des ventes d'électricité et de certificats verts.

Les ventes d'énergies correspondent aux ventes d'électricité au niveau des unités de production ainsi qu'aux certificats verts associés, et à des revenus d'arbitrage et de fourniture de services aux réseaux dans le cadre des activités de stockage.

L'énergie est vendue soit conformément aux différents contrats dont les prix de vente sont définis par décret ou dans le cadre d'appels d'offres, soit sur le marché.

Dans le cadre de la vente d'électricité, le chiffre d'affaires est reconnu en fonction des quantités produites et / ou injectées au cours de la période.

Dans le cadre des ventes de certificats verts, le chiffre d'affaires est reconnu lors de la livraison physique.

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se ventile de la façon suivante :

En millions d'euros	Solaire	Eolien	Stockage	Autre ⁽¹⁾	1er semestre 2021
Electricité	56,2	42,7	0,0	-	98,9
Certificats verts	6,9	14,2	-	-	21,1
Ventes d'énergies sous contrat	63,1	56,9	0,0	-	120,0
Electricité	18,7	5,2	10,9	-	34,8
Certificats verts	2,9	3,8	-	0,0	6,7
Ventes d'énergies sur le marché	21,5	9,0	10,9	0,0	41,5
Prestations de services	0,0	-	-	0,4	0,4
Autres	0,3	0,3	2,4	0,1	3,0
Autres produits	0,3	0,3	2,4	0,4	3,4
Total chiffres d'affaires	84,9	66,2	13,4	0,4	164,9

(1) Il s'agit principalement de prestations de gestion administrative, de supervision, ou encore de développement, pour des entités hors groupe.

En millions d'euros	Solaire	Eolien	Stockage	Autre ⁽¹⁾	1er semestre 2020
Electricité	51,8	43,4	0,2	-	95,4
Certificats verts	5,9	12,3	-	-	18,3
Ventes d'énergies sous contrat	57,7	55,8	0,2	-	113,7
Electricité	15,4	2,8	23,3	-	41,5
Certificats verts	0,0	(0,0)	-	-	0,0
Ventes d'énergies sur le marché	15,5	2,8	23,3	-	41,5
Prestations de services	-	-	-	0,3	0,3
Autres	0,3	0,3	1,1	0,0	1,7
Autres produits	0,3	0,3	1,1	0,3	2,0
Total chiffres d'affaires	73,4	58,8	24,6	0,3	157,2

(1) Il s'agit principalement de prestations de gestion administrative, de supervision, ou encore de développement, pour des entités hors groupe.

NOTE 7. ACHATS ET STOCKS

NOTE 7.1. ACHATS DE MARCHANDISES ET VARIATION DE STOCKS

Les achats de marchandises et les variations de stocks se composent principalement :

- des charges relatives à de l'achat d'électricité pour (0,2) million d'euros et des achats de petits équipements pour (0,2) million d'euros ;
- des variations de stocks de certificats verts générés par les sociétés de projet en Australie et au Mexique pour 2,6 millions d'euros.

Ce poste comprenait, au premier semestre 2020, les certificats verts générés par les sociétés de projet en Australie et en attente de leur vente à terme pour 0,8 million d'euros et des charges relatives à des achats d'électricité pour les centrales en exploitation pour (0,4) million d'euros.

NOTE 7.2. STOCKS

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Valeur nette des stocks - en début de période	4,7	0,7
Variations liées à l'activité	2,6	3,7
Ecart de conversion	0,1	0,2
Valeur nette des stocks - en fin de période	7,3	4,7

NOTE 7.3. CHARGES EXTERNES

Les charges externes s'analysent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020
Entretiens et réparations	(12,2)	(11,3)
Autres charges externes	(20,1)	(19,0)
Total charges externes	(32,3)	(30,3)

Les charges d'entretiens et de réparations correspondent essentiellement aux coûts de maintenance des centrales en exploitation.

Les autres charges externes comprennent principalement :

- des charges d'exploitation des centrales en opération (coûts associés à la gestion de la fréquence du réseau, et assurances d'exploitation) ;
- des frais de structure (honoraires, consulting, sous-traitance, informatique, assurance) ;
- des frais de déplacement ;
- et des charges de développement non activées car ne répondant pas aux critères d'activation définis par la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

Les charges de développement non activées sur la période s'élèvent ainsi à (1,4) million d'euros contre (0,7) million d'euros au premier semestre 2020.

NOTE 8. CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

NOTE 8.1. CHARGES DE PERSONNEL

Sur le premier semestre 2021, les charges de personnel s'élèvent à (8,7) millions d'euros contre (6,6) millions d'euros au premier semestre 2020. L'évolution s'explique principalement par la croissance des effectifs du Groupe, l'augmentation des salaires moyens et l'augmentation de la charge liée aux paiements fondés sur des actions.

NOTE 8.2. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

La charge liée à l'attribution d'actions gratuites et de stock-options s'élève au premier semestre 2021 à (1,5) million d'euros contre (0,9) million d'euros au premier semestre 2020.

Détail des plans de souscription d'action

	Plan 2016	Plan 2016	Plan 2016	Plan 2018	Plan 2018	TOTAL
Date de l'AG	17/03/2014	17/03/2014	17/03/2014	29/05/2018	04/07/2018	
Date de la décision du Président	08/01/2016	08/01/2016	23/12/2016	30/05/2018	05/07/2018	
Nombre totale d'actions pouvant être souscrites ou achetées	127 500	25 000	235 000	45 000	65 000	
Début de la période d'exercice des options	11/01/2019	17/05/2019	24/12/2019	31/05/2021	06/10/2020	
Date d'expiration de la période d'exercice	10/01/2021	16/05/2021	23/12/2021	30/05/2023	05/07/2023	
Prix de souscription ou d'achat	4,00 €	4,00 €	6,00 €	10,00 €	10,00 €	
Prix de souscription ou d'achat ajusté suite à l'augmentation de capital du 9 avril 2021 ⁽¹⁾			5,55 €	9,25 €	9,25 €	
Nombre d'options						
Existantes au 1er janvier 2020	37 500	25 000	225 000	40 000	60 000	387 500
Notifiées	-	-	-	-	-	-
Annulées	-	-	-	-	-	-
Exercées	37 500	25 000	161 834	-	25 000	249 334
Existantes au 1er janvier 2021	-	-	63 166	40 000	35 000	138 166
Notifiées	-	-	-	-	-	-
Annulées	-	-	-	-	-	-
Exercées	-	-	28 324	13 210	-	41 534
Ajustement suite à l'augmentation de capital du 9 avril 2021 ⁽¹⁾	-	-	3 173	3 240	2 835	9 248
Existantes au 30 juin 2021	-	-	38 015	30 030	37 835	105 880

Pour valoriser ces plans, le Groupe a utilisé le modèle de *Black & Scholes* avec les hypothèses suivantes :

- un taux de volatilité de 23% depuis le plan du 30 mai 2018 contre 18% auparavant (compte tenu de la volatilité des sociétés comparables) ;
- un taux d'intérêt sans risque correspondant à l'OAT 5 ans à la date d'attribution ;
- une maturité moyenne des plans d'un an au-delà de la période d'acquisition.

Détail des plans d'attribution d'actions gratuites

	Plan 2018	Plan 2018	Plan 2018	Plan 2019	Plan 2020	Plan 2021	TOTAL
Date de l'AG	23/02/2018	29/05/2018	04/07/2018	02/10/2018	26/05/2020	26/05/2020	
Date de la décision d'attribution du Président / Conseil d'administration	09/04/2018	30/05/2018	05/07/2018	10/07/2019	02/07/2020	10/03/2021	
Nombre totale d'actions attribuées gratuitement	2 500	107 500	570 644	297 000	140 000	272 302	
Date d'acquisition des actions	10/04/2020	31/05/2021	06/10/2020	11/07/2022	03/07/2023	11/03/2024	
Date de fin de période de conservation	10/04/2021	-	-	-	-	-	
Nombre d'actions attribuées gratuitement							
Existantes au 1er janvier 2020	2 500	105 000	493 644	297 000	-	-	898 144
Notifiées	-	-	-	-	140 000	-	140 000
Annulées	-	-	7 000	5 000	-	-	12 000
Attribuées définitivement	2 500	-	486 644	-	-	-	489 144
Existantes au 1er janvier 2021	-	105 000	-	292 000	140 000	-	537 000
Notifiées	-	-	-	-	-	272 302	272 302
Annulées	-	-	-	16 200	-	4 971	21 171
Attribuées définitivement	-	113 510	-	-	-	-	113 510
Ajustement suite à l'augmentation de capital du 9 avril 2021 ⁽¹⁾	-	8 510	-	22 348	11 354	22 058	64 270
Existantes au 30 juin 2021	-	-	-	298 148	151 354	289 389	738 891

(1) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, réalisée le 9 avril 2021, et conformément aux dispositions légales applicables et aux stipulations des plans d'actions attribuées gratuitement et plans d'options de souscription d'actions, le Président-directeur général a procédé, sur délégation du Conseil d'administration, à l'ajustement des droits des bénéficiaires d'actions gratuites et d'options de souscription d'actions (coefficient de 1,081).

Le plan d'action gratuite du 30 mai 2018 est arrivé à échéance le 31 mai 2021. Les 113 510 actions attribuées l'ont été via (i) l'utilisation de 110 807 actions existantes et auto-détenues par la Société et (ii) la création de 2 703 actions nouvelles.

NOTE 9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS

Détail des autres produits et charges opérationnels courants :

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020
Autres produits opérationnels courants	8,4	35,1
Autres charges opérationnelles courantes	(4,6)	(2,1)
Autres produits et charges opérationnels courants	3,7	33,0

Les autres produits opérationnels courants sont principalement composés des compensations contractuelles consécutives aux pertes de revenus résultant de retards dans la mise en service de certaines centrales, du fait des contractants chargés de leur construction.

Les autres charges opérationnelles courantes correspondent essentiellement à des pénalités résultant de retards dans la mise en service de centrales (obligations de filiales du Groupe au titre de leurs PPA).

NOTE 10. ELEMENTS NON COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE

Détail des éléments non courants :

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020
Frais de développement antérieurs ⁽¹⁾	(5,0)	(2,1)
Autres produits	0,0	0,0
Autres charges	(0,1)	(0,1)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(5,0)	(2,2)
Dépréciation des coûts de développement activés	(1,2)	(0,6)
Reprise de dépréciation des coûts de développement activés ⁽²⁾	1,6	1,9
Dépréciations d'actifs non courants	0,4	1,3
Résultat opérationnel non courant	(4,6)	(0,9)

(1) Les frais de développement immobilisés pour lesquels le Groupe, à la suite d'événements externes hors de son contrôle, considère que les critères d'activation prévus par la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » ne sont plus respectés, sont comptabilisés en autres charges opérationnelles non courantes sur la période. Au cours du premier semestre 2021 le Groupe a dû abandonner le projet Gilgandra en Australie, en raison notamment de problématiques de permitting et de connexion au réseau.

(2) Les reprises de dépréciation des coûts de développement activés concernent les projets abandonnés.

NOTE 11. IMPOTS

Principes comptables

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant, au résultat taxable de la période, le taux effectif annuel estimé à partir des prévisions réalisées sur les principales entités du Groupe.

Détail de l'impôt sur le résultat :

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020
Résultat avant impôts	12,2	39,5
Impôts sur les résultats	(8,1)	(18,7)
Taux d'impôt effectif	66,0%	47,2%

La charge d'impôt s'élève à (8,1) millions d'euros au premier semestre 2021 contre (18,7) millions d'euros au premier semestre 2020, soit respectivement un taux d'impôt effectif de 66% contre 47,2%.

La différence entre le taux d'impôt théorique de 26,5% et le taux effectif d'impôt de 66% (+ 39,5 points) s'explique principalement par :

- les effets de l'hyper-inflation en Argentine ;
- l'existence de taux d'impôts différents du taux de Neoen S.A. sur certaines géographies ;
- des différences permanentes au titre de la non-reconnaissance de produits d'impôts sur la fraction des charges d'intérêts relatives à l'OCEANE et à l'OCEANE Verte, émises par le Groupe respectivement en 2019 et en 2020, enregistrées au taux d'intérêt effectif et excédant le taux d'intérêt nominal de ces instruments ;
- la non-reconnaissance d'actifs d'impôts différés sur les déficits d'entités pour lesquelles les perspectives de bénéfices et les limitations temporelles dans l'utilisation de ces déficits ne permettent pas cette activation ;
- l'effet des charges encourues au titre de l'application de la norme IFRS 2 « paiements en actions » ;
- L'ensemble de ces effets est partiellement compensé par l'utilisation de déficits antérieurs non initialement reconnus.

NOTE 12. ECART D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

NOTE 12.1. ECART D'ACQUISITION

Au 30 juin 2021 comme au 31 décembre 2020, ce poste inclut exclusivement l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de centrales éoliennes irlandaises en exploitation en 2019.

Perte de valeur sur les écarts d'acquisition :

En l'absence d'identification d'indice de perte de valeur sur le premier semestre 2021, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 30 juin 2021.

NOTE 12.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Principes comptables

Immobilisations incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe concernent les dépenses liées au développement des projets. Les coûts directs et indirects, externes ou internes, de développement sont immobilisés à partir du moment où le succès des projets correspondants est probable. L'activation des dépenses liées au développement des projets est réalisée en conformité avec la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles ».

Les critères d'activation sont les suivants :

- la faisabilité technique du projet ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service l'immobilisation incorporelle ;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité des ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Le Groupe considère que ces critères sont remplis au moment où un projet rentre dans le portefeuille de développement, c'est-à-dire lorsque les éléments contractuels et les études techniques indiquent que la faisabilité d'un projet est probable (le plus souvent à la phase *early stage*). Lorsque les conditions pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas remplies, les dépenses liées au développement de projets sont comptabilisées en charges durant l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses rattachées à ces projets cessent d'être capitalisées à la mise en service industrielle. Dès lors que le Groupe estime que la probabilité de succès s'amointrit à la suite de facteurs externes à caractère inhabituel, les dépenses liées au développement sont dépréciées et comptabilisées en « Dépréciation d'actifs non courants ». Lors de l'abandon d'un projet, les dépenses de développement liées à ce projet sont enregistrées en charges au sein des « Autres produits et charges opérationnels non courants » (se reporter à la note 10).

Le Groupe distingue les frais de développement « Etudes » et « Opération » en fonction de l'état d'avancement du projet à la clôture. Le terme « Opération » regroupe les phases de construction et d'exploitation des centrales. A partir de la mise en service du projet, l'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie estimée.

Les principales catégories d'immobilisations incorporelles et leur durée d'amortissement retenue par le Groupe sont les suivantes :

- logiciels : 1 à 3 ans ;

- frais de développement : 6 à 30 ans, en ligne avec la durée d'utilité estimée des centrales de production d'énergies et des installations de stockage.

Dépréciation des actifs

Conformément à IAS 36 « dépréciation d'actifs », le Groupe examine à la fin de chaque période de présentation de l'information financière s'il existe un indice de perte de valeur sur les actifs incorporels et corporels à durée d'utilité déterminée et indéterminés (goodwill) et les immobilisations incorporelles en cours. S'il existe de tels indices, le Groupe effectue un test de perte de valeur afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de transaction et la valeur d'utilité.

De plus, pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée (*goodwill*) et les immobilisations incorporelles en cours, un test de perte de valeur est effectué annuellement qu'il y ait un indice de dépréciation ou non.

La plupart des actifs immobilisés du bilan sont relatifs aux actifs de production (centrales en développement, en construction ou en opération). Ces actifs, qui ont une durée de vie finie, font l'objet de tests de dépréciation dès lors que des indicateurs de perte de valeur se manifestent.

Dans le cadre de l'activité du groupe Neoen, seuls les projets ayant une rentabilité suffisante à l'origine sont construits et opérés.

Dans la mesure où, sans incident de production, les ressources générées par le projet sont prévisibles, le risque de ne pas générer le niveau de flux de trésorerie attendu est faible.

L'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectue généralement par actualisation des flux futurs de trésorerie générés par l'actif.

Les actifs qui ne génèrent pas de flux de trésorerie largement indépendants sont regroupés dans des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le Groupe a retenu comme UGT chaque projet.

Les données utilisées pour mettre en œuvre les tests par la méthode des flux de trésorerie actualisés sont issues des business plans du projet couvrant la durée des contrats de vente d'électricité, et une période de vente sur les marchés courant de la fin des contrats de vente jusqu'à la date de fin de durée d'utilité des actifs sous-jacents. Les hypothèses sous-jacentes sont systématiquement mises à jour à la date du test.

La variation des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

	Frais de développement immobilisés - Opération	Frais de développement immobilisés - Etudes ⁽²⁾	Autres immobilisations incorporelles ⁽³⁾	Total
<i>En millions d'euros</i>				
Valeurs Brutes				
Au 31 décembre 2020	84,2	64,9	77,3	226,3
Acquisitions ⁽¹⁾	5,3	13,5	0,1	18,8
Diminutions	-	(5,0)	-	(5,0)
Effet des variations de périmètre	-	-	9,7	9,7
Effet de change	0,3	0,2	0,4	1,0
Reclassements et autres	11,8	(9,5)	5,7	8,0
Au 30 juin 2021	101,6	64,1	93,2	258,9
Amortissements et dépréciations				
Au 31 décembre 2020	(9,7)	(3,8)	(4,1)	(17,6)
Dotation aux amortissements	(1,0)	(0,2)	(0,9)	(2,1)
Dépréciation pour perte de valeur	-	(1,2)	-	(1,2)
Reprise sur provision pour perte de valeur	-	1,6	-	1,6
Effet de change	(0,0)	(0,1)	(0,0)	(0,1)
Reclassements et autres	0,0	(0,0)	(0,4)	(0,4)
Au 30 juin 2021	(10,7)	(3,7)	(5,4)	(19,9)
Valeurs nettes				
Au 31 décembre 2020	74,4	61,0	73,2	208,7
Au 30 juin 2021	90,8	60,5	87,7	239,0

- (1) Au cours du premier semestre 2021, le Groupe a activé des charges directement imputables au développement de projets pour un montant de 18,8 millions d'euros. Ces investissements concernent principalement des projets localisés en Australie, en France, au Mexique, en Finlande, en Irlande, au Portugal, en Argentine, aux USA, au Mozambique, en Equateur et en Suède.
- (2) Au 30 juin 2021, le poste « Frais de développement immobilisés – Etudes » s'élève à 60,5 millions d'euros en valeur nette, et comprend 14,8 millions d'euros de dépenses activées relatives aux projets dont le tarif est sécurisé au 30 juin 2021.
- (3) Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées d'actifs relatifs à des projets en développement, ayant été acquis auprès de tiers. Au cours du premier semestre 2021, l'effet des variations de périmètre correspond à des acquisitions de projets principalement en Europe.

NOTE 12.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La variation des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

	Actifs de production	Actifs de production en-cours	Droits d'utilisation sur actifs loués ⁽³⁾	Autres immobilisations corporelles	Total
<i>En millions d'euros</i>					
Au 31 décembre 2020	2 388,8	635,4	172,8	21,0	3 218,1
Acquisitions ⁽¹⁾	0,0	379,7	0,0	6,7	386,5
Cessions	-	-	(0,8)	(0,0)	(0,8)
Effet des variations de périmètre	-	1,7	-	-	1,7
Effet de change	19,1	5,3	0,5	0,3	25,2
Reclassements et autres ⁽²⁾	30,9	(47,8)	7,4	0,1	(9,5)
Au 30 juin 2021	2 438,9	974,3	179,9	28,1	3 621,1
Au 31 décembre 2020	(364,9)	(1,0)	(11,5)	(2,0)	(379,3)
Dotations aux amortissements	(46,7)	-	(3,1)	(0,3)	(50,1)
Cessions	-	-	0,7	0,0	0,7
Effet de change	(1,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(1,3)
Reclassements et autres	0,5	(2,4)	(0,0)	0,0	(1,9)
Au 30 juin 2021	(412,3)	(3,4)	(13,9)	(2,3)	(431,9)
Au 31 décembre 2020	2 023,9	634,4	161,4	19,1	2 838,7
Au 30 juin 2021	2 026,6	970,9	166,0	25,8	3 189,2

- (1) Les acquisitions de la période correspondent aux centrales en construction, et notamment les projets suivants :
- en Australie : 191,8 millions d'euros dont principalement les projets Western Downs (68,6 millions d'euros), Kaban (43,8 millions d'euros), Bulgana (41,3 millions d'euros), Victorian Big Battery (38,1 millions d'euros) ;
 - en Europe - Afrique : 183,2 millions d'euros dont principalement le projet Mutkalampi en Finlande (77,1 millions d'euros), des projets éoliens et solaires en France (respectivement 49,1 millions d'euros et 41,3 millions d'euros), le projet Metoro au Mozambique (10,5 millions d'euros) et le projet Rio Maior au Portugal (2,8 millions d'euros) ;
 - dans la zone Amériques : 11,5 millions d'euros dont principalement le projet Altiplano 200 (6,9 millions d'euros) en Argentine et le projet Itzoteno (3,0 millions d'euros) au Mexique.
- (2) Les reclassements et autres sur les actifs de production incluent – 6,1 millions d'euros liés à la réévaluation des provisions pour démantèlement, et – 10,8 millions d'euros d'investissement dans des sous-stations, transférées aux opérateurs (conformément aux obligations contractuelles inhérentes à certains PPA) et reclassées à ce titre en immobilisations incorporelles. Les reclassements et autres sur les droits d'utilisation (7,4 millions d'euros) correspondent essentiellement aux nouveaux baux entrés en immobilisations selon IFRS 16 « contrats de location », ainsi qu'aux prolongations ou indexations de baux en cours.
- (3) Il s'agit essentiellement de droits d'utilisation de terrains (pour les centrales en construction et exploitation), pour un montant de 163 millions d'euros, ainsi que de droits d'utilisation relatifs à des bureaux, pour un montant de 3 millions d'euros.

Il n'existe aucun indice de perte de valeur nécessitant la mise en œuvre de tests de dépréciation sur les actifs corporels au bilan du Groupe en date de publication de ses comptes consolidés.

NOTE 13. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET COENTREPRISES

La variation des participations dans les entreprises associées et co-entreprises s'analyse comme suit :

	30.06.2021	31.12.2020
<i>En millions d'euros</i>		
Total Participations dans les entreprises associées et coentreprises - début de période	7,3	6,9
Dividendes versés	(0,5)	-
Augmentation de Capital	-	(0,1)
Variation de périmètre	9,4	-
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	0,5	0,7
Variation de juste valeur	0,1	(0,1)
Total Participations dans les entreprises associées et coentreprises - fin de période	16,7	7,3

Ce poste correspond essentiellement à la valorisation de la participation du Groupe dans la centrale de Seixal au Portugal ainsi que dans la société finlandaise Storbotet Vind AB, acquise en mai 2021 (se référer à la note 5.3)

NOTE 14. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers non courants s'analysent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Dépôts de garantie	74,4	76,6
Titres non consolidés	2,5	2,5
Prêts à plus d'un an	16,9	13,0
Total actifs financiers non courants	93,8	92,1

Les dépôts de garantie correspondent principalement :

- aux comptes de réserve de financements mis en place dans le cadre des financements de projets relatifs aux actifs de production ;
- aux dépôts constitués dans le cadre de réponses à des appels d'offres.

NOTE 15. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie s'analysent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Placements à court terme	128,9	0,7
Disponibilités	550,1	374,2
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	679,0	374,9

La trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin 2021 correspond principalement aux disponibilités :

- Détenues par Neoen S.A. (259,1 millions d'euros), dont l'évolution sur le premier semestre 2021 (+198,6 millions d'euros) s'explique principalement par :
 - des augmentations de capital en numéraire pour un montant de 599,5 millions d'euros minoré des frais d'émission pour 7,8 millions d'euros soit 591,8 millions d'euros (se référer à la note 2.2), dont une partie a été placée sur des comptes à terme et présentée sur la ligne « placements à court terme » pour – 128,2 millions d'euros ;
 - des investissements sous forme d'apport en fonds propres et en compte courant dans les nouveaux projets en Finlande, Australie et France pour – 293,7 millions d'euros ;
 - l'encaissement de conventions de développement facturées aux sociétés projets pour 36,0 millions d'euros ;
 - le remboursement d'un prêt pour – 10,5 millions d'euros.
- Localisées dans les sociétés projets et holdings associées (291,0 millions d'euros), dont la variation sur le premier semestre 2021 (- 22,7 millions d'euros) résulte, pour les actifs en construction, de tirages de dettes seniors et d'apports en fonds propres venant financer les investissements dans les actifs de production, et, pour les actifs en exploitation et holdings de financement, des flux de trésorerie générés par l'activité, ayant notamment vocation à assurer le remboursement des financements de projets et la rémunération des apports effectués par les actionnaires.

Les placements à court terme correspondent principalement à des comptes à termes souscrit par Neoen S.A pour 128,2 millions d'euros lors de l'augmentation de capital réalisée le 9 avril 2021. Ceux-ci étant hautement liquides, ils répondent au critère de la norme IAS 7 « Etat des flux de trésorerie » (caractère facilement convertible en trésorerie et sans risque significatif de changement de valeur).

NOTE 16. CAPITAUX PROPRES ET DETAIL DES INSTRUMENTS DILUTIFS

Capitaux propres

Les mouvements affectant les capitaux propres du Groupe au cours des exercices 2020 et 2021 sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

L'augmentation de capital réalisée par le Groupe le 9 avril 2021 est décrite en note 2.2.

Capital social

Au cours de la période des augmentations du capital social ont été réalisées du fait de :

- l'exercice de 24 000 options de souscription d'actions à un prix d'exercice de 6 euros, de 4 324 options de souscription d'actions à un prix d'exercice de 5,55 euros et 13 210 options de souscription d'actions à un prix d'exercice de 9,25 euros ;
- la création de 21 393 678 actions dans le cadre de l'augmentation de capital réalisé le 9 avril ;
- la création de 23 038 actions dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés ;
- la création de 2 703 actions dans le cadre de plans d'attribution d'actions gratuites arrivés à échéance.

Ces opérations d'un montant total de 599 667 030,45 euros dont 556 745 124,45 euros de prime d'émission ont eu pour effet de porter le capital social de 171 101 424 euros pour 85 550 712 actions à 214 023 330 euros pour 107 011 665 actions

Actions propres

Au 30 juin 2021, la Société détient directement ou indirectement 153 497 actions propres, issues d'un programme de rachat d'actions en vue de leur attribution et d'un contrat de liquidité, représentant 5,8 millions d'euros.

Dividendes

Le Groupe n'a procédé à aucune distribution de dividendes.

Participations ne conférant pas le contrôle

Leur part dans les capitaux propres et dans le résultat net se décompose comme suit :

En millions d'euros	Nom de l'entité	Pays d'activité	Pourcentage d'intérêt non contrôlé		Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		Participations ne donnant pas le contrôle	
			30.06.2021	31.12.2020	1er semestre 2021	30.06.2021	1er semestre 2020	31.12.2020
	HWF 1 & Holdco	Australie	30,0%	30,0%	0,1	2,5	(0,4)	1,3
	HWF 2 & Holdco	Australie	20,0%	20,0%	0,1	1,6	(0,1)	0,7
	HWF 3 & Holdco	Australie	20,0%	20,0%	(0,0)	2,6	(0,3)	1,7
	Hedet	Finlande	19,9%	19,9%	(0,0)	(1,0)	0,1	(1,2)
	Bangw eulu	Zambie	41,2%	41,2%	0,1	0,0	0,8	(0,2)
	EREC	Jamaïque	50,0%	50,0%	(0,5)	(0,5)	(1,0)	0,0
	Metoro	Mozambique	25,0%	25,0%	(0,1)	0,2	(0,1)	0,3
	Zambia Sunlight One	France	31,3%	31,3%	(0,1)	(0,5)	(0,0)	(0,5)
	Alight Miranda AB	Suède	49,0%	-	(0,0)	0,6	-	-
	Mutkalampi	Finlande	-	19,9%	-	0,0	(0,0)	2,7
	Autres				(0,1)	(0,1)	(0,0)	(0,0)
	Total Participations ne conférant pas le contrôle				(0,4)	5,4	(1,2)	4,8

Instruments dilutifs

(En nombre d'actions)		30.06.2021	31.12.2020	30.06.2020	31.12.2019
Avant prise en compte des instruments dilutifs					
	nombre d'actions	107 011 665	85 550 712	85 252 638	85 088 748
	nombre d'actions auto-détenues	153 497	10 639	260 052	198 948
	nombre d'actions hors auto-détenues	106 858 168	85 540 073	84 992 586	84 889 800
	Nombre moyen d'actions sur la période avant dilution ⁽¹⁾	96 199 121		84 941 193	
	<i>Nombre moyen d'actions ajustées ⁽²⁾</i>	<i>99 382 264</i>		<i>91 287 961</i>	
Instruments dilutifs (2)	Actions Gratuites	738 891	537 000	890 644	898 144
	Stocks Options	105 880	138 166	251 666	387 500
	OCEANE 2019	7 126 283	6 629 101	6 629 101	6 629 101
	OCEANE 2020	3 955 626	3 679 653	3 679 653	-
	TOTAL	11 926 680	10 983 920	11 451 064	7 914 745
Après prise en compte des instruments dilutifs					
	nombre d'actions	118 938 345	96 534 632	96 703 702	93 003 493
	nombre d'actions auto-détenues	153 497	10 639	260 052	198 948
	nombre d'actions hors auto-détenues	118 784 848	96 523 993	96 443 650	92 804 545
	Nombre moyen d'actions sur la période après dilution ⁽¹⁾	107 654 421		94 624 098	
	<i>Nombre moyen d'actions ajustées ⁽²⁾</i>	<i>111 314 635</i>		<i>101 694 368</i>	

(1) Nombre moyen d'actions sur la période hors actions auto-détenues et avant prise en compte du facteur d'ajustement décrit en note (3) ci-après.

Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription :

- (2) Conformément aux dispositions légales applicables et aux stipulations des plans d'actions attribuées gratuitement et plans d'options de souscription d'actions et des termes et conditions des OCEANE émises par Neoen S.A. le 7 octobre 2019 (les « OCEANE 2019 ») et le 2 juin 2020 (les « OCEANE Verte»), par décision du 7 avril 2021, le Président-directeur général a procédé, sur délégation du Conseil d'administration, à l'ajustement des droits des bénéficiaires d'actions gratuites, d'options de souscription d'actions (coefficient de 1,081) et des OCEANE 2019 et des OCEANE Verte (coefficient de 1,075).
- (3) Conformément à la norme IAS 33, le nombre d'actions ordinaires (utilisé pour le calcul du résultat par action de base et dilué) de toutes les périodes précédant l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription réalisée le 9 avril 2021 est corrigé d'un facteur d'ajustement, traduisant l'effet de l'augmentation de capital et s'élevant à 1,075.

NOTE 17. PROVISIONS

Provisions courantes et non courantes

Les principaux mouvements ayant affecté les provisions au cours du premier semestre 2021 se présentent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Provisions non courantes	Provisions courantes	Total
Total Provisions courantes et non courantes - début de période	57,4	0,5	57,8
Dotations du semestre	(0,0)	0,3	0,3
Actualisation	0,6	-	0,6
Effet de l'allongement des durées d'utilisation	(6,1)	-	(6,1)
Reclassement et effet de change	0,4	(0,0)	0,4
Total Provisions courantes et non courantes - fin de période	52,3	0,8	53,0

Les provisions pour démantèlement constatées au titre des actifs de production en exploitation s'élèvent à 51,9 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 57 millions d'euros au 31 décembre 2020.

La variation des provisions pour démantèlement au cours du premier semestre 2021 s'explique essentiellement par l'effet de la décision du Groupe de procéder à l'allongement de la durée d'utilisation de ses actifs de production, passée de 25 à 30 ans (se référer à la note 2.4). L'impact de ce changement d'estimation sur les provisions s'élève à (6,1) millions d'euros au premier semestre 2021.

NOTE 18.1.RESULTAT FINANCIER

Le détail du résultat financier est le suivant :

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020
Charges d'intérêts sur emprunt	(37,3)	(36,6)
Charges financières sur instruments dérivés	(11,5)	(9,0)
Charges d'intérêts sur droits d'utilisation	(2,5)	(2,5)
Coût de l'endettement financier	(51,3)	(48,2)
Produits et charges d'intérêts sur prêts d'actionnaires	(0,4)	(0,4)
Gains et pertes de change	(3,0)	(1,5)
Autres produits et charges financiers	(0,7)	(5,5)
Total autres produits et charges financiers	(4,1)	(7,4)
Résultat financier	(55,5)	(55,5)

La variation du coût de l'endettement financier s'explique :

- par la mise en place de financements *corporate* (essentiellement liée à l'émission d'OCEANE Verte en juin 2020 et au crédit syndiqué mis en place en mars 2020, et non tiré en date de clôture semestrielle) ;
- par l'augmentation du nombre de centrales en exploitation sous financement ;
- effets partiellement compensés par une baisse en moyenne des taux d'intérêts spots entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, bénéficiant à la part non couverte des dettes du Groupe, et l'impact du remboursement progressif des financements des centrales en opération.

Les charges financières sur instruments dérivés correspondent au recyclage en résultat de la juste valeur des instruments financiers dérivés considérés comme efficaces, comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Les gains et pertes de change proviennent des écarts de conversion constatés sur les actifs et passifs courants et les passifs non courants libellés en devises étrangères. Au cours du premier semestre 2021, le projet Altiplano 200 en Argentine a constaté une perte de change de (2,9) millions d'euros qui correspond essentiellement à la dévaluation de crédits de TVA en attente de remboursement libellés en pesos argentins.

La variation des autres produits et charges financiers s'explique principalement par l'impact non récurrent au premier semestre 2020 du refinancement des projets éoliens australiens Hornsdale 1, 2 et 3, qui avait généré une charge de (4,9) millions d'euros correspondant à des indemnités et frais de remboursements anticipés supportés au titre de l'extinction de la dette historique.

NOTE 18.2.DETTE NETTE

Le total de la dette nette s'analyse comme suit :

	30.06.2021	31.12.2020
<i>En millions d'euros</i>		
Financements seniors des projets	1 999,4	1 948,7
Financements obligataires des projets	159,8	154,4
Dettes locatives	174,7	167,9
Financements corporate	333,6	339,4
Investisseurs minoritaires et autres	28,9	29,2
Instruments dérivés passifs - effets des couvertures	67,4	109,8
Total dettes financières	2 763,9	2 749,4
Investisseurs minoritaires et autres	(28,9)	(29,2)
Total dettes financières ajustées	2 734,9	2 720,2
Placements à court terme	(128,9)	(0,7)
Disponibilités	(550,1)	(374,2)
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	(679,0)	(374,9)
Dépôts de garantie	(74,4)	(76,6)
Instruments dérivés actifs - effets des couvertures	(16,1)	(2,2)
Total autres actifs	(90,5)	(78,8)
Total dette nette	1 965,5	2 266,5

La dette nette a diminué de 301 millions d'euros au cours du premier semestre 2021. Ceci s'explique principalement par l'effet de l'augmentation de capital en numéraire et de la diminution des instruments dérivés passifs constatées sur la période, partiellement compensé par les investissements en fonds propres réalisés dans les projets.

Analyse par nature

	Non courantes	Courantes	30.06.2021	Non courantes	Courantes	31.12.2020
<i>En millions d'euros</i>						
Financements seniors des projets	1 757,8	241,7	1 999,4	1 696,7	252,0	1 948,7
Financements obligataires des projets	140,8	19,0	159,8	140,4	14,0	154,4
Financements corporate	333,5	0,1	333,6	325,4	14,0	339,4
Dettes locatives	167,1	7,6	174,7	160,8	7,1	167,9
Investisseurs minoritaires et autres	27,4	1,6	28,9	29,2	-	29,2
Instruments dérivés - effets des couvertures	56,9	10,5	67,4	90,2	19,6	109,8
Total Dettes financières	2 483,5	280,4	2 763,9	2 442,8	306,6	2 749,4

Financements seniors des projets

Au cours du premier semestre 2021, les financements seniors de projets ont augmenté de + 50,7 millions d'euros, ceci s'explique par :

- de nouveaux emprunts émis dans le cadre du financement des projets du Groupe à hauteur de 123,9 millions d'euros, couvrant principalement les centrales de Mutkalampi (40,2 millions d'euros) en Finlande, Western Downs (20,4 millions d'euros) et Bulgana (2,2 millions d'euros) en Australie, Metoro (8,3 millions d'euros) au Mozambique, Altiplano 200 (7,4 millions d'euros) en Argentine, ainsi que plusieurs centrales éoliennes (18,2 millions d'euros) et plusieurs centrales solaires (27,7 millions d'euros) en France ;
- les remboursements d'emprunts réalisés sur le premier semestre 2021, pour (91,9) millions d'euros ;
- l'incidence des effets de changes pour 17,3 millions d'euros ;
- la variation du coût amorti des emprunts pour 2,2 millions d'euros et des intérêts courus pour (0,7) million d'euros.

Au 30 juin 2021, l'ensemble des différentes sociétés financées par des dettes projets et mezzanines respectaient leurs covenants de ratios financiers de *Debt Service Coverage Ratio* (DSCR) minimum, ou de fonds propres minimum ou avaient obtenu de la part des établissements prêteurs, les waivers correspondant, en cas de non-respect ponctuel de ceux-ci.

Financements obligataires des projets

Les financements obligataires comprennent essentiellement des dettes juniors sur des projets. La hausse des financements obligataires pour + 5,5 millions d'euros s'explique par la comptabilisation des intérêts courus et l'effet des variations de change.

Financements corporate

Au 30 juin 2021, les financements *corporate* correspondent principalement aux OCEANE émises en 2019 et aux OCEANE Verte émises en juin 2020. La diminution du poste sur la période correspond principalement au remboursement d'un prêt précédemment souscrit auprès de la Banque publique d'investissement (BPI France) pour (10,5) millions d'euros, et à l'amortissement des primes d'émission relatives aux OCEANE et OCEANE Verte pour + 4,1 millions d'euros.

Dettes locatives

Chaque dette locative est initialement évaluée à la valeur actuelle des paiements de location qui ne sont pas réglés à la date d'entrée en vigueur, actualisée au taux marginal d'emprunt du preneur. Elle est ensuite remboursée et désactualisée suivant le rythme des paiements des loyers.

Investissements minoritaires et autres

Ce poste est essentiellement constitué des apports en compte-courant des actionnaires minoritaires dans le cadre de financement des projets.

Instruments financiers dérivés

La baisse des instruments financiers dérivés passifs résulte principalement d'une variation de juste valeur positive à hauteur de 43,5 millions d'euros (conséquence de l'impact de la hausse significative des taux *forward* sur la période dans la plupart des zones géographiques où opère le Groupe).

Ventilation des dettes financières par devise (hors dette locative et investissements minoritaires)

	EUR	USD	AUD	Autres	30.06.2021
<i>(contre-valeur en millions d'euros au cours de clôture)</i>					
Financements seniors des projets	786,8	478,4	734,2	-	1 999,4
Financements obligataires des projets	70,9	17,0	71,9	-	159,8
Financements corporate	333,6	-	-	-	333,6
Instruments dérivés - effets des couvertures	19,8	15,1	32,5	-	67,4
Total Dettes financières	1 211,1	510,5	838,6	-	2 560,3
	EUR	USD	AUD	Autres ⁽¹⁾	31.12.2020
<i>(contre-valeur en millions d'euros au cours de clôture)</i>					
Financements seniors des projets	741,6	458,6	741,5	7,0	1 948,7
Financements obligataires des projets	66,7	17,7	69,9	-	154,4
Financements corporate	339,4	-	-	-	339,4
Instruments dérivés - effets des couvertures	32,1	20,5	57,2	-	109,8
Total Dettes financières	1 179,9	496,8	868,7	7,0	2 552,4

(1) Les dettes libellées dans d'autres devises correspondaient à un financement de TVA en attente de remboursement, libellé en pesos mexicains, et relatif au projet El Llano au Mexique. Ces dettes ont été remboursées dans le courant du premier semestre 2021.

Ventilation des dettes financières par typologie de taux

	30.06.2021	31.12.2020
<i>En millions d'euros</i>		
Dettes à taux fixes	1 074,3	1 030,1
Dettes à taux variables	1 622,2	1 609,5
Effet des couvertures	67,4	109,8
Total des dettes financières après effet des couvertures	2 763,9	2 749,4

Les financements de projets souscrits généralement à taux variable et les flux d'intérêts variables font l'objet d'une couverture qui représente en général 75% ou plus du montant financé à taux variable.

Ventilation du total des dettes financières par échéance

<i>En millions d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total dettes financières
Financements seniors des projets	241,7	400,4	1 357,3	1 999,4
Financements obligataires des projets	19,0	52,8	88,0	159,8
Dettes locatives	7,6	9,2	157,9	174,7
Financements corporate	0,1	333,5	-	333,6
Investisseurs minoritaires et Autres	1,6	1,7	25,6	28,9
Instruments dérivés - effets des couvertures	10,5	35,0	21,9	67,4
Total dettes financières - en fin de période	280,4	832,7	1 650,8	2 763,9

<i>En millions d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total dettes financières
Financements seniors des projets	252,0	348,4	1 348,3	1 948,7
Financements obligataires des projets	14,0	44,2	96,2	154,4
Dettes locatives	7,1	8,7	152,1	167,9
Financements corporate	14,0	188,7	136,7	339,4
Investisseurs minoritaires et Autres	-	-	29,2	29,2
Instruments dérivés - effets des couvertures	19,6	52,8	37,5	109,8
Total dettes financières - en début de période	306,6	642,8	1 800,1	2 749,4

Ventilation par flux des dettes financières

En millions d'euros	31.12.2020	Flux de trésorerie	Variations sans effet de trésorerie					30.06.2021
			Effet de change	Variation de périmètre	Variation de juste valeur et coût amorti ⁽¹⁾	Intérêts courus	Autres variations ⁽²⁾	
Financements seniors des projets	1 948,7	32,0	17,3	-	2,2	(0,7)	(0,1)	1 999,4
Financements obligataires des projets	154,4	0,6	0,0	-	0,3	4,5	0,0	159,8
Dettes locatives	167,9	(1,5)	0,5	-	-	(2,0)	9,9	174,7
Financements corporate	339,4	(10,4)	(0,0)	-	0,5	(0,0)	4,1	333,6
Investisseurs minoritaires et autres	29,2	(0,6)	0,4	(0,0)	-	-	0,0	28,9
Instruments dérivés - effets des couvertures	109,8	(0,0)	1,1	-	(43,5)	-	-	67,4
Total Dettes financières	2 749,4	20,1	19,2	(0,0)	(40,5)	1,7	13,9	2 763,9

En millions d'euros	31.12.2019	Flux de trésorerie	Variations sans effet de trésorerie					31.12.2020
			Effet de change	Variation de périmètre	Variation de juste valeur et coût amorti	Intérêts courus	Autres variations ⁽¹⁾	
Financements seniors des projets	1 757,9	212,3	(34,8)	-	8,5	4,9	(0,0)	1 948,7
Financements obligataires des projets	199,5	(45,4)	(0,8)	-	1,2	(0,2)	0,0	154,4
Dettes locatives	136,7	(5,9)	(0,8)	2,1	-	3,9	32,0	167,9
Financements corporate	194,6	137,4	-	-	0,9	0,3	6,2	339,4
Investisseurs minoritaires et autres	30,4	(0,2)	(1,1)	(0,0)	-	-	0,0	29,2
Instruments dérivés - effets des couvertures	95,4	(31,7)	(1,6)	-	47,7	-	-	109,8
Total Dettes financières	2 414,6	266,5	(39,1)	2,1	58,3	8,9	38,2	2 749,4

- (1) La variation de juste valeur et coût amorti inclut – 43,5 millions d'euros de diminution de la juste-valeur des instruments dérivés passifs, du fait de la hausse significative des taux forward sur la période.
- (2) Les autres variations des dettes locatives correspondent à des variations non-cash liées aux nouveaux contrats de location en application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ». Les autres variations des financements corporate correspondent à la fraction des charges d'intérêts relatives à l'OCEANE émise en 2019 et l'OCEANE Verte émise en 2020, enregistrées au taux d'intérêt effectif et excédant le taux d'intérêt nominal de ces instruments.

NOTE 18.3. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Principes comptables

Afin de se couvrir contre la variation des taux d'intérêt associée aux financements des investissements du Groupe, Neoen a recours principalement à des swaps de taux (se référer à la note 19.1).

Au 30 juin 2021, ces instruments financiers dérivés peuvent être désignés et documentés dans une relation de couverture comptable dans la mesure où les critères requis par la norme IFRS 9 « instruments financiers » sont respectés. Les variations de juste valeur de ces swaps de taux au titre du risque couvert sont reconnues en résultat.

Au cours du premier semestre 2021, un montant de + 57,7 millions d'euros a été reconnu en autres éléments du résultat global au titre de la variation de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie et 3,8 millions d'euros ont été recyclés par résultat.

Au cours du premier semestre 2020, un montant de (59,0) millions d'euros a été reconnu en autres éléments du résultat global au titre de la variation de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie et 3,7 millions d'euros ont été recyclés par résultat.

NOTE 18.4. JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Principes comptables

La juste valeur d'un actif et d'un passif est le prix qui serait convenu entre des parties libres de contracter et opérant aux conditions du marché. La norme IFRS 13 « évaluation de la juste valeur » distingue 3 niveaux de juste valeur :

- niveau 1 : prix coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : prix coté sur un marché actif pour un instrument similaire, ou autre technique d'évaluation basée sur des paramètres observables ;
- niveau 3 : technique d'évaluation incorporant des paramètres non observables.

Pour les instruments financiers dérivés, se reporter aux notes 18.2 et 18.3.

La juste valeur des dettes fournisseurs et des créances clients correspond à la valeur comptable indiquée au bilan, l'effet de l'actualisation des flux futurs de trésorerie n'étant pas significatif.

Les actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur s'analysent comme suit :

Au 30 juin 2021 (En millions d'euros)	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés documentés en Cash Flow Hedge
Instruments financiers dérivés	2	16,1	16,1				16,1
Actifs financiers non-courants	2	93,8	93,8	93,8			
Autres actifs (courants et non-courants)	2	103,0	103,0	103,0			
Clients et comptes rattachés	2	71,9	71,9	71,9			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	679,0	679,0		679,0		
Total actifs financiers		963,9	963,9	268,8	679,0	-	16,1
Dettes financières non courantes	2	2 426,6	2 500,6			2 426,6	
Autres passifs (courants et non courants)	2	90,1	90,1			90,1	
Instruments financiers dérivés	2	67,4	67,4				67,4
Dettes financières courantes	2	270,0	270,0			270,0	
Fournisseurs et comptes rattachés	2	210,2	210,2			210,2	
Total passifs financiers		3 064,2	3 138,3	-	-	2 996,8	67,4

Au 31 décembre 2020 (En millions d'euros)	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés documentés en Cash Flow Hedge
Instruments financiers dérivés	2	2,2	2,2		2,2		
Actifs financiers non-courants	2	92,1	92,1	92,1			
Autres actifs (courants et non-courants)	2	112,4	112,4	112,4			
Clients et comptes rattachés	2	73,2	73,2	73,2			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	374,9	374,9		374,9		
Total actifs financiers		654,8	654,8	277,7	377,1	-	-
Dettes financières non courantes	2	2 352,6	2 419,6			2 352,6	
Autres passifs (courants et non courants)	2	101,0	22,3			22,3	
Instruments financiers dérivés	2	109,8	109,8				109,8
Dettes financières courantes	2	287,0	287,0			287,0	
Fournisseurs et comptes rattachés	2	173,9	173,9			173,9	
Total passifs financiers		3 024,3	3 012,7	-	-	2 835,8	109,8

NOTE 19.1. RISQUES DE TAUX

Le Groupe est exposé aux risques de marché du fait de ses activités d'investissements. Cette exposition est principalement liée aux fluctuations des taux d'intérêts variables relatifs aux financements de ses projets.

Ainsi, l'objectif de gestion du risque de taux du Groupe est de sécuriser et préserver l'équilibre économique des projets en limitant la variabilité future de la charge financière associée à leurs financements. Ceci repose sur la mise en place d'instruments financiers de couverture.

Les couvertures sur le risque de taux d'intérêt sont effectuées au moyen d'instruments contractés de gré à gré, avec des contreparties de premier rang. Le Groupe contracte des instruments financiers, afin de couvrir son financement à taux variables, avec pour cible de couvrir à taux fixe un minimum de 75% du besoin de financement à taux variable des projets. A ce titre, le Groupe a contracté des swaps de taux et des caps qui sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie.

30.06.2021 (En millions d'euros)	Montants notionnels par échéance			Juste valeur ⁽¹⁾	Enregistré en capitaux propres ⁽²⁾	Enregistré en résultat ⁽³⁾
	Inférieur à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total			
Swaps de taux - Solaire	(190,2)	(311,2)	(501,4)	(26,8)	32,6	-
Swaps de taux - Eolien	(164,8)	(399,9)	(564,7)	(26,8)	51,9	-
Swaps de taux - Holding	112,5	-	112,5	(0,4)	0,4	-
Caps de taux	(61,6)	(83,3)	(145,0)	2,7	2,2	-
Total	(304,1)	(794,5)	(1 098,6)	(51,3)	87,1	-

(1) La juste valeur se décompose entre 16,1 M€ d'instruments dérivés actifs et (67,4) M€ d'instruments dérivés passifs à la clôture.

(2) Il s'agit du stock d'OCI dans les capitaux propres du Groupe.

(3) La part inefficace des instruments dérivés est enregistrée en résultat.

Une hausse de 1% des taux d'intérêts entraînerait, compte tenu des instruments de couverture de taux en vigueur, une augmentation annuelle du coût de l'endettement financier du Groupe de 2,1 millions d'euros. Du fait de l'existence de *floors*, une diminution de 1% des taux d'intérêts ne générerait pas d'économie particulière sur le coût annuel de l'endettement financier du Groupe.

NOTE 19.2. RISQUES DE CHANGE

Les risques de change portent sur les transactions opérationnelles en devises étrangères (dollar américain et dollar australien principalement) qui ont tendance à augmenter avec le déploiement soutenu du Groupe à l'international. Afin d'éviter tout risque de change sur les actifs en opération, le Groupe finance systématiquement chacun de ses actifs dans la devise fonctionnelle de celui-ci.

NOTE 19.3. RISQUES DE CONTREPARTIE

Compte tenu de la pluralité des fournisseurs et sous-traitants disponibles sur les marchés sur lesquels intervient le Groupe, celui-ci considère que l'insolvabilité de l'un d'entre-deux ou d'une faible part ne pourrait avoir de conséquences significatives sur la poursuite de l'activité.

Dans la mesure où les contrats de vente d'électricité ou contrats pour différence sont conclus avec des contreparties étatiques (Etats ou entreprises contrôlées par un Etat), des entreprises de distribution d'électricité et avec un nombre limité d'acheteurs privés, le Groupe considère que le risque de contrepartie lié aux créances clients est à ce jour non significatif.

Le Groupe place ses disponibilités et quasi-disponibilités auprès d'institutions financières de premier rang.

Le Groupe souscrit des dérivés de taux de gré à gré avec des banques de premier rang dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes. Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » pour permettre la compensation des instruments dérivés actifs et passifs au bilan.

NOTE 19.4. RISQUES DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité correspond à l'incapacité que pourrait avoir le Groupe à faire face à ses engagements financiers immédiats ou à court terme.

Pour prévenir ce risque, le Groupe procède plusieurs fois par an à une analyse de ses besoins en liquidité sur un horizon de 12 mois glissants.

A la date d'arrêté de ses comptes, le Groupe dispose des liquidités nécessaires pour financer son activité courante et son développement, mais aussi faire face à des événements exceptionnels.

La trésorerie détenue par les sociétés holdings et de développement s'élève au 30 juin 2021 à 398,2 millions d'euros, et 280,8 millions d'euros pour les sociétés projets (actifs en opération et en construction).

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	679,0	374,9
Lignes de crédit corporate disponibles	238,0	238,0
Total	917,0	612,9

Lignes de crédit *corporate* disponibles

Le Groupe possède des lignes de crédit court terme, d'un montant de 238,0 millions d'euros, dont 200,0 millions d'euros de crédit syndiqué, composé d'un prêt *corporate* de 125,0 millions d'euros non mobilisé à date et d'une ligne de crédit revolving de 75,0 millions d'euros elle aussi non mobilisée, pour assurer notamment les besoins en fonds de roulement de la société mère.

Lignes de crédit accordées aux projets

Au 30 juin 2021, le Groupe bénéficiait d'engagements reçus au titre de ses financements de projet et d'exploitation pour un montant de 700,7 millions d'euros non utilisés à cette date.

NOTE 19.5. RISQUES LIES AUX EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Le Groupe vend de l'électricité très majoritairement dans le cadre de contrats de long-terme faisant l'objet d'engagements fermes de la part de ses contreparties, dont de nombreux Etats.

Dans certains pays, les Etats peuvent être amenés à remettre en cause rétroactivement certains tarifs de rachat bonifiés. Toute remise en cause de cette tarification serait susceptible d'impacter significativement les états financiers du Groupe.

Au cours du mois de juillet 2021, les autorités françaises ont ainsi émis un projet d'arrêté tarifaire, prévoyant une réduction des tarifs d'achat de l'électricité d'origine solaire relatifs à certains contrats conclus entre 2006 et 2010 à compter du 1^{er} octobre 2021, sans impact matériel, dans le cas d'espèce, sur les comptes du Groupe (se référer à la note 22).

En dépit de cette situation ponctuelle, le Groupe considère toujours que sa stratégie multi-filière et multi-pays a pour effet de limiter le risque lié aux évolutions réglementaires en réduisant son exposition à une technologie ou à un pays particulier. Le prix particulièrement compétitif de l'électricité produite par Neoen dans la grande majorité de ses contrats constitue également une couverture naturelle contre ce risque.

NOTE 20.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Garanties accordées à des fournisseurs	414,4	243,6
Maintenance	942,9	844,0
Autres engagements	502,9	198,5
Engagements donnés liés aux activités opérationnelles	1 860,2	1 286,1
Actifs donnés en garantie	3 279,8	3 080,7
Engagements donnés liés aux activités de financement	3 279,8	3 080,7
Total des engagements hors bilan donnés	5 140,0	4 366,7

Garanties accordées à des fournisseurs

Dans le cadre de la construction de ses actifs de production, le Groupe peut être amené à octroyer temporairement des garanties à ses fournisseurs.

Maintenance

Dans le cadre de l'exploitation de ses actifs de production, le Groupe est amené à signer des contrats de maintenance pouvant s'étaler sur plusieurs exercices. Les prestations sont comptabilisées en charges l'année où elles sont réalisées.

Autres engagements donnés

Il s'agit principalement de garanties données par le Groupe dans le cadre du développement des projets telles que des garanties de soumission à des appels d'offres, des garanties de performance ou encore de démantèlement.

Actifs donnés en garantie

Les dettes contractées par le Groupe, dans le cadre de financements de projets, sont assorties dans la plupart des cas de nantissements sur l'ensemble des titres et avances en comptes courants d'associés ainsi que de gages sur les actifs en garantie de remboursement de la dette bancaire jusqu'à son extinction.

NOTE 20.2. ENGAGEMENTS HORS BILAN REÇUS

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Engagements d'achat d'énergie	6 243,0	6 201,2
Autres engagements reçus	2 194,5	1 366,3
Engagements reçus liés aux activités opérationnelles	8 437,5	7 567,5
Lignes de crédits accordées aux projets	692,8	374,9
Lignes de crédits corporate accordées	238,0	238,0
Engagements reçus liés aux activités de financement	930,8	612,9
Total des engagements hors bilan reçus	9 368,3	8 180,4

Engagements reçus d'achat d'énergie

Dans la majorité des cas, lorsqu'une unité de production d'électricité est construite, la société porteuse de projet et appelée à l'exploiter conclut un contrat à long terme de fourniture d'énergie. Le Groupe bénéficie d'engagements d'achat en général pour des périodes allant de 10 à 20 ans. Pour chaque actif sous-jacent, l'engagement a été évalué sur la base des volumes de production estimés par le Groupe sur la durée du contrat d'achat et des prix de vente non inflatés.

Autres engagements reçus

Ceux-ci comprennent principalement les garanties reçues de la part des constructeurs pour la bonne exécution de la construction des centrales ainsi que des fournisseurs au titre de la maintenance.

L'évolution des engagements hors bilan, donnés et reçus, s'explique principalement par l'entrée en construction de nouveaux projets, notamment Kaban en Australie et Mutkalampi en Finlande.

NOTE 21. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Des transactions ont été réalisées avec les sociétés Impala et BPI France, identifiées comme des parties liées pour le Groupe. Les charges auprès des parties liées concernent principalement des *management fees*, ainsi que des intérêts sur les prêts octroyés.

Les comptes consolidés de Neoen sont intégrés par intégration globale dans les comptes consolidés de la société Impala qui détient 46,53% de son capital. Les transactions avec Impala et ses filiales ou BPI France ont été effectuées à des conditions normales de marché.

Le tableau suivant fournit le montant de ces transactions au titre des exercices clos au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2021	31.12.2020
Charges	0,1	0,6
Dettes ⁽¹⁾	-	10,5

(1) Les dettes avec les parties liées correspondaient au 31 décembre 2020 à un emprunt contracté auprès de BPI France remboursé dans le courant du premier semestre 2021.

Litige HWF 1 / AER (*Australian Energy Regulator*)

Postérieurement à la date de clôture semestrielle, il a été mis fin aux poursuites lancées par le régulateur de l'énergie australien (« *Australian Energy Regulator* » ou « AER ») contre HWF 1 Pty Ltd ("HWF 1"), relatives à une panne électrique survenue le 28 septembre 2016 dans l'Etat d'Australie Sud. Le 1^{er} juillet 2021, la Cour fédérale australienne a en effet rendu un jugement aux termes duquel elle a, notamment :

- déclaré que HWF 1 avait commis des manquements aux *National Electricity Rules* ("NER") entre le 2 juin 2016 et 10 octobre 2016 en opérant les unités de production de HWF 1 et permettant à ces unités de production de fournir de l'électricité au réseau électrique alors que les réglages du système de tenue aux creux de tension qui leur étaient appliqués n'avaient pas été encore approuvés par écrit par l'opérateur de marché australien (*Australian Energy Market Operator* ou AEMO) ; et
- ordonné à HWF 1 de nommer un expert indépendant chargé de revoir et établir un rapport sur le programme de conformité de HWF 1 au titre des NER et de payer une amende d'un montant de 550 000 dollars australiens et rembourser les frais juridiques de l'AER engagés dans le contentieux à hauteur de 175 000 dollars australiens.

Le jugement de la Cour fédérale australienne est cohérent avec les termes d'un accord de principe conclu dans ce contentieux entre l'AER et HWF 1 en décembre 2020.

Le Groupe avait constitué une provision relative à ce contentieux dans ses comptes consolidés au 31 décembre 2020 pour un montant correspondant. HWF 1 estime par ailleurs posséder un fondement solide pour exercer un recours (y compris pour la partie correspondante à ses propres frais juridiques engagés dans le cadre de sa défense), auprès du cocontractant retenu pour le développement et la construction du parc éolien, tel que prévu par le contrat EPC correspondant.

Toutefois, le jugement mettant fin aux poursuites n'éteint pas le risque d'une éventuelle action de groupe contre HWF 1 par des parties qui pourraient chercher à se faire indemniser au titre de pertes alléguées imputées à la panne générale. En date de clôture semestrielle, aucune provision n'avait été constatée à ce titre dans les comptes du Groupe.

Révision des tarifs de rachat d'électricité d'origine solaire à la baisse

Dans le cadre des dispositions figurant dans la Loi de Finances 2021, les autorités françaises ont émis un projet de décret et d'arrêté tarifaire, soumis au Conseil Supérieur de l'Energie le 16 juillet 2021, et prévoyant une réduction des tarifs d'achat de l'électricité d'origine solaire relatifs à certains contrats conclus entre 2006 et 2010. Le décret sera par la suite soumis, pour avis, au Conseil d'Etat.

Le Groupe est actionnaire de quatre parcs solaires concernés par cette potentielle révision de tarif pour une capacité totale de 18 MWc. L'application des nouveaux tarifs d'achats envisagés, à compter du 1^{er} octobre 2021, a pour conséquence de modifier l'équilibre économique des centrales concernées et constitue donc à ce titre un *trigger* d'impairment.

Le Groupe a ainsi procédé, en date d'arrêté des comptes semestriels, à un exercice de valorisation de ces centrales sur la base des niveaux de TRI actionnaires cibles tels que communiqués lors de son *Capital Markets Day*, qui en dépit des baisses de tarifs prévues n'a pas mis en évidence de perte de valeur.

3.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE AU 30 JUIN 2021

Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021

Aux actionnaires de la société NEOEN,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Neoen, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 30 juillet 2021

Les commissaires aux comptes

RSM Paris

Deloitte & Associés

Etienne de BRYAS

Benoit PIMONT

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL 2021

NEOEN
6 rue Ménars
75002 Paris – France
www.neoen.com

NEOEN